

Cheminevements

Sous la direction de
**Claude Bellavance
et Marc St-Hilaire**

L'Université Laval et l'Université du Québec à Trois-Rivières

**LE PHÉNOMÈNE URBAIN
AU QUÉBEC.
ÉCHELLES, APPROCHES
ET MATÉRIAUX**

m e n t s →

CIEQ 2002

Chemínements

**Sous la direction de
Claude Bellavance
et Marc St-Hilaire**

L'Université Laval et l'Université du Québec à Trois-Rivières

**LE PHÉNOMÈNE URBAIN
AU QUÉBEC.
ÉCHELLES, APPROCHES
ET MATÉRIAUX**

Cet ouvrage est réalisé grâce au soutien financier
du Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC).

Données de catalogage avant publication (Canada)

Vedette principale au titre :

Le phénomène urbain au Québec: échelles, approches et matériaux

(Cheminements)

ISBN 2-921926-20-2

1. Urbanisation – Québec (Province). 2. Sociologie urbaine – Québec (Province).
3. Vie urbaine – Québec (Province). 4. Villes – Québec (Province). 5. Industrialisation
– Québec (Province). I. Bellavance, Claude, 1956- . II. St-Hilaire, Marc, 1956- . III. Centre
interuniversitaire d'études québécoises. IV. Collection: Cheminements (Sainte-Foy, Québec).

HT384.C32Q8 2002

307.1'416'09714

C2002-941865-8

Conception graphique

Charaf El Ghernati, *Université Laval*

Photographie de la page couverture

Québec la nuit, S.D.

*Archives nationales du Québec, fonds ministère
de la Communication, E10, D93-500, P93.*

© Centre interuniversitaire d'études québécoises

Tous droits réservés. Imprimé au Canada.

Dépôt légal (Québec et Canada), 4^e trimestre 2002

ISBN 2-921926-20-2

Table des matières

Partie I

LE CADRE MATÉRIEL DE LA VIE URBAINE : FONDEMENTS ÉCONOMIQUES ET RAPPORTS SOCIAUX 3

Réaliser une histoire du mouvement syndical québécois selon une perspective géographique, 1897-1929..... 4

Peter Bischoff

Presque toute l'attention fixée sur Montréal	4
Prendre davantage la mesure de l'essor et du déclin des unités syndicales	6
Un phénomène méconnu: l'influence des corridors migratoires des ouvriers	6
Conclusion.....	7
Notes	7

Faire l'histoire des institutions urbaines.

Faire l'histoire de la banlieue, des banlieues et des banlieusards 9

Jean-Pierre Collin

Le processus d'urbanisation: une période de grandes transformations... ..	9
... que l'historien urbain doit contribuer à faire comprendre.....	9
Faire l'histoire des institutions urbaines	10
Faire l'histoire de la banlieue, des banlieues et des banlieusards	11
Notes	12

Construire la ville: réseaux et territoire 14

Claire Poitras

Réseaux et territoire	14
Le rôle des réseaux techniques et des infrastructures urbaines: la construction sociale versus le déterminisme technologique.....	14
Les réseaux et l'espace québécois	15
Réseau téléphonique et planification urbaine.....	15
Matériaux de recherche	16
Pour conclure	16
Notes	17

Partie II

LA VILLE COMME MILIEU CULTUREL: CREUSET OU MOSAÏQUE?..... 19

La presse, phénomène urbain 20

Jean de Bonville

L'activité éditoriale	20
La réception.....	20
Organisation spatiale <i>dans</i> et <i>par</i> le contenu de la presse	21

<i>La publicité</i>	21
<i>Le contenu rédactionnel</i>	21
La presse et les autres moyens de communication.....	22
Un programme de recherche et des instruments de travail.....	22
Notes	23

**Urban Elites And Local Power:
The Montreal Magistracy, 1764-1830** 24

Donald Fyson

Footnotes	26
-----------------	----

Partie III

**LA VIE DE RELATION: DES SYSTÈMES DE PRODUCTION
EN RÉSEAU À L'ORGANISATION DES ÉCHANGES**..... 29

**Du local au global: appréhender la ville
dans ses espaces relationnels**..... 30

François Guérard et France Normand

Les matériaux de la recherche: un référentiel de base à constituer	30
Échanges et transports: des ressorts majeurs de la vie de relation	31
Les services hospitaliers, une question d'échelles.....	32
En guise de conclusion.....	35
Notes	35

Partie IV

**VILLE ET VILLES: POUR UNE INTERPÉNÉTRATION
DES ÉCHELLES D'OBSERVATION**..... 37

Le domaine municipal au Québec: un espace méconnu 38

Michèle Dagenais

Les municipalités: de simples «créatures» du gouvernement provincial?	38
Le municipal: un espace et un milieu dynamiques.....	39
La gouvernance urbaine: un concept utile.....	40
Conclusion.....	40
Notes	40

**Quelques réflexions en vue de la préparation
d'un Atlas historique sur le fait urbain au Québec** 42

Claude Bellavance et Marc St-Hilaire

La genèse et le développement du réseau urbain québécois: quelques pistes	43
<i>Les villes épiscopales</i>	43
<i>Une autre hiérarchie urbaine, le service postal</i>	43
<i>La fonction industrielle et la typologie des villes</i>	45
L'espace de la ville.....	46
<i>Les comportements matrimoniaux</i>	46
<i>L'électricité et ses rapports à l'espace</i>	48
Multiplier les points de vue sur l'expérience urbaine	49
Notes	49

LE PHÉNOMÈNE URBAIN AU QUÉBEC. ÉCHELLES, APPROCHES ET MATÉRIAUX

Véritable renversement du rapport de force entre la ville et la campagne, l'urbanisation conduit, comme on le sait, à la concentration progressive des populations de même que des activités productives, commerciales et culturelles dans les villes. La recherche a montré que ce processus historique, qui s'accélère au XX^e siècle, parce que stimulé par l'industrialisation massive, a largement contribué à façonner tant l'espace québécois que le milieu de vie de ses habitants. Organisées en des réseaux et des hiérarchies fondés sur la taille des effectifs, sur les fonctions exercées, de même que sur leur ancrage territorial, les villes du Québec forment un ensemble cohérent et diversifié. Sur un second plan, tout en affichant ses appartenances nord-américaines, le milieu urbain québécois présente des visages particuliers qui offrent aux citoyens un cadre fortement différencié selon la taille et la vocation de la ville habitée aussi bien que du quartier ou du secteur fréquenté.

L'intérêt des chercheurs en sciences humaines pour l'étude du fait urbain n'est pas nouveau. Depuis de nombreuses années, en effet, des travaux marquants ont tour à tour exploré des aspects aussi variés que la naissance et l'évolution du réseau urbain québécois, l'économie des villes, la formation et la composition des populations urbaines, les relations ville-campagne, les sociabilités et les cultures urbaines, l'administration municipale, l'organisation des services publics, le champ du pouvoir local, la différenciation sociospatiale, etc. Si les grands projets de recherche intégrés des années 1970 ont laissé la place à des travaux plus ciblés, les études urbaines demeurent encore aujourd'hui un champ important de

l'historiographie contemporaine, au Québec comme ailleurs. Les nouvelles générations de chercheurs qui tentent d'approfondir notre compréhension du fait urbain au Québec initient pour ce faire des chantiers de recherche souvent ambitieux. Ils comptent notamment sur les avancées technologiques récentes et, plus particulièrement, sur la décentralisation et la démocratisation des outils informatiques (analyses qualitatives, cartographie automatique, gestionnaires de bases de données relationnelles, etc.).

Cette nouvelle publication de la collection « Cheminements » du CIEQ fait suite à la tenue, le 26 mai 2000, d'un atelier scientifique organisé par Claude Bellavance et Marc St-Hilaire, atelier auquel participaient une douzaine de jeunes chercheurs de divers horizons, spécialistes des études urbaines. L'objectif principal des organisateurs de la rencontre était d'amorcer la réflexion sur l'expérience de la recherche en études urbaines au Québec, en mettant l'accent sur les approches retenues et les matériaux privilégiés. La rencontre a été structurée autour des quatre thèmes suivants :

1. Le cadre matériel de la vie urbaine : fondements économiques et rapports sociaux.
2. La ville comme milieu culturel : creuset ou mosaïque ?
3. La vie de relation : des systèmes de production en réseau à l'organisation des échanges.
4. Ville et villes : pour une interpénétration des échelles d'observation.

L'atelier de mai 2000 avait aussi pour objectif d'élargir la liste des contributeurs potentiels à un ouvrage de la série des Atlas historiques du Québec consacré au Fait urbain et dont nous assurerons la direction scientifique. Depuis, plusieurs des conférenciers et auteurs des textes qui vont suivre ont joint les rangs du CIEQ. Ils feront partie de l'équipe qui, au cours des prochains mois, réalisera cet Atlas, ce dont il y a lieu de se réjouir. Mais pour que cette rencontre livre la pleine mesure de ce que nous en attendions, il fallait que les réflexions des participants puissent être entendues d'un plus vaste public. Pour ce faire, la collection «Cheminements», qui est maintenant aussi disponible en ligne, nous apparaissait tout indiquée.

|

Le cadre matériel de la vie urbaine : fondements économiques et rapports sociaux



Réaliser une histoire du mouvement syndical québécois selon une perspective géographique, 1897-1929

Pour les chercheurs, le passage à l'an 2000 a été l'occasion de bilans sur un siècle maintenant révolu et de réflexions sur les changements à venir. L'histoire des travailleurs et travailleurs du Québec n'a pas échappé à cet exercice. Un colloque du Regroupement des chercheurs en histoire des travailleurs québécois (RCHTQ) s'est en effet récemment penché sur la question. Les participants ont souligné les défis posés aux ouvriers et aux syndicats par l'informatique, la robotique, la déréglementation, le libre-échange, la globalisation et le vieillissement de la population, etc.¹. Certes dramatiques, ces bouleversements ne doivent pas pour autant nous amener à minimiser les mutations qu'ont connues les organisations syndicales au tournant du siècle précédent.

Vers 1897, le Québec entrait en effet dans une phase d'expansion économique soutenue, fondée sur l'exploitation de ses ressources naturelles et la fabrication de biens manufacturés pour le marché canadien, dynamisée par le développement spectaculaire des Prairies et le commerce international. Pour profiter de cette croissance, soulignent les historiens, les travailleurs ont dû se mobiliser et faire preuve de créativité. Plusieurs obstacles se présentaient sur la route: parmi ceux-ci la réorganisation du travail et l'innovation technologique, la centralisation et la concentration du capital,

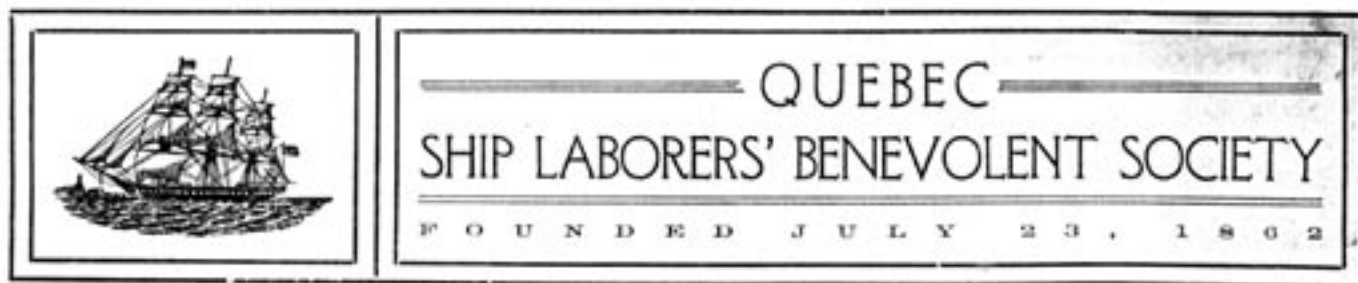
de même que l'immigration. Malgré un cadre légal défavorable à la négociation collective, les ouvriers réussirent à établir de nouvelles sections syndicales, construire des syndicats nationaux et participer à l'édification de syndicats internationaux. Plusieurs syndicats introduisirent aussi graduellement, au gré de leur fortune, des programmes sociaux pour fidéliser les membres. De surcroît, certaines unions ouvrirent leurs portes aux travailleurs semi-qualifiés, produits en grand nombre avec la seconde révolution industrielle. D'autres épousèrent carrément le syndicalisme industriel. Ces initiatives jetèrent les fondements d'une nouvelle période de croissance et de diversification du mouvement syndical.

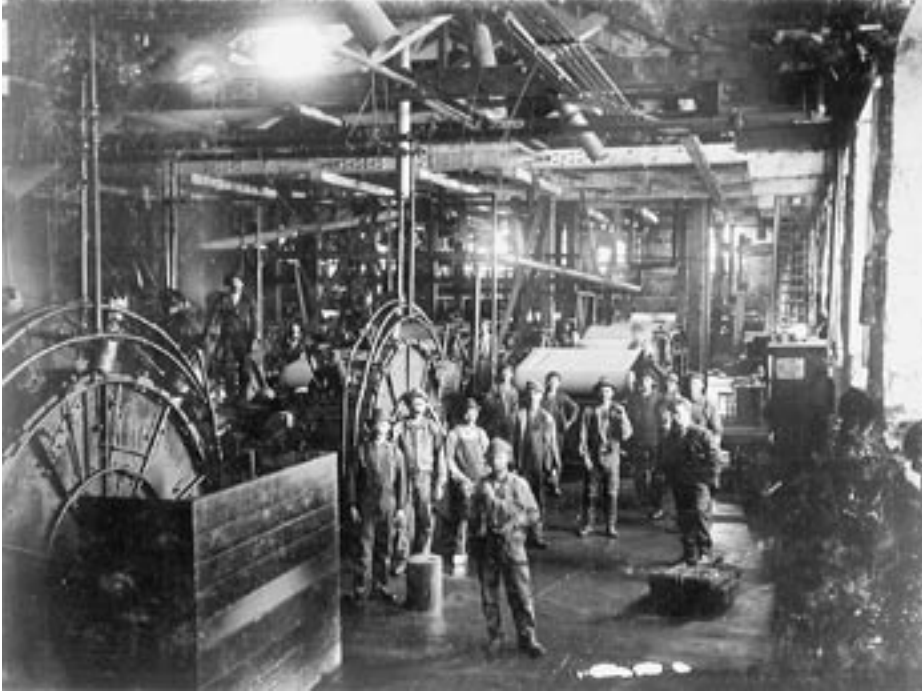
Les nombreux travaux réalisés permettent maintenant de dresser un portrait d'ensemble assez précis de cette mobilisation ouvrière qui, avec des hauts et des bas, gagna en importance jusqu'à la Grande dépression. Les experts ont concentré leur attention sur les aspects économiques, sociaux et politiques du syndicalisme, surtout leurs manifestations à Montréal. Mais un plateau semble avoir été atteint. La dimension géographique du phénomène, qui pourrait faire progresser substantiellement nos connaissances, reste malheureusement un aspect négligé de la recherche.

On connaît mal, en effet, la distribution et l'évolution des organisations pour l'ensemble de la structure urbaine québécoise: il existe, dans la littérature, une véritable fascination pour Montréal, au détriment du reste du Québec. D'abord, parce que les chercheurs ont été attirés par les contrastes, et Montréal tranchait par rapport au reste du territoire. Le déséquilibre découle aussi d'une approche méthodologique qui dédaigne l'évaluation quantitative et spatiale du syndicalisme. Le manque d'attention à la position occupée par les syndicats québécois sur les corridors migratoires nord-américains et son influence sur la vie syndicale, contribuent aussi au problème. Dans le présent texte, je veux expliquer, en trois points, comment ces lacunes laissent une image incomplète de la syndicalisation au Québec. Des sources existent heureusement pour un dépassement de la situation.

Presque toute l'attention fixée sur Montréal

La constatation la plus frappante lorsqu'on passe en revue l'historiographie de la période 1897-1929, c'est l'attention démesurée que portent la majorité des chercheurs à Montréal. La métropole fait l'objet de la plus grande partie des études, certainement en raison de la concentration sur son territoire d'un très grand nombre d'organisations syndicales². Sa « concurrente », la ville de Québec, ne jouit pas d'une grande considération, ce que ne mérite nullement le mouvement syndical qui y a vu jour. Les centres urbains régionaux, n'en parlons pas, sont fréquemment ignorés³.





Ouvriers à l'usine de pulpe de Grand-Mère en 1896.
Archives du Séminaire de Trois-Rivières.

Notre connaissance du mouvement syndical apparaît ainsi tronquée. Par conséquent, il faut réaliser que des biais peuvent s'immiscer dans les études, et ce, tant et aussi longtemps que les chercheurs n'auront pas brossé un portrait, même sommaire, de l'évolution de la situation dans l'ensemble du Québec.

Prenons le cas des syndicats montréalais. Dès le dernier quart du XIX^e siècle, le mouvement syndical québécois déborde vigoureusement Montréal avec la formation de syndicats à Québec, Lévis, Sherbrooke, St-Jean, Joliette, St-Romuald, etc. Lorsque le chercheur concentre exclusivement son attention sur le cas montréalais, des éléments d'interprétation peuvent alors lui échapper. Résultat? L'analyse peut alors dévoyer.

Un bel exemple, bien que hors de notre période, concerne le développement des Chevaliers du Travail. Selon l'historiographie, intéressée encore une fois uniquement par la croissance des assemblées montréalaises, l'hostilité du clergé québécois aurait eu un faible effet sur les progrès de l'Ordre au Québec⁴. Néanmoins, l'incorporation à l'analyse des assemblées organisées hors de Montréal, permet d'arriver à une constatation plus nuancée.

Il est vrai que les Chevaliers fondent le gros de leurs assemblées à Montréal: la majorité sont établies entre janvier et juin 1886, puis le mouvement s'essouffle brusquement par la suite. Néanmoins, ma découverte d'une percée très importante de l'Ordre à Québec et Lévis, entre avril et décembre 1887, permet de valider l'influence cléricale. L'essor coïncide en effet avec l'annonce par M^{gr} Taschereau, en avril 1887, de la levée, par Rome, de l'interdit pesant sur l'Ordre: dans la région de Québec, où il n'y avait qu'une assemblée, depuis juillet 1885, dix autres apparaissent soudainement en l'espace de huit mois⁵.

L'inclusion des assemblées de Québec et de Lévis à l'analyse offre ainsi un point de comparaison précieux. Elle permet d'établir que les ouvriers ont été beaucoup plus intimidés par les pressions de l'Église que ne le croyaient les spécialistes jusqu'à présent. M^{gr} Taschereau a freiné, tant qu'il a pu, le développement de l'Ordre à Québec et ailleurs en région, entre 1884 et 1887. Seule exception, Montréal, où les Chevaliers bénéficient de l'appui discret de l'évêque Fabre. Mais ce dernier va aussi se rallier en juin 1886 à la position de son supérieur spirituel en signant une lettre pastorale des évêques du Québec réitérant la condamnation de l'Ordre des Chevaliers du Travail: l'élan du mouvement s'estompe alors dans la métropole. Ainsi, si la levée de l'opposition romaine, en 1887, conduit à une mobilisation syndicale remarquable à Québec, c'est que les forces ouvrières y rongeaient encore leur frein. Un cadre spatial plus vaste permet donc, comme le démontre l'exemple des Chevaliers du Travail, de renouveler l'analyse⁶.

Les chiffres présentés au tableau 1, sous la rubrique «Autres centres urbains», confirment l'urgence d'élargir le cadre d'étude: la concentration des sections syndicales à Montréal décline rapidement entre 1897 et 1911, passant de 66% à 40% des syndicats de la province. En contrepartie, l'importance des syndicats en régions⁷ bondit, pour atteindre dès 1917 un plateau équivalent à 47% du total des sections syndicales québécoises. La nécessité de considérer les syndicats des régions, qu'ils soient internationaux, nationaux ou catholiques, est donc criante. Il reste aussi à mieux comprendre les rapports qu'entretiennent les organisations montréalaises avec les syndicats situés hors de

Tableau 1
Répartition des sections syndicales au Québec, 1897 à 1929

	1897	1902	1911	1917	1929
Montréal	31	59 à 62	95	123	167
Québec	4	14	42	40	45
Autres centres urbains (autres centres urbains en %)	12 26%	38 à 40 34%	91 40%	146 47%	187 47%
Total du Québec	47	111 à 116	228	309	399

Sources : Eugene Forsey, *Trade Unionism in Canada, 1812-1902*, tableau 2, p. 508. Ministère du Travail du Canada, *First Annual Report on Labour Organization in Canada*, 1911, p. 104 et 106; *Seventh Annual Report on Labour Organization in Canada*, 1917, p. 208-209; *Nineteenth Annual Report on Labour Organization in Canada*, 1929, p. 213.

Tableau 2
Répartition des sections syndicales selon leur affiliation au Québec,
1901 à 1931 selon l'ouvrage de synthèse de Jacques Rouillard

	1901	1906	1911	1916	1921	1926	1931
Internationaux	74	155	190	236	334	314	286
Nationaux indépendants	62	81	38	70	38	33	84
Catholiques				23	120	103	121
Total du Québec	136	236	228	329	492	450	491

Source: Les tableaux 2.3 et 2.6 du livre *Histoire du syndicalisme québécois*, Montréal, Boréal, 1989.

la métropole. Le taux de syndicalisation d'un métier ou d'une industrie, au niveau provincial, influe et informe sur le rapport de force pouvant être établi à Montréal. On peut croire aussi qu'en retour, les organisations montréalaises ont pu favoriser l'émergence ou la consolidation du syndicalisme ailleurs au Québec, en finançant par exemple, le travail d'organiseurs syndicaux en régions.

Prendre davantage la mesure de l'essor et du déclin des unités syndicales

Le second problème sur lequel j'aimerais insister réside dans la grande répugnance des historiens et des travailleurs pour la quantification du phénomène syndical. Lorsque des statistiques sur les syndicats sont présentées dans les ouvrages les plus influents, ces dernières demeurent généralement à un niveau agrégé, celui du nombre total d'organisations au Québec. Les données discriminent uniquement selon le type de syndicats et d'industries: c'est le cas, par exemple, de tous les tableaux inclus dans l'ouvrage de synthèse bien connu, et très utile, de Jacques Rouillard (voir tableau 2)⁸. Exceptionnellement, Eugène Forsey, dans son ouvrage de synthèse, y va d'une échelle d'analyse plus fine touchant la période 1880 à 1902: après les provinces, les villes forment le second niveau d'analyse de la répartition géographique des syndicats⁹. Cependant, la présentation statistique ne va pas très loin: seuls Montréal et Québec sont distingués. Les données quantitatives sur la syndicalisation dans les autres centres urbains figurent dans le corps du texte. Par ailleurs, il arrive même, dans certaines études, que le lecteur ne trouve aucun tableau chiffré, ni d'effort de quantification tangible des organisations ouvrières: c'est le cas de la thèse de Geoffrey Ewen sur

les relations entre les syndicats internationaux, nationaux et catholiques au Québec (1914-1925)¹⁰.

Un constat s'impose donc: pour la période 1897 à 1929, il n'est pas encore possible de réaliser des séries statistiques à partir des travaux existants qui permettraient de dresser un portrait global de la répartition des sections des syndicats internationaux, nationaux et catholiques, selon les différents centres urbains. Plusieurs questions restent alors en suspens. Quel est, à l'échelle locale, le poids numérique exact des sections des « internationaux », « nationaux », « neutres » ou « catholiques »? Comment l'importance de ces organisations varie-t-elle selon les industries? Quelle forme d'organisation a le plus profité du doublement du nombre de sections dans les régions entre 1911 et 1929 (tableau 1)? Combien de locaux possèdent chacun de ces syndicats au Québec? Sont-ils intégrés à des conseils de districts ou des conseils intersyndicaux (du rail, de la construction navale, de la métallurgie)?

Une variété de sources, connues des historiens, existent pour répondre à ces questions. Elles permettent d'identifier le centre urbain, le secteur d'activité et l'affiliation des sections syndicales en territoire québécois. En tout premier lieu, il y a le rapport annuel préparé par le ministère du Travail, à compter de 1911, sous le nom *Annual Report on Labour Organization in Canada*. Cette publication rapporte méticuleusement les sections syndicales existantes par localité. Pour les années antérieures, soit de 1900 à 1910, la *Gazette du Travail* peut être utile car elle publie parfois des annuaires des organisations syndicales. Enfin, le chercheur peut compléter l'information grâce aux données amassées par Eugene Forsey pour les années 1897 et 1902¹¹.

Un phénomène méconnu: l'influence des corridors migratoires des ouvriers

Le manque d'intérêt affiché pour l'étude du syndicalisme hors de Montréal et l'évolution quantitative des organisations à travers l'espace et le temps, pointent également en direction d'un troisième problème. Il s'agit du peu d'importance accordée à l'influence des migrations de main-d'œuvre sur le type d'organisations syndicales adopté par les ouvriers québécois et la « prospérité » de ces institutions de défense.

Ici, je dois l'avouer, je ne fais que largement spéculer pour l'instant. Mais je crois qu'une toile, encore largement invisible aux chercheurs, couvre le réseau urbain québécois. Les filaments de cette toile sont constitués par les corridors migratoires qu'empruntent les ouvriers en quête de travail. Une partie de ces migrations sont contrôlées par les syndicats internationaux, d'où l'intérêt de ces organisations pour les ouvriers. Ces routes lient les sections québécoises d'un syndicat international, de même qu'elles les rattachent au reste des sections de l'union internationale¹². Elles sont formées de voies principales et secondaires, et la fortune d'une section, sa marge de manœuvre en cas de conflit de travail, dépendent en partie de sa localisation sur le réseau.

La forte concentration du syndicalisme international à Montréal, plus que dans n'importe quel autre centre industriel québécois, s'explique en partie certainement par ce trafic de la main-d'œuvre et du levier qu'il peut représenter pour les syndicalistes. La section montréalaise de l'Iron Molders Union of North America, par exemple, profite des « étrangers » pour gonfler ses rangs: la reconstitution du membership au cours des décennies 1870 et 1880 montre en effet que le quart des membres, en moyenne, ont été initiés à l'extérieur de la métropole (tableau 3). Ce contingent de moulleurs étrangers contribue substantiellement aux ressources de l'organisation. Notons qu'il demeure cependant largement inférieur à celui des sections de Hamilton et Toronto, parce que la métropole québécoise se trouve aux limites des corridors migratoires de l'union internationale. Néanmoins, malgré la distance, l'adhésion au syndicat montréalais peut aussi représenter

Tableau 3
L'importance relative des mouleurs syndiqués étrangers parmi
les effectifs des sections de Montréal, Hamilton et Toronto
de l'Iron Molders Union of North America, 1871 à 1891

Année	Montréal		Hamilton		Toronto	
	Membres selon la reconstitution	Mouleurs syndiqués étrangers	Membres selon la reconstitution	Mouleurs syndiqués étrangers	Membres selon la reconstitution	Mouleurs syndiqués étrangers
1871	14	14			117	55
1872	9	33	123	54	119	46
1873	23	52	123	54	125	50
1874	26	46	132	54	133	48
1875	23	43	58	50	106	47
1876	27	30	64	48	104	47
1877	33	36	60	42	94	50
1878	33	36	60	42	94	50
1879	64	25	75	48	104	42
1880	119	22	172	48	111	47
1881	161	17	225	47	124	53
1882	165	21	269	50	152	59
1883	134	22	305	54	98	53
1884	74	26	298	48	100	54
1885	61	23	288	47	175	61
1886	52	31	321	48	237	55
1887	70	26	344	45	274	53
1888	224	17	350	44	307	53
1889	135	21	348	44	309	55
1890			357	46	274	53
1891			327	44	246	54

Source: Données compilées par l'auteur à partir des rapports des sections 21, 26, 28 publiés dans *l'Iron Molders Journal* pour la période allant de 1864 à 1891. Les données sont tirées du tableau 5 de l'article: Peter Bischoff, « Traveling the Country "Round": migrations et syndicalisme chez les mouleurs de l'Ontario et du Québec membres de l'Iron Molders Union of North America, 1860 à 1892 », *Journal of the Canadian Historical Association/Revue de la Société historique du Canada*, 1990, p. 63.

pour plusieurs mouleurs un tremplin pour la recherche de travail dans les centres industriels de l'Ontario et du nord-est des États-Unis¹³.

Des analyses sont donc nécessaires pour amorcer l'étude de la vitalité des réseaux migratoires des syndicats internationaux au Québec au cours des années 1897 à 1929. À l'aide des rapports mensuels publiés par les sections québécoises dans le journal officiel des unions internationales, il faudrait évaluer la physionomie de ces corridors migratoires au Québec¹⁴ et le volume du trafic des membres ayant transigé par ces axes¹⁵. Les experts remarqueront probablement que les centres urbains

délaissés par les syndicats internationaux, ou dans lesquels ils ont très peu d'influence, sont éloignés des routes migratoires habituellement empruntées. D'un côté, ces localités ne bénéficient pas de l'afflux d'«étrangers», souvent les propagateurs du syndicalisme¹⁶. De l'autre, leurs résidents ne voient pas l'intérêt de constituer des sections d'organisations leur apparaissant trop «lointaines». L'éloignement par rapport aux réseaux migratoires peut alors contribuer à expliquer l'attrait du syndicalisme national, qu'il soit séculier ou catholique, hors de la région de Montréal.

Conclusion

En résumé, dans la réflexion en cours visant à orienter la prochaine génération de travaux sur le mouvement ouvrier québécois du début du XX^e siècle, plusieurs aspects pourraient être soulevés. Dans ce texte, j'attire l'attention sur ce qui pourrait constituer quelques axes de la nouvelle démarche: la constitution de séries statistiques, la spatialisation du syndicalisme et la considération de l'ensemble de l'espace québécois. Poursuivons aussi cette tendance au décloisonnement des frontières dans la recherche, en examinant comment le syndicalisme a été influencé par les migrations professionnelles nord-américaines.

Peter Bischoff
 Université d'Ottawa

Notes

1. Colloque du RCHTQ, sur le thème « Travail et fins de siècle », tenu à Montréal, le 5 mai 2000 dans l'édifice de la CSN.
2. Voir, par exemple, la section « la classe ouvrière » dans Jacques Rouillard (dir.), *Guide d'histoire du Québec du régime français à nos jours. Bibliographie commentée*, Montréal, Méridien, 1991, p. 186-191.
3. La rareté des sources, pour le syndicalisme hors de Montréal, a certainement contribué à cette distorsion. La production, en cours, d'histoires régionales sous l'égide de l'IQRC, contribue cependant à générer la masse critique d'informations pour établir, un jour, un meilleur équilibre aux niveaux des problématiques des recherches et des ouvrages de synthèse.
4. Voir Fernand Harvey, « Les Chevaliers du Travail, les États-Unis et la société québécoise, 1882-1902 », dans Fernand Harvey, *Le mouvement ouvrier au Québec*, Montréal, Boréal, 1980, p. 69-130.

5. Peter Bischoff, « "L'évêque Fabre appuie notre mouvement de syndicalisation" : l'expansion de l'Ordre des Chevaliers du Travail au Québec devant un clergé divisé, 1882 à 1887 », communication donnée dans le cadre de la 12^e rencontre annuelle entre le Centre interuniversitaire d'études québécoises de l'Université du Québec à Trois-Rivières et le département d'histoire de l'Université d'Ottawa, Trois-Rivières, 21 mars 1998.
6. L'étude des assemblées de Québec et de Lévis éclaire également sur les tensions internes au mouvement syndical générées par des rivalités régionales. Les assemblées de Québec et de Lévis, coalisées, réussissent à prendre, au début de 1888, le contrôle de l'exécutif de l'assemblée de district des Chevaliers du Travail. Elles en profitent pour déplacer la tenue des réunions de Montréal à Québec. Il s'ensuit un climat de crise au sein du mouvement québécois qui perdure jusqu'à la fin de l'année. Ce dernier se résorbe lorsque les dirigeants américains autorisent l'organisation de deux assemblées de district : l'une pour Montréal et l'autre pour Québec.
7. Par « régions », je fais référence aux syndicats dans les centres urbains autres que Montréal et Québec.
8. L'auteur reste au même niveau d'analyse statistique dans son livre : *Les syndicats nationaux au Québec de 1900 à 1930*, Québec, PUL, 1979 ; *Histoire de la CSN, 1921-1981*, Montréal, Boréal Express, 1981.
9. Eugene Forsey, *Trade Unionism in Canada, 1812-1902*, Toronto, UTP, 1982, p. 508.
10. Cette thèse reste novatrice à plus d'un égard. Elle a aussi le mérite de traiter de l'évolution de l'ensemble des syndicats québécois : qu'ils soient à Montréal, Québec ou en régions. Geoffrey Ewen, *International Unions and the Workers' Revolt in Quebec, 1914-1925*, York University, janvier 1998, 502 p.
11. Voir son livre *Trade Unionism in Canada* ou les dossiers préparatoires à cette publication, déposés aux ANC.
12. Par exemple, les membres des neuf sections québécoises de l'Association internationale des machinistes (forte de 63 000 membres) pouvaient se mouvoir à travers 711 sections, dont 658 aux États-Unis, 49 au Canada et 4 dans la zone du canal de Panama.
13. Peter Bischoff, « "D'un atelier de moulage à un autre" : les migrations des mouleurs originaires des Forges du Saint-Maurice et la segmentation du marché du travail nord-américain, 1851-1884 », *Labour/Le Travail*, 40, automne 1997, p. 21-74.
14. Cette opération est relativement aisée car ces journaux publient mensuellement la liste des sections syndicales.
15. Les migrations peuvent être évaluées quantitativement en comptant le nombre d'ouvriers déposant leur carte syndicale de voyage ou quittant une localité avec leur carte. Lorsque les rapports affichent les noms de ces migrants ou leurs numéros de matricule, le chercheur peut également reconstituer leurs déplacements interurbains. Le travail reste cependant assez onéreux en temps.
16. Peter Bischoff, « Traveling the Country "Round" ».

Faire l'histoire des institutions urbaines. Faire l'histoire de la banlieue, des banlieues et des banlieusards

Ce texte reprend presque intégralement une partie de la communication présentée à l'automne 1999 lors de l'Assemblée plénière de l'Institut d'histoire de l'Amérique française (à Trois-Rivières), sous le titre « Perspectives et développement de l'histoire urbaine ».

Dans cette communication, après avoir suggéré d'inscrire la pratique de l'histoire urbaine sous celle plus générale des études urbaines, je proposais une révision des objets et des approches de l'histoire urbaine. Je m'attarderai, ici, plus spécifiquement, sur deux chantiers de recherche : l'histoire des institutions urbaines et l'histoire de la banlieue, des banlieues et des banlieusards.

Le processus d'urbanisation : une période de grandes transformations...

Les études urbaines sont aujourd'hui fortement dominées par l'idée que la mondialisation des échanges (non seulement économiques, mais aussi culturels), l'ouverture des frontières débouchant sur une mobilité sans précédent (dans le monde moderne) des biens, des idées, des modes et des personnes, la révolution permanente dans le secteur des communications, etc. se traduisent par des changements profonds et durables, préludes de ruptures dans l'organisation économique et politique de nos sociétés, dans les modes de vie ou dans les rapports à l'espace.

Depuis entre autres les travaux de Jane Jacobs¹, on adhère volontiers à cette idée d'un effacement progressif de l'État-nation qui céderait de plus en plus la place aux régions urbaines. Ce sont les villes, les grandes villes pour être précis, qui formeraient désormais le cœur et la tête de nos sociétés. Elles sont de plus en plus en lien direct les unes avec les autres, elles se compétitionnent directement, elles s'insèrent dans de nouvelles hiérarchies, forment des réseaux aux caractéristiques innovatrices et s'engagent même à l'occasion dans des activités de paradiplomatie...

En bref, les capitales perdent sérieusement de leur influence au bénéfice des métropoles. De nouvelles formes de colonisation urbaines s'imposent également avec les *edge cities*², les *technoburbs*³, les « technopôles »⁴, etc.

C'est dans ce sens, par exemple, qu'au terme de dix années de recherches sur les agglomérations urbaines étasuniennes, Barnes et Ledebur⁵ nous convient à un renversement de paradigme. Celui-ci consiste à substituer au paradigme de l'État-nation (*the nationalist economic paradigm*) qui a dominé les sciences sociales depuis deux siècles, celui du marché commun des économies régionales (*the regional economic paradigm*) où la région urbaine (ou métropolitaine) s'impose comme l'unité de base de l'organisation sociale, économique, culturelle et politique; en interaction constante avec, d'une part, la scène globale et, d'autre part, la scène locale.

Cela amène certains à redonner ses lettres de noblesse au concept de Ville-État⁶. D'autres préfèrent en forger de nouveaux tels ceux de *citistates* chez Peirce et Johnson⁷ ou de « méta polis » chez Asher⁸. Il est ainsi devenu chose courante que de parler de « villes-régions » – un concept d'abord élaboré par le géographe britannique Dickinson⁹ au milieu des années 1960 – lorsque vient le temps de penser la réforme des politiques et de l'organisation du développement régional¹⁰.

L'utilisation de ce concept de ville-région (ou d'autres étiquettes du même genre) nous révèle qu'en fait, les analyses se rejoignent généralement pour faire valoir que le dernier quart du XX^e siècle a été caractérisé par un double mouvement de changements : d'une part, la mondialisation, d'autre part, la résurgence du local. Deux ordres de transformations qui sont venues révolutionner le monde urbanisé.

Au niveau « global », il existe un nouvel ordre urbain avec au haut de la hiérarchie les villes globales, mondiales, internationales, etc. (sur ces concepts, voir parmi d'autres Abbott¹¹). Au niveau particulier de chacune

des agglomérations, le milieu urbain est marqué par une dynamique du changement : dynamique économique qui nous fait passer de la ville industrielle à la ville du tertiaire puis à la technopôle ; dynamique démographique à l'enseigne de la transformation de la famille, du vieillissement, du cosmopolitisme et du multiculturalisme ; dynamique sociale qui bouleverse les rapports de genre et les rapports de classe ; dynamique urbanistique qui donne lieu à un bouleversement des rapports intramétropolitain avec l'émergence d'agglomérations polycentriques. Sans oublier les problèmes soulevés par l'urgence d'assurer le développement durable des agglomérations.

... que l'historien urbain doit contribuer à faire comprendre

Bref, non seulement avons-nous assisté à une généralisation de l'urbanisation qui doit être placée au cœur de nos travaux de recherche¹² mais aujourd'hui l'urbain serait le point d'appui d'une réorganisation sociale, politique et culturelle qu'il nous faut mieux comprendre. Ce qui conduit même certains historiens sur le terrain de la prospective. Citons notamment Fishman¹³ qui n'a pas hésité à forger un nouveau concept – celui de *technoburb* – et Teaford¹⁴ qui est entré dans le club des analystes de la *Post-Suburbia* en émergence.

Revenons un court instant sur la Conférence de Yale et la naissance de la *New Urban History* aux États-Unis dans la seconde moitié des années 1960. Comme le reconnaissent aujourd'hui les principaux protagonistes, si les motifs scientifiques n'étaient pas absents, au contraire, la naissance de ce champ particulier (de cette spécialisation) à l'intérieur des sciences historiques est largement le résultat de la sensibilité d'un groupe d'historiens à l'évolution de la société étasunienne, plus particulièrement à son actualité, marquée par le nouvel activisme urbain des années 1960.

*The research, and the conference, had an edge because of the time in which it was held. It was, after all, November 1968. The new social or urban history, as we somewhat pretentiously began to call the emergent, loosely-coupled field, emerged in part out of impulses to connect history with the political spirit of the moment.*¹⁵

Un tel « esprit politique du moment » n'existe-t-il pas présentement ?

Certains historiens urbains y sont certainement sensibles, tel Carl Abbott qui récemment a convié ses collègues à s'impliquer, à prendre leur place dans les débats sur la mondialisation et ses effets à l'échelle locale. Abbott¹⁶ fait, pertinemment, valoir d'entrée de jeu que l'historien urbain peut (et doit) avantageusement contribuer aux débats en cours sur les notions de *world cities* ou d'*international cities*, notamment en déboulonnant les illusions journalistiques (*journalistic fallacies*) qui habitent régulièrement les travaux de ceux qui élaborent ou utilisent de tels concepts.

Pendant, le reste du texte est plutôt consacré à une discussion sur la valeur explicative respective et sur les fondements épistémologiques de ces deux notions sans références particulières aux travaux des historiens.

Il faut plutôt engager une réflexion pour trouver comment les historiens urbains pourront renouveler l'objet de leurs travaux et leurs approches, d'une part, pour contribuer à une mise en perspective des analyses proposées par les économistes, les sociologues ou les « urbanologues » (vous me permettez l'usage de ce néologisme), d'autre part, pour participer au renouvellement des problématiques et à l'élaboration de nouvelles hypothèses de recherche. Cela, me semble-t-il, pourrait prendre la forme d'un programme de travail orienté vers quelques thèmes porteurs capables de renouveler notre compréhension du processus d'urbanisation.

À ce chapitre, deux « chantiers » de recherche devraient retenir plus particulièrement notre attention :

- Faire l'histoire des institutions urbaines impliquées dans l'élaboration des politiques publiques, dans la définition des services publics et, plus généralement, dans la configuration de l'État.
- Faire l'histoire de la banlieue, des banlieues et des banlieusards.

Faire l'histoire des institutions urbaines

Au Québec, comme dans l'ensemble des pays industrialisés, on assiste présentement à une

volonté souvent affirmée et à des tentatives de rééquilibrage du secteur local. *Think globally to act locally*, voilà une devise qui a, ces années-ci, une grande popularité en Europe de l'Ouest comme en Amérique du Nord. Elle est symptomatique du fait que la période actuelle est caractérisée par une résurgence du local qui prend pour thèmes, entre autres, l'économie sociale, le développement local et la décentralisation gouvernementale.

Sans nous en rendre compte nous venons de vivre une « révolution » tranquille. Dans un pays à tradition étatique le centre de gravité de l'organisation administrative qui s'est déplacé au bénéfice des collectivités territoriales et plus particulièrement des grandes villes. Même si le rôle de l'État reste encore non négligeable tous secteurs confondus, il y a moins d'État dans l'organisation des affaires locales et les grandes villes ne cessent de gagner de l'influence.

*[...] les politiques locales ne sont plus seulement des affaires secondaires qui joueraient un rôle supplétif; elles contribuent directement à la production de notre société [...].*¹⁷

Ce type d'analyse, formulée par Dominique Lorrain au sujet de la France, peut être exporté pour rendre compte de réformes gouvernementales récentes ou en cours. Au Québec, la décentralisation, le raffermissement du secteur public local, la réforme des institutions municipales comme moyen de faire face aux nouveaux enjeux de société ont été au centre de l'actualité des dix ou quinze dernières années.

Ce nouvel engouement pour le local gomme toutefois le fait que le local n'a jamais été complètement absent, au contraire.

Une partie de l'appel de Hays¹⁸ en faveur d'une histoire de l'urbanisation en lieu et place d'une histoire des villes s'inscrit, précisément, dans son analyse de l'évolution des pratiques démocratiques et des politiques publiques aux États-Unis. Une analyse qui met en évidence le rôle stratégique des populations urbaines et de leurs institutions dans la fabrication de l'État moderne.

Pour rendre compte de ce fait historique, au point de départ de son analyse, Hays¹⁹ suggère de substituer à la notion d'État-pro-

vidence (*Welfare State*) – une notion qui, pour lui, est inappropriée en ce qu'elle sous-entend que la structuration et les politiques de l'État auraient évolué prioritairement en réponse aux besoins des plus démunis – celle d'État de service social (*Social Service State*).

Cet État de service social est le résultat d'une conception de l'action gouvernementale qui tout au long du XX^e siècle, d'abord doucement puis en accéléré pendant et après la Deuxième Guerre mondiale, s'est développée en réponse aux besoins et aux aspirations de la grande classe moyenne – c'est-à-dire l'ensemble de la population qui se situe aujourd'hui entre le 30^e et le 90^e percentile dans l'échelle des revenus.

Largement concentrée dans les villes – dans les milieux urbanisés devrait-on dire, cette grande classe moyenne a constamment fait preuve d'un degré élevé de participation politique et a commandé un élargissement et surtout une redéfinition de la politique publique. La nature et la portée de l'activité gouvernementale, la définition des services publics et, plus généralement, la configuration de l'État ont ainsi été l'objet d'ajustements réguliers et progressifs.

Or, cet État de service social adapté aux besoins et aux problématiques de la grande classe moyenne ne s'est pas construit uniquement à partir de la scène nationale. C'est souvent sur les scènes locales urbaines que les débats et les expérimentations ont, en premier lieu, pris place.

Il y a d'abord le rôle joué par les gouvernements des grandes villes. L'étude du cas spécifique de Montréal, par exemple, a donné l'occasion de mettre en évidence le rôle stratégique, névralgique joué par les administrations des grandes villes dans la « modernisation » de l'État²⁰. Qu'il suffise de mentionner l'introduction de la taxe de vente et de l'impôt sur le revenu au chapitre de la fiscalité, l'implication dans les services sociaux et la santé communautaire au chapitre de la définition des services publics ou les premières expériences de planification urbaine au chapitre d'un élargissement des cadres de l'intervention étatique.

Entre 1920 et le milieu des années 1960, la Ville de Montréal n'apparaît pas seulement comme un intermédiaire dans l'application des politiques nationales (provinciales), au contraire. Elle joue parallèlement un rôle actif dans la définition même des politiques publiques et des modes d'intervention à travers, d'une part, les changements survenus dans l'organisation administrative et fiscale de la municipalité et, d'autre part, la redéfinition progressive de ses champs d'intervention et de ses missions.

Ces conclusions rejoignent, par exemple, celles de Esther Fuchs²¹ sur Chicago et New York, des années 1930 à aujourd'hui. Elles convergent aussi avec celles de Eric Monkkenon qui dans son ouvrage de synthèse *America Becomes Urban* insiste sur le fait que «The city government that emerged from the late nineteenth and early twentieth century emphasized active service, not passive regulation»²². Pour le Canada, cette perspective a été reprise par Dagenais²³ dans son analyse de la gouverne urbaine à Montréal et à Toronto, à la même époque. Elle est aussi illustrée par les analyses qui ont été faites des stratégies de construction des infrastructures urbaines en banlieue.²⁴

Prenant Milwaukee pour principal terrain d'enquête tout en considérant aussi d'autres métropoles, Anthony Orum²⁵ a aussi montré le rôle central des gouvernements municipaux dans le processus de construction (le *city-building process*) des villes industrielles qui ont émergé à partir du début du XIX^e siècle. Cette analyse l'amène d'ailleurs à formuler l'hypothèse que les gouvernements des grandes villes centrales ont fait preuve d'une quête soutenue de «souveraineté», qui a pris diverses formes au fil du temps, mais ne s'est jamais démentie.

Les grandes villes ne sont toutefois pas seules en cause. Ainsi, ne pourrait-on inscrire aussi l'émergence d'institutions municipales plus fortes et plus stables en banlieue à compter de la fin du XIX^e siècle, de «cités sur mesure», parmi les manifestations durables d'édification d'un tel État de service social?²⁶

Au tournant du siècle, cela prend d'abord la forme d'une résistance à la recomposition

des agglomérations urbaines par l'annexion progressive à la ville centrale fondatrice. Mais cela prend surtout bientôt la forme d'une conception bien arrêtée du rôle des institutions municipales appelées à limiter leurs activités aux infrastructures urbaines et à l'environnement physique immédiat pour laisser idéalement aux gouvernements supérieurs l'entière des politiques et des missions ayant des effets de redistribution. Cette conception a d'ailleurs eu une forte influence au Québec où les municipalités (locales et régionales combinées) n'exercent plus aujourd'hui qu'une palette restreinte de responsabilités.

Au-delà des phénomènes associés de la fragmentation politique et des modes de gestion des agglomérations qui en ont résulté²⁷, cet enracinement des gouvernements municipaux de banlieue n'est-il pas à la base du style de politiques urbaines pratiqué par les gouvernements supérieurs ou des caractéristiques spécifiques prises par la décentralisation politique au Québec? L'hypothèse est vraisemblable au regard du fait que, comme l'illustre le débat en cours sur la restructuration municipale le monde municipal québécois se partage clairement en trois blocs: les municipalités rurales (villages et paroisses), les villes centres et les banlieues.

Cela dit, ce n'est pas seulement au chapitre de l'organisation territoriale que la banlieue s'est progressivement imposée au cours des derniers cent ou cent cinquante ans. C'est aujourd'hui l'ensemble de l'économie, de la culture ou de la sociabilité urbaines qui bat à son rythme.²⁸ Or, cette «banlieusardisation» de notre société –qui s'est en quelque sorte accélérée avec la mondialisation– n'a pas été suffisamment analysée. Ce qui nous amène à un second chantier de recherche encore trop peu exploré.

Faire l'histoire de la banlieue, des banlieues et des banlieusards

*America, it is said, was born in the country and moved to the city. Now it has moved again, this time to the suburbs, with consequences to our personal values and public life that are in fact well worth exploring.*²⁹

Au Québec comme dans l'ensemble de l'Amérique du Nord, les agglomérations urbaines ont vécu des transformations profondes et durables. Sans doute l'étalement urbain des ménages, des commerces et des emplois demeure-t-il une des dimensions les plus caractéristiques de cette évolution. Mais d'autres facteurs ont également acquis une influence considérable sur l'organisation métropolitaine.

On observe ainsi que la structure des agglomérations s'éloigne définitivement du modèle monocentrique, qui a dominé le paysage urbain depuis le milieu du siècle dernier, au profit d'un type polycentrique ou pluricentrique, dans lequel la banlieue acquiert un plus grand degré d'autonomie par rapport à la ville centrale et une plus grande diversité de fonctions.³⁰

D'abord, la supériorité démographique de la banlieue sur les villes centrales est désormais un fait bien établi. C'est ainsi, par exemple, qu'au recensement de 1996, 48,7 % de la population québécoise vivait dans la partie «banlieue» des agglomérations urbaines (régions métropolitaines et agglomérations de recensement) alors que seulement 28,9 % résidait dans les villes centres –les noyaux historiques de ces agglomérations– et seulement 22,4 % dans le reste du territoire.

Les banlieusards seront donc bientôt majoritaires et le mode de vie banlieusard est devenu la forme dominante de l'urbanisation.

D'autant que la croissance plus rapide de la banlieue va de pair avec la diffusion vers certaines banlieues de fonctions traditionnellement réservées au centre. On assiste ainsi à une phase de transition entre la ville compacte de la révolution industrielle et l'agglomération métropolitaine de la révolution du tertiaire où le dynamisme de certaines banlieues défie le rôle polarisateur du centre historique.

Au fur et à mesure que se précise cette transformation des agglomérations, on constate que l'intensité des relations des banlieusards avec le vieux noyau urbain s'amenuise. Le résidant moyen de la banlieue a moins de raisons et moins d'occasions de fréquenter le centre, et conséquemment de faire appel à ses services ou d'utiliser directement ses équipements. Il en résulte, d'une part, une plus

grande hétérogénéité des banlieues, d'autre part, une autonomisation relative des composantes de l'agglomération.

Au continuum rural-urbain a succédé une organisation territoriale plus complexe. La banlieue, ses élites, ses institutions, sa sociabilité sont désormais au cœur de l'urbanisation. Pour certains, la suburbanisation s'est imposée comme la caractéristique fondamentale de la nation.

[...] *globalization forces intensify and accelerate the suburban transformation of the American city. A new urban future is being shaped as fully developed suburbs become the engine driving metropolitan and world city growth.*³¹

Il faut reconnaître que la ligne de fracture dans le développement social du Québec se fait entre, d'une part, les banlieues et les nouveaux territoires urbains, d'autre part, les vieux quartiers des agglomérations urbaines, les banlieues anciennes et le territoire rural.³²

Il y a là l'aboutissement d'une longue (et lente) évolution qui n'a pas été suffisamment documentée.

On a volontiers mis en évidence la division profonde dans laquelle s'est installé le milieu urbain, surtout celui des grandes agglomérations. C'est alors le thème de la métropole duale qui retient le plus l'attention; qui sert de piste d'interprétation, y compris chez les historiens.³³

Mais cette insistance sur la fragmentation du territoire fait trop facilement de la banlieue un monde indifférencié. Le paysage social et le paysage culturel de la banlieue n'ont pas (n'ont plus) l'homogénéité et l'anomie que laisse entendre le recours au concept de banlieue-dortoir.

Ainsi, une analyse plus qualitative, une analyse de l'intérieur permet de faire ressortir les diversités, l'exceptionnel et le particulier; de mettre les banlieues et les banlieusards plutôt que la banlieue au centre de l'analyse. Une telle lecture localiste du processus de suburbanisation permet de comprendre que les théories démo-économiques doivent être nuancées par une approche communautaire qui tient compte de la variabilité des milieux de vie immédiats, d'une part, des configurations particulières et

spécifiques de groupes d'acteurs, d'autre part. Il est possible alors de mettre au jour certains aspects souvent oubliés de la banlieue, notamment, sa relative diversité.

Par exemple, l'analyse de l'expérience résidentielle et communautaire des familles regroupées dans la Coopérative d'habitation de Montréal, dans les années 1955-1967, a permis de mettre au jour un projet alternatif de société urbaine pour les classes salariées.³⁴

Pendant longtemps, on a pu assimiler une agglomération (une région) urbaine à une seule ville. Cette pratique inscrite autant dans les travaux de recherche –qui ont surtout examiné les banlieues dans leur(s) rapport(s) avec la ville-centre– que dans le langage courant, demande à être sérieusement révisée.

Une approche du milieu urbanisé à l'échelle de l'agglomération plutôt que de la ville pourrait contribuer à renouveler l'analyse en misant plus sur les processus. Une telle notion est notamment utile pour déboulonner cette vision (associée en particulier aux théories de la modernisation) d'une urbanisation linéaire où le nombre et la densité ont plus de place que la diversité des phénomènes et la complexité des trajectoires.

Il y aurait lieu, me semble-t-il, de produire des histoires des agglomérations urbaines qui ne soient ni des histoires de villes ni des histoires régionales... Ces histoires devront bien entendu faire appel aux statistiques de la démographie et de l'économie. Mais elles devront surtout tenter de mettre au jour les processus à l'œuvre (notamment, les logiques économiques, démographiques, culturelles, institutionnelles, communautaires ou urbanistiques) qui, de proche en proche, fondent l'ensemble urbain et lui confèrent un caractère singulier, qui traduit les caractéristiques en cours de l'urbanisation, mais qui puise tout autant dans l'histoire (comme nous l'avons illustré dans notre étude du cas de la Rive-Sud de Montréal).³⁵

Une telle histoire des agglomérations urbaines ne pourrait-elle s'avérer un complément essentiel de histoire nationale et des histoires régionales en même temps qu'un renouvellement significatif de l'une et des autres?

Jean-Pierre Collin

INRS-Urbanisation, Culture et Société

Notes

1. Jane Jacobs, *Les villes et la richesse des nations (Réflexions sur la vie économique)*, Montréal, Boréal, 1992, 298 p.
2. Joël Garreau, *Edge City: Life on the New Frontier*, New York, Doubleday and Co., 1991.
3. Robert Fishman, *Bourgeois Utopias. The Rise and Fall of Suburbia*, New York, NY, Basic Books, 1987.
4. Manuel Castells et Peter Hall, *Technopoles of the World*, London, Routledge, 1994.
5. William R. Barnes et Larry C. Ledebur, *The New Regional Economies. The U.S. Common Market and the Global Economy*, Thousand Oaks, CA, Sage Publications, xvi, 1998, 191 p.
6. Kenichi Omhae, *The End of the Nation State. The Rise of Regional Economies*, New York, The Free Press, 1995.
7. Neal R. Peirce (avec Curtis W. Johnson et John Stuart Hall), *Citistates. How Urban America Can Prosper in a Competitive World*, Washington, D.C., Seven Locks Press, xiv, 1993, 359 p.
8. François Ascher, *Métapolis ou l'avenir des villes*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1995, 346 p.
9. Robert E. Dickenson, *City and Region. A Geographical Interpretation*, Londres, Routledge and Kegan Paul Ltd. (4th edition), 1967.
10. Jean-Pierre Collin, «La ville-région: une réalité en émergence et les mots pour le dire», dans Jacques Léveillé (dir.), *À la croisée des chemins: le développement régional et l'aménagement urbain*, Montréal, ACFAS, «Les cahiers scientifiques», n° 85, 1995, p.189-199.
11. Sur ces concepts, voir parmi d'autres Carl Abbott, «The International City Hypothesis: An Approach to the Recent History of U.S. Cities», *Journal of Urban History*, vol. 24, n° 1, novembre 1997, p. 28-52.
12. Samuel P. Hays, «From the History of the City to the History of the Urbanized Society», *Journal of Urban History*, vol. 19, n° 4, août 1993, p. 3-25.
13. Robert Fishman, *Bourgeois Utopias. The Rise and Fall of Suburbia*, New York, NY, Basic Books, 1987.

14. Jon C. Teaford, *Post Suburbia: Government and Politics in the Edge Cities*, Baltimore, MD, Johns Hopkins University Press, 1997, 210 p.
15. Michael Frisch, Theodore Hershberg et Michael B. Katz, «30th anniversary of the Yale Urban History Conference», *The Urban History Newsletter*, n° 20, octobre 1990, p. 2.
16. Carl Abbott, «The International City Hypothesis: An Approach to the Recent History of U.S. Cities», *Journal of Urban History*, vol. 24, n° 1, novembre 1997, p. 28-52.
17. Dominique Lorrain, «La montée en puissance des villes», *Économie et humanisme*, n° 305, janvier 1989, p. 6-21.
18. Samuel P. Hays, «From the History of the City to the History of the Urbanized Society», *Journal of Urban History*, vol. 19, n° 4, août 1993, p. 3-25.
19. Samuel P. Hays, «The Welfare State and Democratic Practice in the United States Since World War II», dans George Reid Andrews et Herrick Chapman (dir.), *The Social Construction of Democracy, 1890-1990*, New York, New York University Press, 1995, p. 267-290.
20. Jean-Pierre Collin, «City Management and the Emerging Welfare State: Evolution of City Budgets and Civic Responsibilities in Montreal, 1931-1951», *Journal of Policy History*, vol. 9, n° 3, 1997, p. 339-357. Jean-Pierre Collin et Michèle Dagenais, «Évolution des enjeux politiques locaux et des pratiques municipales dans l'île de Montréal, 1840-1950», dans Denis Menjot et Jean-Luc Pinol (dir.), *Enjeux et expressions de la politique municipales (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, L'Harmattan, 1997, p.191-221.
21. Esther Fuchs, *Mayors and Money: Fiscal Policy in New York and Chicago*, Chicago, The University of Chicago Press, xiv, 1992, 361 p.
22. Eric H. Monkkenon, *America Becomes Urban: The Development of U.S. Cities and Towns, 1780-1980*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1988, 236 p.
23. Michèle Dagenais, «Urban governance in Montreal and Toronto in a period of transition», dans Robert J. Morris et Richard H. Trainor (dir.), *Urban Governance: Britain and Beyond Since 1750*, Aldershot, UK, Ashgate, 2000, p. 86-100.
24. Claire Poitras, «Construire les infrastructures d'approvisionnement en eau en banlieue montréalaise au tournant du XX^e siècle: le cas de Saint-Louis», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 52, n° 4, printemps 1999, p. 507-531.
25. Anthony M. Orum, *City-Building in America*, Boulder, Co, Westview Press, 1995.
26. Jean-Pierre Collin, «La cité sur mesure. Spécialisation sociale de l'espace et autonomie municipale dans la banlieue montréalaise, 1875-1920», *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. XIII, n° 1, juin 1984, p. 19-34.
27. Ann Durkin Keating, *Building Chicago: Suburban Developers and the Creation of a Divided Metropolis*, Columbus, OH, Ohio State University Press, 1988. Jon C. Teaford, *City and Suburb: The Political Fragmentation of Metropolitan America, 1850-1970*, Baltimore, MD, Johns Hopkins University Press, 1979.
28. Kenneth T. Jackson, *Crabgrass Frontier: The Suburbanization of the United States*, Oxford University Press, 1985.
29. Stuart M. Blumin, «The Center Cannot Hold: Historians and the Suburbs», *Journal of Policy History*, vol. 2, n° 1, 1990, p. 118-129.
30. Jean-Pierre Collin et Marcel Gaudreau (avec la collaboration de Stéphane Pineault), *La forme urbaine et les relations intramétropolitaines dans l'agglomération montréalaise: synthèse des analyses et des recherches récentes*, Montréal, INRS-Urbanisation, octobre, 1996, 70 p. Jean-Pierre Collin, «La dynamique intramétropolitaine dans l'agglomération montréalaise», dans Horacio Capel et Paul-André Linteau (dir.), *Barcelona-Montréal. Desarrollo urbana comparado/ Développement urbain comparé*, Barcelone, Publicacions Universitat de Barcelona, p. 63-81, 1998.
31. Peter O. Muller «The Suburban Transformation of the Globalizing American City», dans David Wilson (dir.), *Globalization and the Changing U.S. City*, Thousand Oaks, CA, Sage Publications, The Annals of The American Academy of Political and Social Science, vol. 551, May 1997, p. 44-58.
32. Conseil des affaires sociales, *Deux Québec dans un. Rapport sur le développement social et démographique*, Boucherville, Gaëtan Morin Éditeur, xxiii, 1989, 124 p.
33. Michael Ebner, «American Cities, Suburbs, and the Dual Metropolis» (Bibliographical Essay), Site web H-Urban, 1997.
34. Jean-Pierre Collin, «A Housing Model for Lower- and Middle-class Wage-Earners in a Montreal suburb: Saint-Léonard, 1955-1967», *Journal of Urban History*, vol. 24, n° 3, mars, p. 468-490, 1998.
35. Jean-Pierre Collin, Éric Champagne, Pierre J. Hamel et Claire Poitras (avec la collaboration de Julie Archambault, Hermance Pelletier et Nathalie Vachon), *La Rive-Sud de Montréal: dynamique intermunicipale et intégration métropolitaine*, Montréal, INRS-Urbanisation, XX, 1998, 274 pages.

Construire la ville: réseaux et territoire

Au cours des dernières décennies, les villes ont connu des bouleversements qui ont incité les chercheurs en études urbaines à revoir leurs représentations du fait urbain. Leurs travaux ont mis l'accent notamment sur les forces à l'œuvre dans le processus de restructuration spatiale ainsi que sur leurs implications sociopolitiques. Parmi les principaux enjeux retenus, mentionnons la gouverne urbaine et métropolitaine, l'émergence d'une culture et d'une économie mondialisées, les pressions du développement urbain sur l'environnement naturel, les changements technologiques, l'insertion des immigrants, l'étalement urbain, de même que l'effacement des frontières entre la ville et la banlieue.

Mon objectif est d'évaluer l'apport des réseaux techniques et des infrastructures urbaines dans l'organisation du fait urbain. Dans quelle mesure l'analyse de services distribués en réseau peut nous aider à mieux comprendre le fait urbain au Québec? Quelle approche et quels matériaux devraient être privilégiés? Pour illustrer mon propos, je ferai appel à l'exemple de la téléphonie.

Réseaux et territoire

Les réseaux sont au cœur de l'aménagement et de l'organisation de l'espace. On parle de réseaux de villes et de réseaux urbains, de réseaux d'entreprises, de réseaux sociaux, de réseaux d'acteurs, de réseaux de transport et de communication, de réseaux d'équipements collectifs, etc. Pour l'historien de l'urbain, l'emprise croissante des réseaux constitue un véritable défi: c'est qu'ils reposent sur des principes d'organisation qui bouleversent notre conception de l'espace-temps. Cela, on peut l'observer à partir de l'exemple des réseaux techniques urbains.

D'une manière générale, les réseaux auxquels je fais référence sont les réseaux de transport, de communication, d'énergie, d'assainissement et de distribution de l'eau. Dans leur forme matérielle, ces derniers sont

souvent qualifiés d'infrastructures urbaines. Ils fournissent aux ménages et aux entreprises une foule de services qui sont dorénavant considérés indispensables. Dans la plupart des pays occidentaux, ces réseaux se sont généralisés aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Selon certains chercheurs, à partir de cette période, ils auraient contribué à la « cohésion de la collectivité »¹. C'est comme si les services publics distribués en réseau, en effaçant les distances et les disparités régionales, avaient joué un rôle d'agent de construction des solidarités socioéconomiques. Or, il faut se rendre à l'évidence, après plus de cent ans de développement des réseaux, l'idéal d'une répartition équitable des services et de la richesse sur l'ensemble du territoire n'a pas été atteint.

À cet égard, l'histoire des réseaux nous apprend que la logique qui préside à leur déploiement dans l'espace est d'abord celle de la rentabilité économique: dans les faits, les réseaux tendent à maintenir les iniquités en place, voire à les renforcer. De plus, en faisant disparaître les frontières – notamment les frontières nationales –, en favorisant la construction de nouveaux espaces transfrontaliers et en faisant éclater la centralité, les réseaux ont contribué à l'émergence de nouvelles formes de démarcation et de différenciation. Autrement dit, leurs effets sur l'organisation de l'espace prennent une forme complexe et multidimensionnelle qui se conjugue souvent aux inégalités sociales et spatiales. Pour autant, en dépit de leur faculté à délocaliser, les réseaux n'ont pas complètement bouleversé l'organisation de l'espace. C'est que l'espace et sa matérialité propre offrent des résistances aux logiques fonctionnelles des réseaux.

Le rôle des réseaux techniques et des infrastructures urbaines: la construction sociale versus le déterminisme technologique

Au cours des dernières décennies, plusieurs chercheurs ont étudié les changements technologiques et leurs effets sur la société urbaine nord-américaine. On peut penser ici en particulier aux travaux de Joel Tarr et Martin Melosi sur l'assainissement urbain²,

de Clay McShane sur l'automobile³ et de Harold Platt, David Nye et Mark Rose sur les réseaux d'énergie⁴. Pour les villes canadiennes, l'ouvrage d'Armstrong et Nelles sur l'histoire de l'architecture institutionnelle des services publics distribués en réseau⁵ demeure incontournable. L'ouvrage collectif dirigé par Norman Ball en 1988⁶ fournit aussi un bon panorama de l'histoire des travaux publics dans les villes canadiennes. Toutefois, ces deux derniers ouvrages ne portent pas spécifiquement sur les relations entre les réseaux techniques urbains et le développement des villes modernes. Ils traitent en priorité du rôle des institutions publiques et des entreprises privées dans l'établissement des services distribués en réseau et des innovations technologiques qui y sont rattachées.

D'une manière générale, les chercheurs qui se sont intéressés au processus de construction de la ville ont opté pour une approche multidisciplinaire mettant en lumière ses dimensions économiques, politiques, sociales et culturelles. Plusieurs recherches récentes ont ainsi analysé les changements technologiques non pas pour leur effet structurant sur l'espace, mais plutôt comme un lieu de médiation, d'un côté, entre le pouvoir politique et le pouvoir économique et, de l'autre, les demandes sociales et les transformations des représentations de l'espace urbain. Se démarquant des approches déterministes, ces études exposent les expérimentations et les médiations sociales qui prennent place au sein des systèmes socio-techniques. À ce sujet, plusieurs travaux se sont largement inspirés de l'approche de la construction sociale des technologies⁷. Selon cette perspective, le développement technologique est vu comme un processus social par lequel les consommateurs, les opérateurs de réseaux et les instances politiques responsables de la réglementation interviennent dans la mise en forme d'une technologie.

L'étude des attitudes des consommateurs à l'endroit des nouveautés a aussi incité les chercheurs à tenir compte de la diffusion sociale des nouvelles technologies et des changements culturels qui y sont reliés. Compte tenu de la concentration de capitaux et de la multiplicité d'intérêts qu'on y retrouve, les villes constituent des lieux privilégiés d'expérimentation

et de fabrication pour une foule de nouveaux produits et services : on peut penser ici aux nouveaux matériaux de construction ou aux nouvelles technologies de transport et de communication.

Ces études révèlent comment les changements technologiques ont remodelé l'espace social, politique et physique de la ville, tout en étant eux-mêmes marqués par leur contexte sociopolitique d'insertion⁸. Cela dit, certaines technologies sont demeurées presque absentes des travaux des historiens québécois. C'est le cas par exemple de l'automobile⁹, des réseaux d'assainissement ou encore des réseaux de distribution d'énergie¹⁰. De plus, la plupart des travaux sont des études de cas à partir desquelles il est souvent difficile de dégager des éléments de comparaison ou encore d'envisager certaines généralisations.

La perspective de la construction sociale permet de combiner la vision interne du développement technologique à une vision externe qui tient compte du contexte socio-économique d'insertion à partir du principe que la technologie n'explique pas à elle seule le développement. En ce sens, cette perspective s'oppose à une vision déterministe des changements technologiques selon laquelle les innovations et les systèmes techniques ont des effets directs et unidimensionnels sur l'organisation de l'espace. C'est que l'impact des changements technologiques demeure limité par la configuration des rapports sociaux et par les contraintes propres aux milieux aménagés.

Les réseaux et l'espace québécois

Dans le contexte urbain québécois, afin de bien saisir l'apport spécifique des réseaux au développement des villes, il faudrait mettre l'accent sur les réseaux de distribution d'énergie, les réseaux de communications urbaines et interurbaines, les infrastructures maritimes, ferroviaires, routières et autoroutières. Cela, en prenant en considération les diverses échelles d'intégration ou de fragmentation territoriale : locale, régionale, nationale, continentale.

Prenons l'exemple des réseaux téléphoniques québécois : ceux-ci ont fait l'objet de modalités de développement à géométrie

institutionnelle et territoriale variable. On retrouve une grande entreprise à charte fédérale dans les grandes villes (dont Montréal et Québec), des entreprises à charte provinciale dans les villes moyennes ou en région et des coopératives dans les milieux ruraux de faible densité. Ces cas de figure différenciés reflètent des environnements sociopolitiques variés.

Au cours des dernières années, mes propres travaux de recherche sur l'étude du développement des réseaux techniques urbains et des infrastructures urbaines¹¹ de même que ceux sur l'introduction des nouvelles technologies en milieu urbain et métropolitain¹² m'ont ouvert la voie à des questionnements sur les modalités d'aménagement et de développement des villes à partir de deux dimensions principales : d'un côté, l'expression matérielle incluant leur forme, de l'autre, les représentations sociales et culturelles sous-jacentes à l'implantation des réseaux.

Le développement des réseaux en milieu urbain correspond à une période de transition que certains chercheurs ont tenté de cerner en parlant du passage de la ville compacte (ou la ville traditionnelle ou préindustrielle) regroupant la plupart des activités industrielles et commerciales, à une ville « réticulée », en expansion continue, où l'industrie des services occupe désormais une place prépondérante. En Amérique du Nord, dans un laps de temps relativement court (entre 1850 et 1930), le déploiement généralisé des nouveaux réseaux dans le domaine des transports, des communications, de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement a servi de support matériel à une recomposition des territoires urbains et ruraux. La nouvelle forme d'organisation territoriale proposée par les promoteurs des réseaux s'appuie avant tout sur leurs caractéristiques. Celles-ci se retrouvent au cœur des nouveaux territoires imaginés : la connectivité, l'ubiquité, l'instantanéité. En même temps, ces éléments constituent des représentations qui ont servi à l'implantation des réseaux. Les principales caractéristiques de ces réseaux sont opposées, d'emblée, aux dimensions propres à l'espace géographique comme la proximité, la continuité, la centralité ou la périphérie. Autrement dit, le développement des nouvelles technologies a été alimenté par des images et

des visions idéalisées du milieu urbain, telles que représentées par la notion de réseau. Qui plus est, la période initiale d'implantation des réseaux voit naître une nouvelle approche visant à orienter le développement et l'aménagement urbains d'une manière rationnelle. C'est ce que révèle l'exemple de la téléphonie urbaine.

Réseau téléphonique et planification urbaine

L'histoire des infrastructures urbaines entretient des liens étroits avec l'histoire de la planification et, notamment, avec l'histoire de la planification urbaine. Cela est particulièrement manifeste lorsqu'on analyse les modalités de conception et de développement du réseau téléphonique. La comparaison entre la planification urbaine et la planification du réseau téléphonique peut être faite sous plusieurs angles. Dans les deux cas, on retrouve les étapes habituelles de tout processus de planification qui découle d'une démarche rationnelle et déductive. De plus, le plan directeur guidant le développement du réseau vise à prendre en compte toutes les dimensions du développement urbain : l'évolution démographique, les tendances d'urbanisation, les nouvelles stratégies résidentielles des ménages, la localisation et la nature des activités urbaines, les besoins en équipements collectifs. Une variable technique est aussi prise en considération, à savoir la capacité d'écoulement des appels téléphoniques (centraux et commutateurs). Mes travaux ont permis de dégager le rôle spécifique d'une catégorie d'acteurs, à savoir les experts de la planification rattachés à l'entreprise Bell, dans l'expansion du réseau, mais aussi à l'égard du développement urbain.

L'histoire des réseaux techniques urbains nous invite à nous interroger sur ce qui peut être utile pour effectuer la comparaison entre les diverses catégories d'infrastructures urbaines. Dans un premier temps, il importe de considérer la manière dont les experts interviennent dans la conception et le développement des infrastructures : est-ce que les planificateurs ont recours à des modèles de planification ou procèdent-ils davantage par essai et erreur? Quels sont les éléments déclencheurs,



Le tramway à Trois-Rivières (c.1920).
Archives du Séminaire de Trois-Rivières.

le cas échéant, qui suscitent la mise en forme d'un nouveau modèle? Ainsi, quel est le poids respectif des facteurs suivants: les innovations technologiques; l'évolution des connaissances scientifiques; les nouvelles perceptions de certains problèmes; l'élaboration d'un nouvel idéal à concrétiser; la transformation du rôle des pouvoirs publics dans la définition des systèmes de régulation. Dans un second temps, on doit aussi se préoccuper du système normatif sous-jacent au développement des infrastructures. Ainsi, serait-il utile de voir comment les concepteurs des autres infrastructures urbaines (pensons au réseau d'aqueduc, au réseau d'égouts ou au réseau autoroutier) ont fait appel à des systèmes normatifs pour planifier leurs réseaux. Par exemple, quelle valeur était sous-jacente à la conception des infrastructures d'assainissement: l'équité, l'accessibilité, le bien-être collectif, l'universalité, la qualité ou encore la performance? Dans le cas des infrastructures téléphoniques en milieu urbain et métropolitain, les possibilités d'expansion du réseau, sa performance technique ainsi que sa rentabilité à court et moyen termes se retrouvent au premier plan de l'échelle de valeurs

des planificateurs du réseau au début du XX^e siècle. Est-ce que cette tendance a prévalu dans le cas des autres réseaux techniques urbains? Qu'arrive-t-il aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale alors que le fait urbain québécois prend une ampleur inédite?

Matériaux de recherche

Afin de rendre compte du développement des réseaux, nous disposons d'une documentation riche et variée. À titre indicatif, ma propre expérience m'a conduite à puiser à même les matériaux suivants :

- Les archives des grandes entreprises: tout ce qui concerne les stratégies de développement (rapports annuels, matériel promotionnel et stratégique, plans de développement, etc.).
- Les archives municipales: l'insertion des réseaux dans les villes et les campagnes ne s'est pas faite sans heurts. Les oppositions venant des municipalités étaient fortes et les municipalités ont joué un rôle actif dans le déploiement des réseaux, entre autres, en participant à la construction de compromis nécessaires à

l'implantation des services en réseau. Les débats dans la presse écrite témoignent aussi de certaines controverses.

- Les rapports annuels des organismes publics 'régulateurs' (Commission des chemins de fer, CRTC, Commission des services d'utilité publique, Régie des services publics, etc.). De plus, plusieurs commissions spéciales se sont penchées sur des enjeux spécifiques (tarification, distribution, monopolisation, etc.). Les rapports de ces commissions nous informent des préoccupations des acteurs sociopolitiques eu égard aux modalités d'implantation des services en réseau.

Ces matériaux permettent de rendre compte des discours, des rationalités et des valeurs des divers acteurs interpellés par le développement des réseaux (élu, techniciens, scientifiques, ingénieurs, consommateurs). On peut aussi y lire leurs stratégies d'aménagement et de développement de l'espace urbain, et ce, en particulier à partir du XX^e siècle (nous pensons ici aux grandes entreprises).

Un autre outil important à privilégier: celui d'une cartographie de la structuration des réseaux. Elle pourrait être superposée à celle du système urbain québécois. Dans une perspective comparative, une cartographie des réseaux ferait office de «révélateur». On serait en mesure de voir les modes d'organisation du territoire et de déceler les processus spatiaux contradictoires propres aux réseaux: concentration et déconcentration spatiale, hiérarchie et décentralisation, distance et proximité, etc. Bref, un tel outil permettrait de mettre en lumière l'articulation des diverses logiques territoriales.

Pour conclure

L'idée de faire l'histoire du fait urbain à partir de l'histoire du développement des réseaux techniques urbains soulève plusieurs questions. De prime abord, les spécificités du contexte québécois mériteraient d'être dégagées. Quelles sont les stratégies de développement des marchés mises en œuvre par les opérateurs de réseaux compte tenu des caractéristiques du territoire sur lequel ils interviennent? Peut-on voir des stratégies différenciées en fonction du type d'acteurs

responsables des programmes de développement (l'État, les institutions municipales, les entreprises privées, les coopératives)? Il apparaît essentiel d'étudier le développement des réseaux à diverses échelles territoriales (intra-urbaine, régionale, nationale, continentale et internationale) et en considérant la dimension temporelle compte tenu du fait que les changements en cause prennent du temps à se produire. Pour comprendre la complexité des dynamiques à l'œuvre, il importe de penser les changements techniques comme des processus de médiation auxquels prennent part plusieurs acteurs.

Claire Poitras

INRS-Urbanisation, Culture et Société

Notes

1. C. Stoffaës, *Services publics, questions d'avenir*, Paris, Odile Jacob, 1995, p. 8.
2. J. Tarr, *The Search for the Ultimate Sink: Urban Pollution in Perspective*, Akron, University of Akron Press, 1996; M. Melosi, *Sanitary City: Urban Infrastructure in America from Colonial Times to the Present*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1999.
3. C. McShane, *Down the Asphalt Path. The Automobile and the American City*, New York, Columbia University Press, 1994.
4. H. Platt, *The Electric City. Energy and the Growth of the Chicago Area, 1880-1930*. Chicago, University of Chicago Press, 1991; D. Nye, *Electrifying America: Social Meanings of a New Technology, 1880-1940*, Cambridge, MIT Press, 1991 et *Consuming Power: A Social History of American Energies*, Cambridge, MIT Press, 1997; M. Rose, *Cities of Light and Heat: Domesticating Gas and Electricity in Urban America*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1995.
5. C. Armstrong et H.V. Nelles, *Monopoly's Moment (The Organization and Regulation of Canadian Utilities, 1830-1930)*, Toronto, University of Toronto Press, 1988.
6. N. Ball (dir.), *Bâtir un pays*, Montréal, Boréal, 1988.
7. W.E. Bijker, T.P. Hugues et T.F. Pinch dirs., *The Social Construction of Technological Systems: New Directions in the Sociology and History of Technology*, Cambridge, MIT Press, 1989.
8. Cette thématique a donné lieu à de nombreuses publications aux États-Unis. Voir, par exemple, le numéro spécial de *Journal of Urban History* intitulé « Technology and the City » dirigé par M. H. Rose et J. A. Tarr, vol. 25, n° 3, mars 1999 et le recueil dirigé par G. D. Roberts et P. Steadman, *The American Cities and Technology Reader: Wilderness to Wired City*, Londres et New York, Routledge et Open University Press, 1999.
9. En octobre 1989, un numéro de la *Revue d'histoire urbaine/Urban History Review* s'était toutefois penché sur l'introduction de l'automobile dans les villes canadiennes. Yves Bussière, entre autres, a étudié la diffusion de l'automobile et le développement suburbain dans la région de Montréal. « L'automobile et l'expansion des banlieues: le cas de Montréal, 1901-2001 », *Revue d'histoire urbaine/Urban History Review*, vol. 18, n° 2, octobre 1989, p. 159-165. La thèse de D. Veilleux aborde aussi les tensions sociopolitiques suscitées par l'arrivée de l'automobile à Montréal au début du XX^e siècle. D. Veilleux, *La motorisation ou 'la rançon du progrès'. Tramways, véhicules-moteurs et circulation (Montréal, 1900-1930)*, Montréal, McGill University, Thèse soumise à la Faculté des études avancées et de la recherche comme exigence partielle du doctorat (histoire), 1998.
10. C. Bellavance et P.-A. Linteau ont toutefois dressé un portrait de la distribution et de la consommation de l'électricité à Montréal au début du XX^e siècle dans « La diffusion de l'électricité à Montréal au début du XX^e siècle », dans Horacio Capel et P.-A. Linteau dir., *Barcelona-Montréal. Desarrollo urbano comparado/Développement urbain comparé*, Barcelone, Universitat de Barcelona, 1998, p. 239-258.
11. C. Poitras, *La cité au bout du fil: le téléphone à Montréal de 1879 à 1930*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2000, 323 p. et « Construire les infrastructures d'approvisionnement en eau en banlieue montréalaise au tournant du XX^e siècle: le cas de Saint-Louis », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 52, n° 4, 1999, p. 507-531.
12. C. Poitras, « Sûreté, salubrité et monolithisme: l'introduction du béton armé à Montréal, de 1905 à 1922 », *Revue d'histoire urbaine/Urban History Review*, vol. 25, n° 1, octobre 1996, p. 19-35.

||

La ville comme milieu culturel: creuset ou mosaïque?



La presse, phénomène urbain

On peut imaginer une auberge dans un endroit isolé, une manufacture à l'écart de la ville, une école à la campagne, mais on a rarement vu un éditeur de journal s'établir ailleurs que dans un centre urbain, si petit soit-il. Les médias, la presse en particulier, sont une fonction urbaine par excellence. Ce constat, qu'un Robert Park¹, de l'école de Chicago, avait formulé dans les années 1920, est devenu un cliché.

La presse est un indicateur très sensible de la hiérarchie urbaine, dans une double perspective synchronique et diachronique. D'un point de vue synchronique, d'abord, la presse prend des formes différentes, dans sa périodicité, son contenu, sa diffusion, etc., en fonction du rôle de chaque ville dans le système urbain. Dans une perspective diachronique, ensuite : à l'intérieur d'un espace donné, la presse se réorganise constamment en fonction des changements dans le rôle et la fonction des différentes villes qui l'abritent.

L'activité éditoriale

Les journaux et les périodiques sont des indicateurs de la centralité des villes². La répartition géographique et l'extension progressive de l'activité éditoriale sont donc des aspects essentiels du système urbain. Mais il ne suffit pas de localiser les publications, il faut aussi analyser la distribution de l'activité éditoriale et sa constante réorganisation sur le territoire, en fonction d'une typologie des périodiques.

Cette typologie doit être fondée sur plusieurs critères complémentaires comme la périodicité, le contenu, le public visé. Voici quelques exemples de distinctions possibles à partir de ces trois critères.

La périodicité : la périodicité hebdomadaire caractérise les principaux journaux au début du XIX^e siècle, mais elle est devenue typique des journaux des villes de moindre importance à la fin du siècle, tandis que, dans les grandes villes, la périodicité quotidienne l'a remplacée. En revanche, les imprimés de périodicité moindre qu'hebdomadaire, les mensuels ou les trimes-

triels, se concentrent dans les grands centres. Le seuil (démographique) d'apparition de la périodicité hebdomadaire s'abaisse tout au long du XIX^e siècle alors que le seuil d'apparition des périodicités plus lâches s'élève.

Le contenu : les journaux, qui visent à diffuser de l'information et à stimuler la discussion de sujets d'intérêt public, se répartissent sur l'ensemble du territoire, mais les périodiques au contenu spécialisé ont tendance à se concentrer dans les grands centres.

Le public : le lectorat des périodiques publiés à Montréal et à Québec déborde largement les régions de la capitale et de la métropole, tandis que les lecteurs des publications éditées dans des villes secondaires se concentrent autour du lieu d'édition.

On se rend compte que si, logiquement, *périodicité, contenu et public*, sont des critères distincts, ils se combinent, empiriquement, de manière souvent complexe dans les publications qu'ils caractérisent. Par exemple, au XX^e siècle, l'hebdomadaire consacré au divertissement et au loisir culturel du grand public est un attribut de la grande ville. De même, lorsque la ville atteint une certaine taille, au XX^e siècle, l'hebdomadaire local réapparaît, à côté du quotidien, sous la forme d'une presse de quartier.

Le rôle économique et socioculturel des villes se manifeste donc dans leur appareil éditorial respectif. La presse ajoute alors une dimension à l'analyse de la hiérarchie urbaine que permettent des indicateurs traditionnels comme le nombre d'habitants ou l'activité économique. Par exemple, l'édition de périodiques de langue anglaise destinés à l'ensemble du lectorat canadien témoigne de la prédominance de Montréal dans la presse canadienne au début du XX^e siècle; par la suite, toutefois, cette fonction y décline et est plutôt prise en charge par Toronto, devenue métropole économique du Canada.

La réception

La lecture de la presse est une activité culturelle dont la distribution et la signification sociales changent fortement avec le temps. D'abord réservée à une élite sociale et culturelle, qui y puise les moyens de reproduire

son pouvoir, la lecture des journaux, dès le XIX^e siècle, commence à se démocratiser. Avec l'apparition de la presse populaire, à la fin du siècle, et la multiplication des publications spécialisées, la distinction ne s'établit plus entre lecteurs et non lecteurs, mais porte plutôt sur le choix des supports. Par ailleurs, les quotidiens se hiérarchisent en fonction des caractéristiques socioéconomiques de leurs lecteurs, et de nouvelles publications remplissent des fonctions que la presse quotidienne leur abandonne : par exemple, à la fin du XIX^e siècle, l'élite commerciale de Montréal lit la *Gazette* et le *Journal of Commerce* ou le *Moniteur du Commerce*, tandis que les ouvriers lisent *La Presse* ou le *Star*.

L'étude du lectorat peut se faire de deux points de vue : celui du lieu d'édition et celui du lieu de réception. Dans le premier cas, il s'agit d'évaluer l'activité éditoriale au moyen du nombre d'exemplaires publiés. Dans le second cas, il s'agit d'étudier le rayonnement urbain en se servant de la distribution géographique du tirage. Le premier type d'analyse peut être mené pour la presque totalité des journaux et un grand nombre de périodiques, parce que le tirage de la plupart nous est connu, au moins de manière approximative, depuis le dernier tiers du XIX^e siècle. Pour le siècle précédent, d'une part le nombre de publications est beaucoup moindre et, d'autre part, les indices permettant de constituer des séries ne manquent pas. En ce qui concerne l'analyse de la distribution du tirage, elle doit être limitée aux principales publications. En effet, seuls les quotidiens et les principaux hebdomadaires ou magazines ont l'intérêt et les moyens de faire procéder par des organismes indépendants à l'évaluation détaillée de leur tirage. Mais comme il s'agit des tirages les plus élevés, l'analyse n'en demeure pas moins très significative du point de vue du rayonnement de la ville. Cette analyse est possible pour un nombre croissant de titres à partir de 1914, date de création de l'Audit Bureau of Circulations, principal organisme de justification des tirages actif au Québec. Les rapports ABC de chacune de ces publications présentent annuellement, depuis cette époque, la ventilation du tirage pour toutes les localités où un minimum de 25 exemplaires sont achevés (pour les autres localités, les données sont cumulées à l'échelle du comté).



La presse, fonction urbaine par excellence.
 Le Nouvelliste et le Bien Public de Trois-Rivières,
 Le Soleil de Québec et L'Éclaireur de Beauceville.

L'analyse de ces rapports inverse la perspective habituelle, qui privilégie les éditeurs, pour se concentrer sur les lecteurs: il devient dès lors possible d'étudier, à un niveau très fin, un indicateur important des flux culturels entre les différentes villes ou entre les villes et les régions qu'elles desservent.

Organisation spatiale dans et par le contenu de la presse

Le contenu des journaux est un indicateur intéressant et un agent efficace de l'intégration de la ville dans son environnement immédiat et dans le système urbain dans son ensemble. La distinction traditionnelle, dans les études sur la presse, entre publicité et contenu rédactionnel est tout à fait pertinente ici.

La publicité

L'origine et la nature des biens et services annoncés renseignent sur l'aire d'influence économique de la ville et sur son degré d'intégration dans un espace économique plus large. Mais l'analyse ne doit pas se limiter à

considérer la presse comme un indicateur de phénomènes qui lui seraient extérieurs, elle doit aussi aider à comprendre le rôle économique de la presse. En effet, celle-ci devient progressivement, au XIX^e siècle, un rouage essentiel de l'activité commerciale. Sa fonction, à cet égard, a précisément trait à l'espace: elle consiste à faire connaître des biens et services à des clients éloignés des lieux de production ou de distribution.

Au XVIII^e siècle et durant la majeure partie du XIX^e siècle, si l'on exclut les annonces de médicaments brevetés ou de livres, l'espace circonscrit par la publicité des journaux québécois ne s'étend guère au-delà du territoire québécois, voire, pour une proportion importante des annonces, au-delà du lieu d'édition. Toutefois, au fur et à mesure que les conditions de transport et de communication s'améliorent, les annonces ouvrent des fenêtres sur un territoire de plus en plus vaste. Ainsi, dès le début du XX^e siècle, la presse contribue fortement à l'intégration des villes et campagnes québécoises dans un marché économique devenu continental. Par exemple, en 1914, la publicité

des annonceurs nationaux occupe plus de 50 % de la surface publicitaire du quotidien *La Presse* contre seulement 20 % en 1885³. En outre, à l'échelle de la ville elle-même, la publicité contribue, comme le transport en commun, à l'intégration de l'espace urbain proprement dit. Ainsi, à la fin du XIX^e siècle, l'établissement de grands magasins au centre-ville serait impensable sans tramways et journaux quotidiens, ces «tramways du désir» selon Daniel Boorstin⁴. Tout comme le développement des centres commerciaux dans les nouvelles banlieues, à partir des années 1950, dépend de l'automobile et, une fois encore, de la publicité.

Le contenu rédactionnel

Le contenu rédactionnel répond lui aussi à des considérations spatiales. L'information transmise par les journaux permet aux lecteurs d'adapter leur conduite à celle d'autres personnes situées dans des environnements plus ou moins éloignés. Ce contenu sert aussi à élaborer des projets communs, visant une meilleure organisation de l'espace urbain. Les journaux régionaux du XIX^e siècle, par exem-

ple, publient régulièrement des textes dont les auteurs identifient les obstacles à l'essor de la ville et proposent des solutions. Les nombreux *Progrès* qui voient le jour un peu partout sur le territoire témoignent de cette volonté d'un grand nombre d'organes de participer au développement local ou régional.

Au fur et à mesure que progresse l'intégration économique du territoire et que le système urbain se hiérarchise, la provenance géographique des annonceurs s'élargit et l'aire de couverture de l'information rapetisse. Ce phénomène, en apparence paradoxal, est particulièrement sensible chez les journaux de province au début du siècle. Au XIX^e siècle, alors que l'attraction de Montréal ou de Québec demeure relativement faible, la plupart des journaux régionaux composent un contenu de nouvelles internationales et nationales comparable à celui des journaux de ces deux villes. Les feuilles d'opinion du XIX^e siècle, peu importe leur lieu de publication, forment un système homogène, qui témoigne de l'existence d'un même espace public, fortement intégré : l'éditeur d'un journal libéral de Sherbrooke peut très bien polémiquer avec un organe conservateur de Québec ou de Chicoutimi. Au XX^e siècle, au fur et à mesure qu'ils cherchent à attirer une clientèle d'annonceurs nationaux, les journaux régionaux ont tendance à se concentrer sur un contenu local, qu'ils sont les seuls à pouvoir fournir à leurs lecteurs. De cette manière, contre la concurrence des grands quotidiens de Montréal et de Québec, ils s'assurent d'une clientèle exclusive, dont ils pourront faire valoir le pouvoir d'achat auprès des annonceurs.

La presse et les autres moyens de communication

Pour assurer l'acheminement des matières premières (presses, papier, etc.), la collecte et la transmission des nouvelles et la distribution des exemplaires, la presse dépend d'un ensemble de moyens de transport et de communication qui contribuent eux aussi à la structuration de l'espace. Or, une bonne connaissance de la presse suppose l'étude des rapports réciproques qu'elle entretient avec ces autres institutions, par ailleurs assez bien connues des historiens et des géographes.

Les moyens de transport maritime, routier ou ferroviaire ont tour à tour une influence sur le fonctionnement de la presse. Cette influence apparaît, augmente, décline, disparaît puis peut réapparaître dans un contexte technique différent. Par exemple, dans la distribution des journaux, le transport routier, peu efficace au XIX^e siècle, a pratiquement supplanté tous les autres moyens au XX^e siècle. Le chemin de fer, moyen de distribution par excellence à la fin du XIX^e siècle, a favorisé la création de journaux dans les villes de petite taille jusque dans les années 1880 avant de se mettre à exercer une influence contraire à la fin du siècle lorsque la productivité des nouvelles rotatives et de nouvelles conditions de financement ont incité les éditeurs de quotidiens à envahir le marché des éditeurs de campagne.

Au début du siècle, un débat fait rage parmi les éditeurs canadiens autour des tarifs postaux, dans lesquels les éditeurs de journaux ruraux voient un encouragement au « dumping » des grands quotidiens montréalais ou torontois⁵. Cette agitation trahit l'importance du service postal pour la presse. Mais la poste profite, en retour, de l'essor de la presse, puisque celle-ci stimule la vente par catalogue et contribue ainsi à l'augmentation de l'achalandage postal dans le dernier tiers du XIX^e siècle. Toutefois, au début du XX^e siècle, la dépendance de la presse à l'endroit de la poste s'affaiblit : d'autres moyens de distribution (camelots, machines distributrices) permettent d'écouler une proportion croissante du tirage, tandis qu'apparaissent et se développent les sociétés privées de messagerie.

Plusieurs moyens de télécommunication contribuent au fonctionnement de la presse. Avant le télégraphe, la transmission des nouvelles implique le transport de leurs supports, lettres ou journaux : d'où lenteur et faible diffusion. Même après la mise en place du système télégraphique, au milieu du XIX^e siècle, la transmission des messages est limitée par l'extension physique du réseau, barrière que la radiotélégraphie vient lever au début du siècle, mais pour un nombre encore très limité d'informations.

En somme, l'aire de l'influence socioculturelle qu'exerce la ville au moyen de ses publications dépend largement de l'infrastructure

de transport et de communication dont elle dispose. De même en est-il de la hiérarchie qui s'établit à l'intérieur du système urbain et dont l'organisation de la presse est un indicateur : les réseaux de transport et de télécommunication qui relient les différentes composantes du système influent sur l'organisation de la presse⁶.

Un programme de recherche et des instruments de travail

L'étude de la presse dans les différentes dimensions évoquées ici implique des approches méthodologiques et des instruments de travail variés.

L'analyse de la répartition géographique de la presse et de ses fonctions en regard du système urbain suppose une approche sociographique fine et exhaustive. Pour mener à bien cette sociographie, les chercheurs québécois disposent d'un instrument précieux dans *La presse québécoise des origines à nos jours*, ouvrage en 11 volumes publié sous la direction de Jean Hamelin et André Beaulieu. Avec l'aide de plusieurs collaborateurs, ces derniers ont recensé près de 7 000 titres entre 1764 et 1975. Pour la période postérieure à 1975, différents répertoires canadiens ou américains et la bibliographie nationale du Québec permettent de tenir l'inventaire à jour.

À partir des données de *La presse québécoise...*, nous avons mis au point une banque de données grâce à laquelle, lorsque toutes les vérifications nécessaires auront été faites, il sera possible, pour les chercheurs qui le souhaitent, de procéder à des analyses comme celles qui viennent d'être évoquées, de manière pratiquement interactive⁷.

Cette banque, qui contient aussi toutes les données de tirage disponibles de 1869 à 1999, permet d'amorcer l'étude du lectorat. Quant aux données de l'ABC, qui contiennent la répartition géographique du tirage, leur mise en banque demeure pour le moment à l'état de projet.

Les études sur le contenu publicitaire ou rédactionnel requièrent des analyses de contenu systématiques d'un type encore peu pratiqué, où les variables spatio-temporelles prendraient le pas sur les traditionnelles variables thématiques.

Un immense chantier, encore pratiquement vierge, attend les chercheurs imaginatifs.

Jean de Bonville
Université Laval

Notes

1. R.E. Park, E.W. Burgess, R.D. McKenzie, *The city*, Chicago, University of Chicago Press, 1925; R.E. Park, « Urbanization as measured by newspaper circulation », *American journal of sociology*, vol. 35, n° 1, 1929, p. 60-79.
2. Dans sa thèse de doctorat, Jean-Paul Martin considère les journaux comme un indice important de la centralité d'une ville (J.-P. Martin, *Villes et régions du Québec au XIX^e siècle: approche géographique*, Université Louis Pasteur, Strasbourg, Thèse de doctorat, 1975, 327 f.). Empruntant notamment aux travaux d'Alexander (J.W. Alexander, « The basic-non basic concept of urban economic functions », *Economic geography*, vol. 30, 1954, p. 246-261), de Harris et Ullman (C.D. Harris, E.L. Ullman, « The nature of cities », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 242, 1945, p. 7-17) et Davies (W.K. Davies, « Centrality and the central places hierarchy », *Urban studies*, vol. 4, 1967, p. 61-69), Martin range l'édition des journaux parmi les activités de place centrale (c'est-à-dire des activités socioéconomiques qui ont pour but de desservir la clientèle (rurale) vivant à proximité de la ville en biens et services divers par opposition aux activités d'échanges et aux activités industrielles, elles aussi typiques du fonctionnement urbain). Martin observe lui aussi une corrélation entre la présence de journaux dans une ville et le volume d'activités de place centrale qui y prennent place.
3. Voir J. de Bonville, *La presse québécoise de 1884 à 1914: genèse d'un média de masse*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1988, p. 324.
4. Traduction de « Streetcars of the mind » dans D. Boorstin, *Histoire des Américains*, Paris, Robert Laffont, 1991, (Coll. Bouquins), p. 974.
5. Voir J. de Bonville, *La presse québécoise...*, p. 291-295; M. Sotiron, *From politics to profit: the commercialization of Canadian daily newspapers, 1890-1920*, Montréal, Kingston, McGill-Queen's University Press, 1997, p. 73-77.
6. Peter G. Goheen a étudié l'effet du télégraphe sur l'intégration urbaine au Canada telle qu'elle s'est manifestée dans la provenance des nouvelles et des annonces (P.G. Goheen, « The changing bias of inter-urban communications in nineteenth-century Canada », *Journal of historical geography*, vol. 16, n° 2, 1990, p. 177-196.
7. On trouvera une description de cette base de données (*Hiperbec*) dans J. de Bonville, U. Dechênes, « Individu ou collectivité, diachronie ou synchronie: un modèle de traitement de l'information », *Histoire & mesure*, vol. 11, n° 1/2, 1996, p. 93-117.

Urban Elites And Local Power: The Montreal Magistracy, 1764-1830¹

In Quebec and Canadian history, municipal politics and municipal government are certainly no longer the poor children of studies of politics and government, but this is true mainly of the era of representative municipal government, from about the mid-nineteenth century on. Far less attention is generally paid to municipal affairs before the institution of elected local government. A case in point is Quebec and Lower Canada from the Conquest to the 1830s, before the implantation of the municipal regime. Here, studies of politics and of the state still almost always focus on the colonial level ("high" politics and the central administration) and almost all studies of political or state power, whether focussed on the colony as a whole or on a more local setting, tend to examine politics and modes of governance as reflections of broader colonial trends.² There are some exceptions, such as Allan Greer's exploration of local factors and tensions in rural communities that played out during the Rebellions, or Christian Dessureault and Christine Hudon's focus on the political conflicts around the vestry, but for the towns in particular, little work has been done.³

And yet, a turn to a municipal or local focus can yield surprising results when seeking to understand colonial power structures. Take for example that most persistent and pregnant subject in the historiography of Quebec and Lower Canada, the effects of the Conquest on the composition and power of the elites. In the classic view, summed up in the still-dominant "decapitation thesis", the Conquest resulted in the wholesale replacement of a francophone elite by a new, anglophone one. In the cities of Montreal and Quebec, the relative decline of the francophone elites was particularly striking, the towns being essentially dominated by British government officials and merchants. The state played a very important part in this decline: state officials made up a significant part of the pre-Conquest francophone urban

elites, while after the Conquest, the colonial administration, controlled by British interests, attributed the lion's share of important state positions to anglophones. Francophone elites were thus forced to turn to other sources of political power, notably the Assembly, leaving the state to the British.

This picture of francophone marginalization is only substantially correct if we focus on the upper levels: the central administration, central state institutions, high politics, and so on. When we shift our focus to a local level, especially in the cities, to focus on local institutions and local power structures, we find something quite different. On the economic front, a local turn allowed Jean-Claude Robert and Paul-André Linteau to demonstrate that even in the 1820s, francophones retained a substantial economic base in Montreal, through local urban landholding.⁴ In the same vein, it is much harder to argue that anglophone dominance of the structures of power, and the anglophone/francophone split so evident at the level of high politics, extended down to municipal politics. To illustrate, this paper turns briefly to one concrete example: the magistracy of Montreal.⁵

As a result of its privileged position between the state and the law, the judicial system in ancien-regime societies based on the English model was fundamental to the positioning and power of elites within civil society. This was especially true for urban centres, since in addition to criminal justice as such, the local magistracy played a varying but always substantial role in local administration. In Quebec and Lower Canada, for example, from the Conquest to the 1830s, not only were the justices of the peace fundamental agents in the local enforcement of criminal justice, municipal administration was also largely in their hands.

Insofar as most of the literature on Quebec and Lower Canada is concerned, the judiciary also reflected the generalized

exclusion of francophones from positions of power, and the magistracy was no different from the judiciary as a whole. The justices of the peace were imposed on Quebec and Lower Canadian society by a colonial administration which named them from among its cronies. The very composition of the magistracy thus reflected the fundamental conflict between anglophones and francophones: the former dominated to the exclusion of the latter, and the magistracy was largely made up of men who had little understanding of or sympathy for French-Canadian society.⁶

But the situation was in fact much more complex. As Table 1 shows, it is very difficult to talk of domination of the Commission of the peace by anglophones and exclusion of francophones. The table shows the proportion of francophones among Montreal justices by various measures relating both to criminal law and local administration; a francophone majority is indicated by grey fill. Evidently, there was a very strong francophone presence throughout much of the period, though generally not to the extent of their place in the population in the city.

The francophone presence in the magistracy was not, however, uniform, and its variations underscore the complexity of the imposition of British rule and a British colonial state on this largely francophone colony when we focus on local institutions. For example, with the removal of the disability of Catholics in 1775 and the administration's policy of co-opting part of the *Canadien* elites, up until 1793 francophone justices made up half or more of active justices; in contrast, in the mid-1790s, the tensions between *Canadiens* and English⁷ led to a dramatic though brief decrease in the number of active francophone justices. Likewise, in the first decades of the nineteenth century, a small group of francophone justices took control of the magistracy in Montreal, and thus of the city's municipal administration, a francophone predominance which only disappeared from the mid-1820s, with the active interference of the Dalhousie administration against what the Governor considered *Patriote* sympathizers.

TABLE 1
Percentage of francophones among Montreal justices

Period	on commission (named by governor)*	active (exercising powers)*	days on bench of Quarter Sessions (criminal law and municipal administration)	Quarter Sessions depositions signed (criminal law)	days on bench of Special Sessions (municipal adminis- tration 1796-)
1764-1769	15	23	15	-	-
1770-1774	26	67	66	-	-
1777-1793	65	62	55	63	-
1794-1799	42	30	25	51	27
1800-1809	53	55	74	79	51
1810-1819	60	65	66	62	67
1820-1824	48	51	58	74	62
1825-1830	36	31	23	26	32

* Average of years in period

Overall, this close examination of the urban magistracy certainly calls for a re-evaluation of the general thesis of the exclusion of francophones from positions of authority between the Conquest and the Rebellions. At the level of local law and the local state, and especially in the cities, the British colonial administration seems rather to have alternated between a firm desire to exclude *Canadiens* and an equally firm desire to co-opt francophone elites into local administration and everyday justice. Further, we must also recognize that the relative activity of francophones in the magistracy did not entirely depend on the wishes of the colonial administration, but also on the agency of the justices themselves. Up until 1810, with a few exceptions, the magistracy was entirely voluntary, and remained partly so thereafter, so that magistrates willing to devote the time necessary could create for themselves a far greater presence than their colleagues who did nothing. Francophone justices seem generally to have been more willing to give their time to local criminal justice and municipal affairs, so that francophone elites were thus able to make their presence strongly felt in the urban magistracy. A local turn thus undermines the classic decapitation thesis, giving us a city in which local structures of governance, rather than being dominated by anglophone elites, were in part venues for the exercise of power by francophone elites.

This same complexity is evident when we turn to the actual exercise of power on a local level by Montreal's magistracy. When historians of Quebec and Lower Canada have examined the judiciary, and more generally the state, they have almost inevitably focussed on how it reflected Quebec and Lower Canadian high politics. This is not surprising, since at its upper levels, the judiciary was the scene of some of the most evident examples of political interference. Very clearly, the Montreal magistracy also reflected these divisions derived from high politics: just as in England, the composition of the magistracy became part of broader political struggles of the day. For example, during the 1820s, Governor Dalhousie attempted to weed potential *Patriote* sympathizers from the commission, and more generally, anybody who opposed his autocratic administration.

But beyond these divisions, what the workings of the Montreal magistracy reveal just as clearly is solidarity between Montreal elites, whatever their language or politics, a solidarity that many studies of high politics have downplayed. For if the Montreal magistracy was characterized by heterogeneity at the level of ethnicity, this was far less so in terms of class. The men who acted as magistrates in Montreal were, virtually without exception, drawn from the colony's prominent elites,

both anglophone and francophone: almost all were merchants, landowners, or professionals, both private and government, and as one very rough indicator of prominence, two-thirds merited full biographies in the Dictionary of Canadian Biography.

The most evident example of this elite collaboration is the relationship between Thomas McCord and Jean-Marie Mondelet. Jointly appointed as Montreal's salaried Police Magistrates in 1810, they dominated the magistracy in Montreal for the next fifteen years. McCord and Mondelet were in many ways opposites. McCord was a committed Tory with links to such authoritarian figures as John Richardson; Mondelet was a moderate nationalist who had links to both the *Parti canadien* and later the *Parti patriote*, though he moved away from them at their more radical moments. McCord, from an Irish Protestant merchant family that had moved to Quebec immediately following the Conquest, represented the anglophone merchant class, though he himself was not involved in the trade; Mondelet, a rural notary who had moved to Montreal in the early 1800s, represented the new francophone professional bourgeoisie. And yet, instead of crystallizing into the sorts of oppositions that one would have expected, their collaboration was remarkably close. They seem almost always

to have agreed on judicial and administrative questions, and this agreement extended even to a shared desire for local autonomy with regards to the central administration. This autonomous bent was such that in 1824, their resistance to external interference in the affairs of the Montreal magistracy led to their joint dismissal in part for refusing (along with most of the other Montreal magistrates, francophone and anglophone) to appoint one of Dalhousie's place-men as their chief constable.⁸ Indeed, up until the mid-1820s, the Montreal magistrates, whatever their language or political stripe, consistently asserted their independence vis-à-vis the central administration at Quebec when purely local matters were at stake. In their administration of the city of Montreal, the justices acted with as much or more autonomy as any city council: within the bounds of the laws that enabled them, they set their own local rates, managed their own property assessment and tax collection, hired most of their own employees, even created their own professional police force (in apparent contradiction of the relevant ordinance); and unlike most other public officers, they rendered no accounts whatsoever of their expenditures to the central administration in Quebec. Municipal administration thus represented one of the few loci of political power that did not always fall directly under the dominance either of the Assembly or the colonial administration.⁹

Beyond the preservation of local autonomy, control of the local magistracy also served to solidify the power of the Montreal elites in other ways. For one thing, the magistracy also contributed to the extension of the domination of the urban elites over rural areas. For example, the most important criminal court run by the justices, the Quarter Sessions, had jurisdiction over the entire judicial district of Montreal, essentially covering the western half of the colony, and was open to justices from the entire district. Nevertheless, not only were the court and its officials centralized in Montreal, its bench was dominated almost entirely by urban justices; indeed, by the early 1820s, the court was generally held by only three or four urban justices. This meant that urban elites controlled the decision of most formal criminal cases, but it also had an impact on

local administration in the countryside, since the Quarter Sessions regulated such important local matters as roads, ferries, and even, for a period, the municipal bylaws of small rural towns.

Finally, the actions of the Montreal magistrates often demonstrated an ardent defense of their class and gender interests, and increasingly so into the nineteenth century. For example, from the beginning of the nineteenth century, the moral tone of the municipal regulations made by the justices began to change, with more and more attention paid to regulating spontaneous actions on the part of the populace as a whole which did not fit with the elites' conception of a well-ordered society: playing on Sundays, bathing nude in the Saint Lawrence, skating or sliding with a sledge in the city, playing at marbles or cards in the marketplace, throwing snowballs, playing with hoops... There was little to distinguish the attitudes of different justices with regards to this: anglophones or francophones, merchants or professionals, Tories or reformers, they seem equally to have supported these measures and to have aided in their enforcement. There was similarly little debate over other essentially class- and gender- based matters, such as increasingly toughened regulations against beggars, deserting mariners, or prostitutes. Magistrates of all political persuasions participated in the setting up and maintenance of the city's House of Correction, which was in large part destined for the punishment of vagrant women and prostitutes; ironically, this example of elite solidarity was instituted at about the same period as the often-cited "quarrel over prisons" that is used to show the split between anglophone Tory merchants and francophone *Canadien* landowners.¹⁰ All of these suggest the extent to which the standard anglophone/francophone or Tory/reformer splits are insufficient in analyzing how local elites in Montreal used the judiciary and, more broadly, the state to further their own interests. At the very least, to these divisions we must add elite solidarities around local autonomism, town/country relations, and defence of class and gender interests.

This brief overview of the Montreal magistracy suggests the interest of a re-examination of the links between the judiciary, the state and urban elite power by taking into account the crucial importance of the local in the shaping of this relationship. In Quebec and Lower Canada, a local focus reveals urban elites whose francophone element was less excluded from positions of authority than is usually assumed, and an exercise of power by urban elites which showed as much class solidarity as ethno-linguistic division. Focussing our attention on the local judicial system and municipal affairs can thus lead us to re-evaluate many received notions, not only about the nature and presence of the state and the law, but also about the relative power and cohesion of urban elites, and a more local focus can reveal complexities in power relations in the colony that are lost with an overly central preoccupation.

Donald Fyson
Université Laval

Footnotes

1. This text is an abbreviated version of « Local Judiciary, Local Power, and the Local State: The Justices of the Peace in Montreal, 1764-1830 », which is to be published in DeLloyd J. Guth (ed), *Canada's Legal History: Past, Present, Future* (Winnipeg, University of Manitoba, 2002 or 2003) (proceedings of a conference held in 1997). The latter text is currently (November 2002) available at: <<http://www.hst.ulaval.ca/profs/dfyson/LocalJudiciary.htm>>.
2. Apart from the classic works by such as Fernand Ouellet and Jean-Pierre Wallot, examples would include authors with such diverse perspectives as Jean-Marie Fecteau, *Un nouvel ordre des choses: la pauvreté, le crime, l'Etat au Québec, de la fin du XVIII^e siècle à 1840* (Montréal: VLB, 1989) and Gerald Bernier and Daniel Salée, *The Shaping of Quebec Politics and Society: Colonialism, Power, and the Transition to Capitalism in the 19th Century* (Washington, DC: C. Russak, 1992).
3. Allan Greer, *The Patriots and the People: The Rebellion of 1837 in Rural Lower Canada* (Toronto: University of Toronto Press, 1993); Christian Dessureault and Christine Hudon, « Conflits sociaux et élites locales au Bas-Canada: le clergé, les notables, la paysannerie et le contrôle de la fabrique », *Canadian Historical Review* 80(3)(1999): 413-439. For further discussion of the local state in general in Quebec and Lower Canada, see my « Les structures étatiques locales à Montréal au début du XIX^e siècle », *Les Cahiers d'histoire* 17(1-2)(1997): 55-75; « Juries, participation civique et représentation au

- Québec et au Bas-Canada : les grands jurys du district de Montréal (1764-1832)», *Revue d'histoire de l'Amérique française* 55(1) (2001): 85-120; and «La paroisse et l'administration étatique sous le Régime britannique (1764-1840)», in Serge Courville and Normand Séguin (eds), *Atlas historique du Québec: La paroisse* (Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2001): 25-37.
4. Paul-André Linteau and Jean-Claude Robert, "Propriété foncière et société à Montréal: une hypothèse", *Revue d'histoire de l'Amérique française* 28(1) (1974): 45-65.
 5. This paper is based on my doctoral thesis, "Criminal Justice, Civil Society, and the Local State: The Justices of the Peace in the District of Montreal, 1764-1830", Université de Montréal, 1995; any unreferenced information is drawn from this source.
 6. The strongest assertion of this view is in Louis A. Knafla and Terry L. Chapman, «Criminal Justice in Canada: A Comparative Study of the Maritimes and Lower Canada, 1760-1812», *Osgoode Hall Law Journal* 21(2) (1983): 245-274.
 7. Murray Greenwood, *Legacies of Fear: Law and Politics in Quebec in the Era of the French Revolution* (Toronto: University of Toronto Press, 1993).
 8. On McCord, see Elinor Kyte Senior, «Thomas McCord», in *Dictionary of Canadian Biography* VI: 432-434, and Pamela Miller *et al.*, *The McCord Family: A Passionate Vision* (Montreal: McCord Museum of Canadian History, 1992); on Mondelet, Elizabeth Abbott-Namphy and Margaret MacKinnon, "Jean-Marie Mondelet", in *Dictionary of Canadian Biography* VII: 621-624.
 9. Fyson, «Les structures étatiques locales.»
 10. Jean-Pierre Wallot, «La querelle des prisons dans le Bas-Canada (1805-1807)», in *Un Québec qui bougeait. Trame socio-politique au tournant du XIX^e siècle* (Montréal: Boréal, 1973): 47-105.



La vie de relation: des systèmes de production en réseau à l'organisation des échanges



Du local au global: appréhender la ville dans ses espaces relationnels

Les études urbaines établissent une distinction entre ce qu'il est convenu d'appeler la ville «comme espace» et la ville «dans l'espace»¹. C'est dans cette dernière perspective que nous avons choisi de situer notre contribution à l'atelier. À partir de quelques exemples tirés de nos observations personnelles du fait urbain, soit les manifestations de la vie de relation qui se matérialisent — à diverses échelles — à travers l'organisation des échanges et la prestation de services hospitaliers, nous nous proposons d'amorcer une réflexion commune autour de la dynamique spatiale des villes.

Les matériaux de la recherche: un référentiel de base à constituer

D'entrée de jeu, quelques constats s'imposent. Au cours des dernières décennies, l'histoire urbaine au Québec a abordé une large variété de problèmes de recherche. Deux textes historiographiques récents attirent néanmoins l'attention sur quelques lacunes². Ainsi constate-t-on la rareté des démarches comparatives où l'auteur se penche sur son objet de recherche dans les contextes de plus d'une ville. Pourtant, dès les années 1980, plusieurs spécialistes ont appelé à de telles études. Sur le plan thématique aussi bien que méthodologique, un autre constat ressort, celui du manque de travaux consacrés au réseau urbain québécois ou à ses sous-ensembles régionaux. La recherche, à notre avis, devrait s'enrichir d'un volet plus ample d'études qui dépassent le cadre d'une seule ville pour englober des territoires assez vastes. En effet, nous sommes convaincus de l'importance d'examiner les phénomènes urbains à diverses échelles, allant du local à l'international. Or, le niveau d'observation où le chercheur voit surgir le réseau urbain du Québec nous paraît porteur d'informations essentielles à la compréhension de nombre de ces phénomènes. Encore faut-il qu'il dispose des outils adéquats, ce qui n'est pas le cas actuellement.



Le marché Montcalm à Québec.
Archives Nationales du Québec, P547, DL431Q14.



Le port de Trois-Rivières vers 1890.
Archives du Séminaire de Trois-Rivières.

nement que dans la réduction de l'éventail de marchandises déplacées. À notre connaissance, les mouvements du cabotage n'ont pas été consignés sur une base aussi complète et détaillée dans les autres ports. S'il fallait renoncer aux reconstitutions intégrales, il serait néanmoins possible de glaner à travers la section consacrée aux « nouvelles du port » de divers journaux des informations précieuses, mais éparses, sur les chargements à l'entrée et à la sortie. Dans plusieurs cas, on pourrait même envisager de remonter la chaîne des intervenants (identité de l'armateur/consignataire, capitaine du navire, destinataire de la cargaison).

Certes, la fonction première du transport est d'établir des relations entre les lieux. À côté de la question de la circulation, on ne doit toutefois pas perdre de vue les possibilités concrètes de déplacements. Dans cette optique, l'examen des flottes marchandes représente un autre moyen d'apprécier le potentiel global de transport de la province. Les grandes séries officielles telles les « Listes des navires enregistrés dans les ports canadiens » dressent un inventaire exhaustif des dotations de chaque port d'attache en bâtiments de transport commercial. Publiées en longue période (XIX^e et XX^e siècles) et régulièrement mises à jour, celles-ci font état des principales caractéristiques physiques (dimensions et grément) qui

distinguent, grosso modo, les équipements de navigation domestique de ceux employés au long cours. Le cas des villes portuaires s'avère particulièrement indiqué pour éclairer le processus d'intégration du territoire: sortes de pivots ou d'interface entre ces échanges internes et externes, elles sont aussi des lieux privilégiés de passage d'une échelle à une autre.

Pour observer les fluctuations de l'offre de transport à un autre niveau et prendre en considération, cette fois, la répartition locale des investissements dans les infrastructures de transport mobile (les véhicules), on doit se tourner vers les registres de l'immatriculation des navires et des transactions afférentes. Nous nous sommes ainsi attachée à retracer l'origine du capital pour la batellerie de Québec à la fin du XIX^e siècle. Notre étude du crédit maritime a révélé des dimensions jusque-là méconnues de la vie de relation dans le pays ambiant de l'axe fluvial: dépendance accrue de l'arrière-pays envers le pôle québécois, appropriation et contrôle du secteur de la vapeur par les armateurs montréalais, etc.⁷ Il faudrait maintenant étendre l'analyse aux autres centres d'impulsion de la navigation intérieure.

Plus largement, c'est l'évolution du système de transport dans son ensemble qui devrait être appréhendée. L'Atlas historique consacré au territoire donnait bien un aperçu sommaire

des infrastructures de transport routier, fluvial et ferroviaire, et même aéroportuaire (pour le XX^e siècle), mais la cartographie, très partielle, y était davantage conçue comme outil de représentation que comme outil d'analyse⁸. Si la configuration des réseaux reste à préciser, il en va de même de leur fonctionnalité. L'intégration spatiale des modes de transport s'opère en certains points, dans les grandes villes, bien sûr, mais également dans divers centres intermédiaires. L'accélération de la demande de transport accentue, d'ailleurs, l'interdépendance des voies. Aussi nous apparaît-il impérieux de s'interroger non plus seulement sur la concurrence entre les transports, mais plutôt sur leur nécessaire complémentarité. Pour la seconde moitié du XIX^e siècle, ces points nodaux seraient repérables grâce au jumelage des annuaires *Lovell's Gazetteer of British North America* et les *Tables of Railroad and Steamboats Routes in the Dominion of Canada*. Les conditions d'accès de chaque localité aux circuits des échanges (raccordement des routes, interconnexion des lignes, proximités) pourraient ainsi être établies.

* * *

Inégalement réparties dans l'espace, les activités économiques de base — production, distribution et consommation — sont reliées entre elles au moyen des transports. Certains font appel au concept de « division spatiale du travail » pour comprendre les fondements des échanges à travers le territoire. Ces contacts obligés sont des expressions tangibles de la vie de relation des individus et des sociétés. En construisant notre propos autour de la ville dans l'espace, nous avons négligé le phénomène de la mobilité à courte distance. À l'échelle infralocale, les réseaux de transport prennent d'autres formes (tramways, métro, autobus et autres services de transports publics, etc.); ils participent néanmoins d'une même rationalité: maintenir des cohésions dans l'espace.

Les services hospitaliers, une question d'échelles

Appliquées aux transports et aux communications, les notions d'aires relationnelles et de faits d'échange observés à différentes échelles apparaissent d'emblée fécondes. Nous avons



Bon nombre de monographies d'hôpital ont limité leurs perspectives à l'enceinte de l'établissement et ignoré son environnement social et économique, telle cette photographie de l'Hôpital Saint-Joseph de Rimouski dont le cadrage gomme tout contexte.

Bibliothèque nationale du Québec, CP1340, Photogelatine engraving Co. Ltd.; Ottawa.



Inséré dans le tissu urbain montréalais, l'Hôpital Saint-Luc est au centre d'une intense vie de relations entre les membres de son personnel, ses patients, ses fournisseurs et nombre d'autres acteurs. Bibliothèque nationale du Québec, CP 6359, Collection Michel-Bazin. Éditeur: Novelty Manufacturing & Art Co. Ltd., Montréal

voulu vérifier leur utilité dans l'analyse de thèmes de recherche pour lesquels la dimension spatiale s'avère moins centrale, du moins au premier abord. C'est le cas des hôpitaux du Québec, exemple choisi pour la période 1800-1960. Il s'agit ici de faire ressortir l'intérêt de s'interroger sur l'aire relationnelle de l'hôpital en passant d'une échelle à l'autre.

On peut reprendre pour l'histoire des hôpitaux le même constat que celui établi pour l'histoire urbaine⁹: la quasi-totalité des ouvrages se limite à un seul cas, en l'occurrence celui d'un hôpital particulier. De surcroît, jusqu'aux années 1980, ces monographies d'hôpital confinaient leurs observations à l'espace intra-hospitalier, ce qui permet de livrer une bonne description des transformations physiques et organisationnelles de l'hôpital ainsi que de l'évolution des rapports entre ceux qui y séjournent ou y travaillent, mais guère de les expliquer. En effet, ces changements participent pour la plupart de mouvements qui dépassent largement les murs de l'établissement et prennent tout leur sens à l'échelle qui leur est propre. De tels mouvements gagnent certes à être observés dans le microcosme hospitalier où leurs effets sont aisément perceptibles, mais également aux autres échelles où ils s'expriment.

Hors du périmètre de l'hôpital, la ville où il est situé¹⁰ (ou peut-être les quartiers proches dans une grande ville comme Montréal) constitue son aire de relations immédiate, celle des échanges au quotidien avec le milieu. Toute une circulation de personnes (personnel médical, infirmier et autre, clientèle locale hospitalisée ou reçue dans les dispensaires, religieuses pour les hôpitaux catholiques) et de biens (approvisionnements divers, cueillette et redistribution de dons charitables dans bien des cas) rayonne autour de l'établissement. L'ambulance, à partir du début du XX^e siècle, sillonne les rues pour quérir les blessés et accroît ainsi la visibilité d'institutions dont les immeubles s'imposent souvent parmi les plus massifs du tissu urbain. Les élites locales, par le conseil de ville surtout, mais aussi par les associations de bienfaisance, les groupes philanthropiques (chez les anglophones, généralement propriétaires des hôpitaux publics), les associations de médecins, certaines grandes



À l'instar de ce centre hospitalier situé entre Rouyn et Noranda dans la région de l'Abitibi, bon nombre d'hôpitaux desservent de vastes territoires.
Bibliothèque nationale du Québec, CP 4233. Éditeur : la Société Kent Inc.

entreprises à partir de 1910 surtout, sont régulièrement en rapport avec la direction des hôpitaux. Les interactions entre ces acteurs, chacun défenseur d'une vision particulière du rôle de l'hôpital, définissent pour une bonne part les modalités de son insertion dans le milieu urbain. Les chercheurs québécois qui, depuis une vingtaine d'années, ont pris en compte l'aire relationnelle immédiate de l'hôpital, ont livré de ce dernier l'image renouvelée d'une institution en constante évolution puisqu'en processus permanent d'ajustement aux besoins changeants de la société locale, suivant les pressions effectuées par divers acteurs¹¹. Ceci tranche avec la perception antérieurement dominante d'un système hospitalier demeuré à bien des égards relativement stationnaire jusqu'à la Révolution tranquille.

Dès lors qu'on s'élève au niveau régional, apparaît une nouvelle dimension, celle de l'organisation spatiale de la distribution des services¹². En 1801, par exemple, le gouvernement bas-canadien divise le Québec en trois « districts » aux fins de l'attribution de l'aide financière aux institutions de bienfaisance (ce qui inclut les hôpitaux). Cette division disparaît en 1867, mais ce sont désormais les

évêques qui, chez les francophones, contrôlent le développement sur une base diocésaine. Il leur revient de superviser la mise en place de ce que l'on peut désigner comme des réseaux régionaux de services sociaux et hospitaliers. Il semble d'ailleurs que, bien souvent, le financement des hôpitaux catholiques soit en partie assuré par des quêtes effectuées dans toutes les paroisses du diocèse. On peut supposer que, règle générale, les hôpitaux desservent la population diocésaine ou régionale. Ils contribuent de la sorte à dessiner l'aire relationnelle de la ville dans sa fonction de services. Ce point mériterait toutefois d'être validé et précisé par des études qui exploiteraient les registres d'entrées et de sorties d'hôpitaux de divers types situés dans différentes villes.

L'aire relationnelle de l'hôpital peut s'étendre bien au-delà de la région, parfois à l'ensemble du Québec habité que bien peu d'études ont cherché à embrasser¹³. On sait ainsi que l'attraction exercée par certains hôpitaux des pôles urbains de Montréal et de Québec se traduit par un partage du Québec en deux grandes entités ouest et est. Pareil partage vaut notamment pour le recrutement des clientèles et pour la formation des infirmières dans les écoles des

hôpitaux par les stages donnés dans les établissements spécialisés de la métropole et de la capitale. À cette échelle, toutefois, s'opère une inversion de la perspective : c'est bien moins l'hôpital saisi dans son aire de desserte que son inscription dans des trames relationnelles plus vastes qui est en cause. Ainsi, est-il en partie redevable à des organisations dont l'influence ou l'autorité s'exerce sur des territoires qui excèdent nettement celui d'une région. Par exemple, les programmes et examens des écoles d'infirmières des hôpitaux sont définis par les universités de Québec et de Montréal à partir des années 1920. Certaines communautés religieuses sont propriétaires d'hôpitaux sur des territoires qui dépassent l'un ou l'autre diocèse et parfois même le Québec. À cela s'ajoutent les associations et regroupements susceptibles d'intervenir dans le domaine hospitalier (associations de médecins et d'hôpitaux, par exemple) ou les compagnies et organismes qui offrent de l'assurance-hospitalisation. Il y a aussi, bien sûr, l'État québécois. À compter de 1921, il se dote ainsi d'une politique de financement des institutions d'assistance qui lui permet de soutenir le développement et la modernisation du dispositif hospitalier sur l'ensemble du territoire habité. Une exploitation des archives des ministères, notamment de leur correspondance avec une série d'établissements sélectionnés dans divers centres urbains, aiderait à mieux saisir le rôle qu'a pu jouer l'État dans l'évolution de ce dispositif.

C'est finalement en situant l'hôpital dans des entités plus vastes encore —canadienne, nord-américaine et internationale— que la spécificité du Québec dans le domaine hospitalier ainsi que les grands courants auxquels il participe peuvent être mis en lumière. Les politiques du gouvernement canadien en matière de santé s'appliquent comme ailleurs au Canada : ententes avec les hôpitaux pour les marins et les soldats malades, exercice de pouvoirs spéciaux durant les guerres, financement de dispensaires, aide à la construction... À partir des années 1920, l'appartenance à l'ensemble nord-américain prend la forme d'un ajustement aux normes d'organisation hospitalière édictées par l'American College of Surgeons. Quant aux transformations les plus marquantes de l'hôpital québécois de 1800 à

1960, elles relèvent de processus occidentaux : médicalisation, redéfinition de l'espace hospitalier, passage de l'hôpital / refuge pour délaissés à l'hôpital / centre thérapeutique pour tous, introduction d'un appareillage toujours plus élaboré et coûteux, instauration de régimes collectifs d'assurances, intervention croissante de l'État...

* * *

On le voit, à chaque échelle se révèlent des trames relationnelles aux configurations spécifiques. Une meilleure compréhension de l'évolution de l'hôpital nécessite à notre avis que soient considérés ces diverses trames et les espaces qu'elles dessinent. D'où l'intérêt d'une étude qui, traversant plusieurs niveaux d'observation, ouvrirait sur deux niveaux quasiment délaissés des chercheurs en histoire de la santé comme en histoire urbaine : le territoire du Québec et ceux de ses régions. Dans l'ensemble, pour autant que l'on puisse en juger en l'absence d'outils de référence, il semble que l'évolution du dispositif hospitalier épouse la marche de l'urbanisation dans ses rythmes comme dans son déploiement spatial. De fait, on peut se demander si la carte des hôpitaux du Québec reproduit celle du réseau urbain québécois avec ses hiérarchies et ses points nodaux de même que ses aires de desserte. Mais l'une et l'autre restent à faire.

En guise de conclusion...

Un point émerge de cette réflexion sur les aires relationnelles appréhendées à diverses échelles : à chaque ajustement de la lorgnette révélant des espaces plus ou moins vastes, la perception des phénomènes est transformée et renvoie à des représentations distinctes, voire à de nouvelles façons de poser les problèmes¹⁴. Ignorer l'un ou l'autre ajustement comporte donc le risque d'occulter une dimension essentielle de l'objet, d'où l'importance de multiplier les perspectives. Aussi, la construction d'un référentiel de base riche et varié sur le réseau urbain s'impose-t-elle. Outre le cas des transports examiné ici, ou celui d'institutions urbaines comme les hôpitaux, il serait souhaitable que des chercheurs se penchent sur d'autres éléments constitutifs

du maillage dudit réseau, tels les moyens de communication et de diffusion de l'information : la poste, le télégraphe et le téléphone, ou les médias écrits, radiophoniques, télévisuels, jusqu'à l'Internet.

François Guérard et France Normand
UQTR

Notes

1. Pour une réflexion sur la ville et ses espaces relationnels, voir en particulier Marcel Roncayolo, *La ville et ses territoires*, Paris, Gallimard, 1990, 278 p.
2. Ces constats reposent sur deux articles historiographiques récents : François Guérard, « L'histoire urbaine au Québec : la recherche récente à la maîtrise et au doctorat », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 54, 2, automne 2000, p. 247-268 ; Claire Poitras, « L'histoire urbaine au Québec durant les années 1990 : de nouvelles tendances ? », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 54, 2, automne 2000, p. 219-245.
3. Sur les préoccupations récentes de l'histoire économique, voir, entre autres, Paul-André Linteau, « L'histoire économique du Québec de la période 1867-1929 », Yves Roby et Nive Voisine, (dir.), *Érudition, humanisme et savoir. Actes du colloque en l'honneur de Jean Hamelin*, Sainte-Foy, PUL, 1996, p. 131-152 ; José E. Igartua, « L'histoire économique contemporaine : où sont passés les historiens ? », *Ibid.* p. 153-168. On consultera aussi avec profit les travaux de l'équipe de recherche de Serge Courville, Normand Séguin et Jean-Claude Robert sur l'axe laurentien. Pour des points de vue particuliers, voir aussi Jocelyn Morneau, *Petits pays et grands ensembles. Les articulations du monde rural au XIX^e siècle. L'exemple du lac Saint-Pierre*, Sainte-Foy, PUL, 1999, et Sylvie Taschereau, « Les petits commerçants de l'alimentation et les milieux populaires montréalais, 1920-1940 », thèse de doctorat (histoire), UQAM, 1992, 408 p.
4. Pour l'étude du crédit, voir notamment Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, « Crédit et endettement en milieu rural bas-canadien », Gérard Bouchard et Joseph Goy, (dir.), *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation (XVII^e-XX^e siècle)*, Chicoutimi/Paris, SOREP/École des hautes études en sciences sociales, 1990, p. 251-270 ; Claude Pronovost, « Marchands et crédit marchand au début du XIX^e siècle », *Ibid.* p. 237-249, et Roch Samson, « La Gaspésie au XIX^e siècle : espace maritime, espace marchand », *Cahiers de géographie du Québec*, 28, p. 73-74, avril-septembre 1984, p. 205-221. Sur

la question des marchés, se référer à Sylvie Brouillette, « Les marchés publics à Montréal, 1840-1860 », mémoire de maîtrise (études québécoises), UQTR, 1991, 134 p.

5. Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, *Le pays laurentien au XIX^e siècle. Les morphologies de base*, Sainte-Foy, PUL, 1995, 171 p. (coll. « Atlas historique du Québec »).
6. France Normand, « Navigation intérieure et faits d'échange à Québec au dernier quart du XIX^e siècle », mémoire de maîtrise (études québécoises), UQTR, 1988, 134 p.
7. F. Normand, *Naviguer le Saint-Laurent à la fin du XIX^e siècle. Une étude de la batellerie du port de Québec*, Sainte-Foy, PUL, 1997, 283 p. (coll. « Géographie historique »), et « Batellerie fluviale et espace relationnel : le cas du port de Québec à la fin du XIX^e siècle », S. Courville et N. Séguin, (dir.), *Espace et culture/Space and Culture*, Sainte-Foy, PUL, 1995, p. 331-342 (coll. « Géographie historique »).
8. Claude Boudreau, Serge Courville et Normand Séguin, *Le territoire*, Sainte-Foy, PUL/ Les Archives nationales du Québec, 1997, 114 p. (coll. « Atlas historique du Québec »).
9. Divers textes traitent de l'historiographie de la médecine et de la santé au Québec, et touchent par conséquent à l'histoire des hôpitaux. Voir : Jacques Bernier, « La place de l'histoire de la médecine », *Santé et société canadienne*, 1, 1, 1993, p. 19-49 ; Denis Goulet et André Paradis, *Trois siècles d'histoire médicale au Québec. Chronologie des institutions et des pratiques (1639-1939)*, Montréal, VLB éditeur, 1992 ; François Guérard, « Ville et santé au Québec : un bilan de la recherche historique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 53, 1, été 1999, p. 19-45 ; « L'histoire de la santé au Québec : filiations et spécificités », *Bulletin canadien d'histoire de la médecine / Canadian Bulletin of Medical History*, 17, 1-2, 2000, p. 55-72 ; Peter Keating et Othmar Keel, dir., *Santé et société au Québec : XIX^e et XX^e siècles*, Montréal, Boréal, 1995.
10. Les hôpitaux sont presque systématiquement établis dans des centres urbains. Certains sanatoriums antituberculeux et les hôpitaux pour aliénés échappent toutefois à cette règle.
11. Voir les ouvrages suivants : Normand Perron, *Un siècle de vie hospitalière au Québec. Les Augustines et l'Hôtel-Dieu de Chicoutimi 1884-1984*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1984 ; François Rousseau, *La croix et le scalpel. Histoire des Augustines et de l'Hôtel-Dieu de Québec*, tome 1 : 1639-

- 1892, Québec, Septentrion, 1989; Rousseau, tome 2, 1994; F. Guérard, « La santé publique dans deux villes du Québec de 1887 à 1939. Trois-Rivières et Shawinigan », thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal, 1993; Denis Goulet, François Hudon et Othmar Keel, *Histoire de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal 1880-1980*, Montréal, VLB éditeur, 1993 (coll. « Études québécoises »); F. Hudon, « L'hôpital comme microcosme de la société: enjeux institutionnels et besoins sociaux à l'Hôpital Notre-Dame de Montréal 1880-1960 », thèse de doctorat (histoire), Université de Montréal, 1996.
12. Une seule étude historique au Québec aborde l'évolution du dispositif hospitalier à l'échelle d'une région: F. Guérard, « Les principaux intervenants dans l'évolution du système hospitalier en Mauricie, 1889-1939 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 48, n° 3, hiver 1995, p. 375-401. Dans sa monographie de l'Hôpital Saint-Vallier de Chicoutimi, N. Perron s'est aussi intéressé au rayonnement de l'établissement dans l'espace régional. Voir N. Perron, *op. cit.* Les études qui envisagent les hôpitaux dans une perspective régionale sont rares également hors Québec. Une étude intéressante est celle de John V. Pickstone, *Medicine and Industrial Society. A History of Hospital Development in Manchester and its Region, 1752-1946*, Manchester, Manchester University Press, 1985.
13. Un texte fait exception au Québec: F. Guérard, « Les grands appareils sanitaires », dans Normand Séguin, (dir.) *Atlas historique du Québec. L'institution médicale*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1998. Deux excellentes synthèses d'histoire hospitalière à l'échelle de la nation ont été publiées aux États-Unis: Charles E. Rosenberg, *The Care of Strangers: the Rise of America's Hospital System*, New York, Basic Books, 1987; Rosemary Stevens, *In Sickness and in Wealth. American Hospitals in the Twentieth Century*, États-Unis, Basic Books, 1989.
14. Sur la notion d'échelle comme élément fondamental d'explication, voir J.B. Racine, C. Raffestin et V. Ruffy, « Échelle et action, contributions à une interprétation du mécanisme de l'échelle dans la pratique de la géographie », *Geographica Helvetica*, vol. 35, n° 5, 1980, p. 87-94.

IV

Ville et villes : pour une interpénétration des échelles d'observation



Le domaine municipal au Québec : un espace méconnu

Comment, historiquement, s'est structuré l'espace politique local au Québec? On connaît encore bien peu de choses de ce processus, en particulier pour la période qui s'ouvre avec l'adoption des grandes réformes politiques et administratives des années 1840 et 1850. Parmi l'ensemble des institutions qui voient alors le jour ou sont redéfinies, les municipalités occupent une place centrale. Ce sont elles qui, en grande partie, vont assurer le développement du territoire québécois et sa mise en valeur. Ce faisant, elles vont contribuer de manière déterminante à l'urbanisation du Québec.

On soupçonne plus qu'on ne connaît véritablement le travail de mise en forme de l'espace urbain effectué par les municipalités, ne serait-ce que sur le plan physique, par l'aménagement du territoire et l'établissement d'infrastructures. On ne connaît pas vraiment plus celui qu'elles ont accompli au niveau de l'espace politique, social et symbolique des villes, résultant de leurs multiples activités. Il reste à analyser l'un et l'autre en eux-mêmes mais aussi à mesurer leurs effets dans l'élaboration de traditions, de manières de faire et de rituels qui confèrent à bien des localités une identité et une histoire spécifiques.

Notre compréhension de la vie politique locale passée se limite donc, pour ainsi dire, au cadre normatif ayant présidé à l'élaboration du système municipal¹. Les dispositions législatives entourant la mise en place du système municipal québécois au milieu du XIX^e siècle sont ainsi bien connues, mais nous ignorons pratiquement tout de la manière dont s'est constitué, par la suite, cet espace spécifique qu'est le domaine municipal. Au-delà de la réalité juridique et administrative qu'il sert à désigner, comment le sens du terme municipal s'est-il élaboré et comment cette construction s'est-elle traduite dans l'espace urbain? Pour répondre à ces questions, il ne faudrait pas, bien entendu, tenir compte du seul domaine municipal mais bien englober l'ensemble

des institutions qui ont aussi contribué à la structuration de l'espace politique et social au niveau urbain, le domaine municipal évoluant parmi un certain nombre d'institutions dont certaines lui sont même antérieures. Comme ce court texte vise d'abord à faire émerger les dynamiques du domaine municipal et à suggérer des manières d'évaluer la contribution de celui-ci à l'histoire du phénomène urbain, c'est essentiellement aux institutions municipales que sont consacrées les lignes suivantes. Après avoir fait un rappel des caractéristiques constitutives du système municipal québécois, j'aborderai certaines réflexions suggérées par des travaux sur l'espace politique local, susceptibles d'offrir des pistes stimulantes pour l'appréhender.

Les municipalités : de simples « créatures » du gouvernement provincial?

L'élaboration du système municipal québécois remonte au milieu du XIX^e siècle². À l'époque, le gouvernement du Canada-Uni accordait aux différentes localités le pouvoir de créer des institutions locales dont le mandat était défini dans une loi cadre. Ces institutions allaient dès lors être appelées à jouer une double fonction : d'une part, servir de relais, sur le plan local, au gouvernement provincial dont elles relevaient ; d'autre part, voir au développement et à la mise en valeur de leur territoire.

Déterminées depuis lors par ce double dessein politique et légal, les municipalités sont donc soumises à une série d'obligations externes et internes. Dans le premier cas, les administrations municipales sont appelées à agir en tant que pouvoir délégué du gouvernement de niveau supérieur. Dans l'autre, elles doivent agir en fonction de leur propre bénéfice et celui de leurs habitants. En cas de conflit entre ces deux types d'obligations, le deuxième ensemble est considéré comme subordonné au premier.

Ainsi, les administrations municipales ne sont pas des gouvernements au sens plein du terme, puisqu'elles n'ont pas d'autonomie constitutionnelle. Leur autorité émane, en premier lieu, de l'État qui définit leurs pouvoirs. Et quels sont ces pouvoirs? De manière générale, les municipalités ont juridiction dans tous les domaines relatifs au maintien de l'ordre, à la sécurité publique, à la santé et à l'assistance publiques, à l'aménagement du territoire et aux infrastructures. Au cours des XIX^e et XX^e siècles, la définition des pouvoirs des municipalités va cependant connaître des changements importants.

Au-delà des développements spécifiques qui caractérisent l'économie du Québec et influencent les milieux urbains³, cette évolution est fonction des transformations subies par le gouvernement provincial lui-même, ce qui l'a conduit à adopter une attitude plus ou moins centralisatrice, selon les périodes, à l'égard des administrations municipales. Ainsi, la période d'établissement du système municipal, dans les années 1840 et 1850, est principalement caractérisée par une volonté centralisatrice. Les autorités locales se voient confier des responsabilités et des pouvoirs, mais toutes les décisions qu'elles votent sont soumises au droit de désaveu accordé aux autorités supérieures de la colonie. Puis, à partir de 1855 et jusqu'au début du XX^e siècle, époque par excellence de l'État libéral, les municipalités jouissent d'une marge d'autonomie certaine. Bien que des pouvoirs de surveillance et de contrôle sont maintenus, un réel partage des compétences est prévu.

Au tournant du XX^e siècle, s'amorce cependant un resserrement du contrôle de l'État provincial sur les activités des municipalités. Le gouvernement décide alors de définir lui-même les normes dans le domaine de l'hygiène publique notamment, puis de la voirie. Cette tendance à la centralisation va aller en s'accroissant par la suite, particulièrement dans le contexte de la crise économique des années trente qui place les municipalités dans une position fort précaire. Les finances municipales sont alors contrôlées étroitement. Puis, avec l'avènement de l'État providence, on assiste à une redéfinition majeure des compétences des différents niveaux de gouvernement alors que



Un service municipal essentiel. Trois-Rivières se dote de nouveaux équipements contre l'incendie (c.1910). Archives photographiques du *Nouvelliste*.

plusieurs champs d'intervention municipaux sont pris en charge par le gouvernement provincial. Enfin, la remise en question de l'État interventionniste, en cours depuis les années 1970, s'est accompagnée d'un processus de décentralisation qui se poursuit depuis lors.

Le municipal: un espace et un milieu dynamiques

Compte tenu de ce cadre général dans lequel évoluent les municipalités, certains auteurs ont tendance à les considérer uniquement comme des institutions subordonnées au gouvernement de niveau supérieur, leurs activités se limitant à la mise en œuvre des responsabilités qui leur sont dévolues⁴ ou à l'administration des villes et de certains de leurs problèmes⁵. Or, cette conception des municipalités ne tient compte que d'un aspect de l'autorité détenue par les institutions locales, c'est-à-dire celle qui découle de leur rôle de relais de l'État provincial. Elle fait donc fi des dynamiques propres à la vie politique locale. Il importe pourtant de considérer le fait que les municipalités sont aussi dirigées par des élus locaux. Par conséquent, leur autorité provient également des électeurs qui, par le truchement des élections, leur accordent le pouvoir de diriger les affaires locales. L'étude du local doit donc tenir compte de cette double source de leur autorité.

Par ailleurs, si les administrations municipales n'exercent que les pouvoirs explicitement accordés par la législature ou les prérogatives qui découlent des pouvoirs accordés, il faut voir que les chartes municipales et les lois cadres comportent peu de dispositions formelles⁶. Les municipalités disposent donc d'une latitude importante pour organiser comme elles l'entendent la conduite de leurs affaires et, par conséquent, peuvent accomplir leurs tâches à leur guise.

De la même manière, même si la mission fondamentale des municipalités et les tâches qui en résultent sont définies par la loi qui les crée, il n'est pas dit que les municipalités les ont d'emblée assumées pour autant. De fait, bien que les chartes municipales attribuent un ensemble de responsabilités aux villes, la mise en place de services municipaux correspondants ne s'est pas produite de manière automatique, tant s'en faut. Il importe d'être aussi attentif au processus de prise en charge de leurs responsabilités par les municipalités, ce qui suppose de tenir compte de la conception que se font les élus de leur rôle, de leur volonté politique, des besoins et des demandes exprimés par la population ou par certains groupes particuliers, des enjeux techniques et financiers. Il faut interroger ce que Jean Joana nomme le processus de «déploiement de

l'action publique municipale» pour parvenir à saisir la manière dont s'est structuré l'espace politique local et dont il se reproduit depuis lors. Comme l'explique cet auteur: «L'analyse des représentations et des pratiques investies dans la délimitation ou la mise en œuvre de l'action publique municipale donne un aperçu des ressources valorisées au plan local, des modalités de légitimation de celles-ci, des acteurs intervenant dans ces processus, des modes de relations qui s'instaurent entre ceux-ci, etc.»⁷. En somme, si pour tenter d'appréhender les dynamiques de la scène politique locale, il convient de tenir compte de la position subordonnée des institutions municipales, il s'avère aussi essentiel de les interroger sur la base de leurs logiques propres.

Une telle posture suppose de ne pas prendre pour acquis l'existence des municipalités. Ce n'est pas parce que, au milieu du XIX^e siècle, les autorités coloniales ont créé un nouveau domaine politique, en jetant les bases du système municipal québécois, que celui-ci va exister d'emblée. Ainsi, la constitution du domaine municipal, que ce soit dans le cas des grandes villes ou celui des plus petites entités, est passée par un travail de définition, de délimitation et d'appropriation sur les plans territorial, politique, fiscal, administratif et même symbolique. Elle a résulté et résulte encore du travail concret des acteurs locaux tout autant que de la signification qui s'en dégage. Ce travail se caractérise par des réalisations en apparence aussi triviales que l'aménagement de voies publiques ou l'installation de conduites d'eau, le développement de services de protection contre les incendies et de police, l'établissement de mesures fiscales. Ce travail de production du sens municipal s'effectue également par tout un ensemble de moyens symboliques. Les rituels politiques⁸, tels les défilés ou les séances d'inauguration, constituent eux aussi des moments forts de la vie locale permettant à ses dirigeants d'exhiber et d'affirmer leur autorité et leur contrôle du développement urbain. Si tous ces faits peuvent a priori sembler «mineurs», il faut bien voir, comme l'explique Philippe Veitl, que: «c'est par leur accumulation, dans ce domaine ou un autre de l'action des pouvoirs publics, que l'État, réalité abstraite, acquiert une visibilité

et une légitimité auprès de la population »⁹. Ne pourrait-on en dire autant des gouvernements municipaux?

La gouvernance urbaine : un concept utile

C'est donc par ces divers processus que s'opère l'identification entre une institution, l'administration municipale, et son territoire¹⁰. Si les élus sont les principaux agents de cette médiation, ils ne sont pas les seuls. Au fur et à mesure du développement ou de la professionnalisation des administrations municipales, viennent s'y ajouter les fonctionnaires, les ingénieurs et les experts de tout acabit. De même, il est nécessaire de tenir compte des divers groupes locaux qui participent aux débats et à la définition des politiques municipales.

Plutôt que les seules institutions, il s'agit d'analyser le phénomène de la gouvernance urbaine, c'est-à-dire les instances, mais aussi les procédures à travers lesquelles les systèmes politiques locaux opèrent. En d'autres termes, et pour reprendre la définition qu'en donne l'historien britannique Robert Morris, il importe d'étudier : « the patterns and the processes which create and organise authority, provide access to resource, provide for the delivery of services, and generate and deliver policy »¹¹. En ce sens, la gouvernance « renvoie aux interactions entre l'État et la société et aux modes de coordination pour rendre possible l'action publique »¹² et incite « à prendre en compte la capacité stratégique des acteurs, la diversité des processus de légitimation, la dynamique de négociation entre les acteurs »¹³.

Tenter de saisir la gouvernance urbaine nécessite aussi d'être sensible au degré de démocratisation de la vie politique à l'échelle locale et de la vitalité de cette vie politique. Parce que le système municipal québécois a été élaboré en appui au management de la propriété foncière, les obligations et les responsabilités facultatives qui en découlent ont d'abord toutes convergé dans cette direction. De même, les sources financières des municipalités provenaient et continuent de provenir pour l'essentiel d'impôts perçus sur la propriété. Pendant longtemps, cette fonction

première des municipalités et leur source de revenus ont servi à justifier le fait que seuls les propriétaires de biens immobiliers pouvaient participer à la vie politique locale, tout autant à titre d'électeur que d'élu¹⁴. Dans un premier temps, les élites urbaines ont donc cherché à asseoir leur légitimité en affirmant d'abord le caractère privé de la « corporation » municipale, ainsi mise au service des propriétaires fonciers et non de la population.

Or, le renouvellement des élites locales « traditionnelles » — qui survient à Montréal au tournant du XX^e siècle mais parfois aussi tard que dans les années 1960 dans certaines petites villes¹⁵ —, la démocratisation graduelle de la vie politique et la formation d'une bureaucratie municipale notamment, vont tous contribuer à la reformulation de la vocation des administrations municipales. Survenant de façon plus ou moins rapide selon les lieux et à des degrés divers, ce processus aura généralement pour effet de transformer la façon de concevoir le rôle, les sphères d'activité et la manière de gouverner des administrations municipales.

Cette nouvelle conception de la gestion municipale va se traduire par la prise en charge directe par les autorités locales de tout un ensemble de services à la population et par un élargissement des cadres de l'activité municipale¹⁶. Plutôt que de se préoccuper des problèmes strictement municipaux reliés à la mise en valeur de la propriété foncière et au développement du territoire, les dirigeants locaux se montrent de plus en plus sensibles aux questions urbaines telles l'habitation, l'assistance publique ou les loisirs. Au cœur de ce processus de reformulation de la vocation des gouvernements urbains se construit la notion de service public, qui traduit bien le sens des changements en cours dans la gouvernance urbaine. C'est une notion clé à laquelle se réfèrent désormais les acteurs locaux tantôt pour légitimer leur autorité, tantôt pour faire valoir leur expertise ou encore pour réclamer de meilleurs services.

Conclusion

C'est donc la dimension problématique du terme municipal, comprise comme un construit, plutôt que sa seule dimension

statutaire, qui me semble la plus stimulante pour saisir comment, historiquement, se sont structurés les espaces politiques en milieu urbain au Québec. Il importerait, en somme, de restituer le sens politique aux actions des gouvernements locaux, trop souvent considérées dans leurs simples dimensions techniques ou administratives. De fait, les dynamiques de la vie politique locale ne sont-elles pas encore trop rapidement associées à de simples « querelles de clocher »¹⁷? Certes, il ne s'agit pas, comme l'explique Vincent Dubois à propos de la vie politique locale française, « d'accorder une dignité à des histoires auxquelles elle est souvent déniée, mais plutôt (de) proposer d'appréhender le 'local' d'une autre manière. ... c'est dire que les terrains locaux sont envisagés... comme des sites utiles à la restitution des problèmes plus généraux »¹⁸.

Au-delà de l'étude en soi du domaine municipal, l'analyse de la vie politique locale peut donc permettre de saisir dans leur globalité les « logiques de constitution des espaces urbains, dont les dimensions ne sont pas seulement physiques, mais aussi sociales et politiques »¹⁹. Ainsi, le municipal doit-il être considéré et appréhendé comme un des multiples sédiments ayant contribué et contribuant toujours à définir les territoires et les identités urbaines au Québec.

Michèle Dagenais
Université de Montréal

Notes

1. Diane Saint-Pierre, *L'évolution municipale du Québec des régions. Un bilan historique*, Sainte-Foy, Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec, 1994.
2. Cette section reprend une partie d'un article déjà publié : Jean-Pierre Collin et Michèle Dagenais, « Évolution des enjeux politiques locaux et des pratiques municipales dans l'île de Montréal, 1840-1950 », dans Denis Menjot et Jean-Luc Pinol, (dir.), *Enjeux et expressions de la politique municipale (XII^e-XX^e siècles)*, Paris, l'Harmattan, 1997, p. 192-196.
3. Sur cette question, voir l'article de Robert J. Morris. Celui-ci propose un cadre interprétatif stimulant pour saisir la situation des villes canadiennes au XIX^e siècle, qui n'a malheureusement pas reçu l'attention voulue de

- la part des historiens canadiens de la ville : « The Reproduction of Labour and Capital: British and Canadian Cities during Industrialization », *Revue d'histoire urbaine/Urban History Review*, 18, 1, 1989, p. 48-62.
4. C'est particulièrement le cas de Engin F. Isin, *Cities without Citizens. The Modernity of the City as a Corporation*, Montréal, Black Rose Books, 1992.
 5. Jean-Marie Fecteau, « Un cas de force majeure: le développement des mesures d'assistance publique à Montréal au tournant du siècle », *Lien social et Politiques – RIAC*, 33, printemps 1995, p. 105-112.
 6. John H. Taylor, « Urban Autonomy in Canada: Its Evolution and Decline », dans Gilbert A. Stelter et Alan F.J. Artibise, (dir.), *Power and Place. Canadian urban Development in the North American Context*, Vancouver, University of British Columbia, 1986, p. 272.
 7. Jean Joana, « L'action publique municipale sous la III^e République (1884-1939) », *Politix*, 42, 1998, p. 152.
 8. Simon Gunn, « Ritual and Civic Culture in the English Industrial City, c.1835-1914 », dans Robert J. Morris et Richard H. Trainor, (dir.) *Urban Governance. Britain and Beyond since 1750*, Aldershot, Asghate, 2000, p. 226-241.
 9. P. Veitl, « La politique de la 'culture locale'. Un homme politique et les arts sous la III^e République: Étienne Clémentel », dans Vincent Dubois, (dir.), *Politiques locales et enjeux culturels. Les clochers d'une querelle, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Comité d'histoire du ministère de la Culture et Fondation Maison des sciences de l'homme, 1998, p. 64.
 10. Ce qui ne signifie pas « d'assimiler les formes objectives des institutions aux forces vives du corps social, mais de saisir comment se socialise l'identification à un territoire, comment s'effectue aussi son idéalisation, son autonomisation par la pensée ». Jean-Pierre Gaudin, *Technopolis. Crises urbaines et innovations municipales*, Paris, Presses universitaires de France, 1991, cité dans Jean Joana, *loc. cit.*, 170.
 11. « Governance: Two centuries of Urban Growth », dans Robert J. Morris et Richard H. Trainor, (dir.) *Urban Governance, op.cit.*, 1.
 12. Patrick Le Galès, « Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine », *Revue française de science politique*, XLV, 1, février 1995, p. 59.
 13. *ibid.*, 60.
 14. Warren Magnusson, « The Development of Canadian Urban Government », dans W. Magnusson et Andrew Sancton, (dir.) *City Politics in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1983, p. 7-8.
 15. André Lajoie, Régine Robin *et. al*, « Les rapports entre la réglementation municipale, les groupes locaux et leurs idéologies », dans *Droit et société urbaine au Québec*, Montréal, Éditions Thémis, 137 et suivantes, 1981.
 16. M. Dagenais, « Urban Governance in Montreal and Toronto in a Period of Transition », dans Robert J. Morris et Richard H. Trainor, (dir.) *Urban Governance, op. cit.*, p. 86-101.
 17. Expression qui fait référence ici à un texte de Vincent Dubois, « Des querelles de clocher aux clochers d'une querelle », in *idem*, (dir.) *Politiques locales, op.cit.*, 13.
 18. *Ibid.*, p. 14.
 19. Jean Joana, *loc. cit.*, p. 171.

Quelques réflexions en vue de la préparation d'un Atlas historique sur le fait urbain au Québec

Depuis une quinzaine d'années environ, chacune à sa manière, les sciences sociales posent avec de plus en plus d'insistance la question du rapport entre les échelles d'observation. Certes, le dilemme macro-micro n'est pas un problème nouveau. La sociologie et l'économie, par exemple, ont construit leur objet en adoptant tantôt le point de vue de l'individualisme méthodologique, tantôt les perspectives macrosociales ou macroéconomiques. Certains historiens, comme plusieurs sociologues, n'ont pas manqué d'annoncer le retour de l'acteur après plusieurs décennies dominées par les paradigmes de l'histoire sociale ou par diverses variantes du structuralisme et du fonctionnalisme. Inspirés de Nietzsche — lui-même opposé à l'idéalisme objectif de Hegel et aux autres conceptions holistes de l'histoire — les courants dits postmodernes participent eux aussi de ce mouvement avec leur critique radicale de l'universalisme et des modèles culturels issus du Siècle des Lumières. Ce qui est certainement plus nouveau cependant, c'est le sentiment, partagé par nombre de chercheurs, de la nécessité de ne plus s'enfermer dans les dualismes étanches, de modifier les pratiques scientifiques de manière à aménager des passerelles entre le micro et le macro, l'individu et la structure sociale, l'événement et le temps long, le pouvoir local et l'État, perspectives subjectiviste et objectiviste, etc. C'est dans cet esprit qu'ont été fondés, par exemple, le concept d'*habitus* chez Bourdieu, celui de dispositif politique chez Touraine, de structuration chez Giddens, de forme institutionnelle chez les économistes de l'école de la régulation, l'approche phénoménologique chez les géographes, etc.

Dans le cas des études urbaines, ce dualisme s'exprime notamment par la distinction, devenue classique, entre l'intra-urbain et le système urbain, entre la ville en tant que milieu et la ville comme pôle d'intégration à l'échelle des espaces régionaux, nationaux ou

internationaux. Comme on le sait, à la suite de l'école de Chicago, un vaste courant a abordé le cadre urbain comme une entité en soi, comme un organisme vivant pourrait-on dire. Entrer dans la ville pour en saisir la logique intime, tel était le projet de courants comme l'écologie urbaine ou la nouvelle histoire urbaine. Comment cet espace, devenu territoire par le jeu des juridictions administratives, se différencie-t-il en zones industrielles, commerciales, résidentielles, etc.? Comment les groupes et les acteurs s'approprient-ils la ville? Comment se construisent des sociabilités et des cultures urbaines spécifiques? À l'opposé, l'historiographie de la ville a donné naissance à de nombreux travaux fondés sur des notions comme espace de relation, *hinterland*, centralité, etc. Le regard a porté volontiers cette fois sur les hiérarchies urbaines, les rapports ville-campagne, le système des transports, les mouvements migratoires, la construction de l'État moderne, etc. Deux échelles d'observations. Deux points de vue. Dans un cas, c'est l'expérience particulière de la ville que l'on a cherché à faire revivre en considérant comme extérieurs à l'objet les déterminants non spécifiques à cette échelle d'observation (conjoncture économique, législations nationales, guerres, etc.). Dans l'autre cas, chacune des villes au sein des maillages mis à jour par le travail du chercheur s'apparente à une chose, un objet doté de caractéristiques fonctionnelles, bref à une sorte de boîte noire.

Au Québec, la grande majorité des travaux des spécialistes des études urbaines, du moins ceux qui construisent leur objet dans des perspectives historiques, se situe à l'échelle de l'intra-urbain. Les thèmes traités abondent : organisation et gestion municipales, différenciation sociospatiale (ou ségrégation résidentielle), rôle des promoteurs, mise en place des équipements urbains, études de la vie culturelle et du rôle des diverses institutions, etc. Bien que les géographes se soient intéressés aux caractéristiques du système urbain québé-

cois, que des historiens aient abordé certaines fonctions de la ville par l'étude de différents réseaux, allant des collèges classiques aux usines de pâtes et papiers en passant par les écoles moyennes d'agriculture, la genèse et le développement du réseau urbain demeurent encore relativement peu connus. Par ailleurs, bien peu de ces recherches, sinon aucune, n'ont eu pour objet le phénomène urbain en tentant d'intégrer les deux échelles d'analyse. C'est en bonne partie pour pallier cette lacune que nous entreprenons la réalisation d'un ouvrage de synthèse qui prendra la forme d'un volume de l'*Atlas historique du Québec*.

Ce projet visera donc à aborder la ville québécoise à la fois comme réseau et comme milieu de vie. Il s'intéressera au phénomène urbain comme habitat dense, au volume changeant, polymorphe et réparti inégalement sur le territoire, peuplé et animé par des sociétés locales de plus en plus complexes se livrant à des activités économiques variées, véhiculant et exprimant diverses valeurs, conceptions et appartenances et entretenant entre elles des relations différenciées. À l'échelle locale, l'habitat urbain occupe un site particulier, organisé selon les fonctions qui y sont exercées, doté de services ainsi que d'infrastructures reflétant les perceptions et projets des élites locales qui les ont mis en place en conformité avec leur compréhension des prescriptions édictées par le cadre institutionnel de gestion de la chose locale. Le marché des moyens d'existence offre des possibilités liées en bonne partie à la position occupée dans les réseaux de production et d'échanges de biens et de services, l'offre de travail apparaît quant à elle segmentée selon les stratégies d'individus et de familles participant à des réseaux de sociabilité fondés partiellement sur l'appartenance ethnoreligieuse, le voisinage, les qualifications, etc. À l'échelle nationale, la répartition et la hiérarchisation de l'habitat urbain relèvent à la fois du potentiel de mise en valeur et des contraintes du milieu, de la configuration des réseaux d'échanges, de la dimension des aires polarisées de même que de la nature des échanges entretenus, des stratégies d'acteurs corporatifs ou collectifs (entreprises, État, Église...) et des décisions de leurs représentants ou mandataires. Au total, à travers une approche qui en restitue

les bases matérielles, nous ambitionnons la réalisation d'une synthèse de l'expérience urbaine québécoise respectueuse des contextes spatio-temporels, et mariant les échelles spatiales et sociales. Elle nécessitera d'abord la mise au point d'une typologie des villes; dans un second temps, l'éventail des formes urbaines au sein de chaque catégorie sera illustré à l'aide d'exemples choisis en fonction de l'état de l'historiographie. Les pages qui suivent offrent une esquisse de ces deux volets de la démarche et puisent dans nos travaux respectifs.

La genèse et le développement du réseau urbain québécois : quelques pistes

La répartition et la hiérarchisation de l'habitat urbain font appel aux critères habituels de classification des villes. Outre les effectifs de population, il s'agit principalement des fonctions exercées par la ville, chacune d'entre elles pouvant donner lieu à une hiérarchie particulière, mais dont l'agencement dans une même ville permet de la positionner dans l'ensemble urbain. Parmi les fonctions le plus souvent citées, mentionnons les transports, le commerce (gros et détail), l'administration, soit les trois principes de Christaller; la transformation, les services spécialisés, la production et la diffusion des idées (production

des normes de civilisation). Nous présentons ici trois fonctions qui éclairent chacune à sa manière la structure urbaine québécoise.

Les villes épiscopales

En raison de son impact sur différentes sphères de la vie collective des catholiques, l'organisation spatiale de l'administration religieuse aura des effets d'entraînement sur tout le réseau urbain. Archevêchés, évêchés, vicariats apostoliques, vicariats généraux constituent autant de niveaux dans la hiérarchie de l'Église qui s'ancrent sur le territoire. Le siège diocésain (ou son équivalent) amène de façon quasi-automatique l'établissement d'un petit séminaire sinon d'un collège classique (affilié à un Grand Séminaire et à une université) et le siège des organismes dont la juridiction épouse les limites du diocèse: unions diocésaines de l'UCC, des Caisses populaires, des Fermières, Conseil central des syndicats nationaux, etc. La ville épiscopale hérite aussi des sièges diocésains des communautés religieuses et des sièges provinciaux des fondations diocésaines. Parmi elles, figurent les communautés enseignantes, lesquelles ont la charge de mettre sur pied l'école normale, l'institut familial et autres écoles spécialisées. Les communautés hospitalières, ou celles qui sont vouées à d'autres fonctions sociales, accompagnent souvent les enseignantes,

fondant hôpitaux généraux ou spécialisés, hospices, orphelinats et autres établissements du genre. Par ces fonctions administratives, éducatives et sociales (qui occupent une place importante dans le paysage urbain), le statut épiscopal favorise l'émergence d'élites locales lettrées, rompues aux exercices discursifs (c'est le premier outil de l'encadrement des fidèles...), souvent associées à l'établissement d'une presse locale ou régionale, à la construction d'un discours identitaire (histoires locales ou régionales, exhortation du sentiment national ou régional, etc.). Bref, l'évêché procure à la ville qui l'abrite des avantages et un ascendant qui dépassent largement le simple prestige de compter un évêque parmi ses citoyens. Généralement localisés dans des villes bien situées dans l'échelle québécoise (Québec et Montréal, couronne montréalaise, Trois-Rivières, Rimouski, Chicoutimi, Sherbrooke), des évêchés sont néanmoins établis dans des villes moins importantes (Nicolet, La Pocatière, Gaspé, Amos, Hauterive, Mont-Laurier), conférant ainsi à ces localités une place à laquelle elles n'auraient probablement pas pu prétendre autrement.

Une autre hiérarchie urbaine, le service postal

Un système urbain ordonné selon les effectifs démographiques se présente comme un continuum depuis la métropole jusqu'au plus petit centre rencontrant la définition opératoire de ville. Une autre façon d'appréhender la structure urbaine réside dans la restitution de l'organisation de réseaux d'échanges comme la poste. Le service postal s'implante progressivement au XIX^e siècle, à un rythme modéré avant 1850, puis à un rythme beaucoup plus rapide ensuite. En bonne partie tributaire des réseaux de transports, notamment de la voie ferrée, le courrier peut se présenter comme un flux plus ou moins rapide et volumineux, reflétant à la fois la position relative du bureau de poste local sur les réseaux d'échanges et l'importance relative de la localité desservie. Utilisant la fréquence du service postal comme indicateur, on peut ainsi ordonner la place des villes dans le réseau, celles desservies plusieurs fois par jour (jusqu'à six fois au début du XX^e siècle) se situant au som-



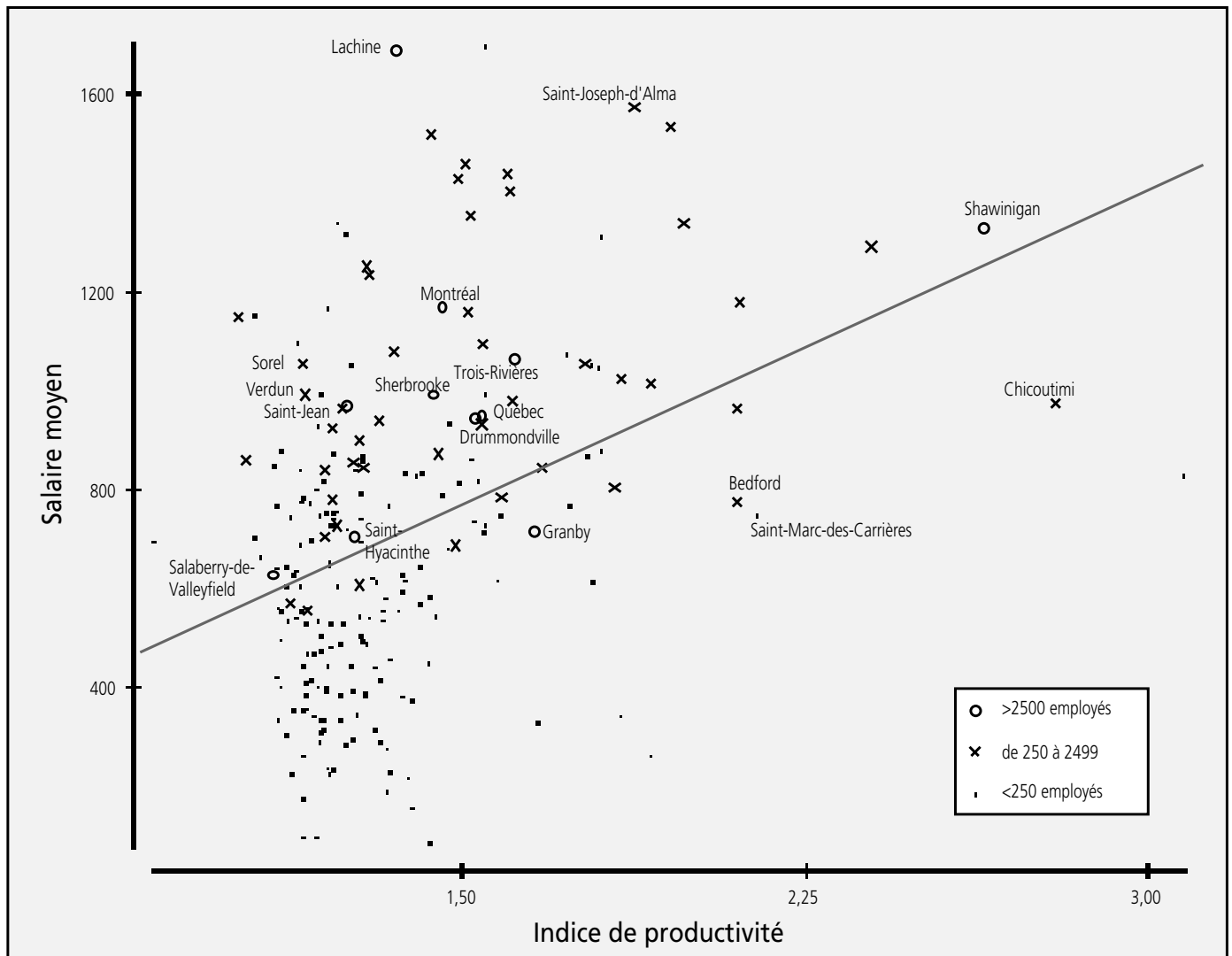
Lusine Wayagamack Pulp and Paper de Trois-Rivières (c. 1925).
Archives Nationales du Québec, P547,DL814,P85.

met de l'échelle, les petits bureaux de poste ruraux pouvant recevoir le courrier une fois par semaine. L'exercice met en lumière un phénomène relevant de l'échelle continentale et laisse voir des réalités de la vie de relation souvent insoupçonnées. Ainsi, les bureaux visités le plus souvent par les employés de la poste (plus de 35 fois par semaine en 1915) se situent tous près de la frontière américaine ou sur la voie ferrée y conduisant (Beebe Junction, Foster, Stanstead, Saint-Bernard (Lacolle), Rock Island, Lennoxville) ou à un carrefour ferroviaire (Vallée-Jonction, Tring

Jonction). À l'opposé et de façon un peu surprenante, des villes plus peuplées sont visitées une fois par jour (exemples: Magog, Chicoutimi, Rimouski, Sainte-Marie-de-Beauce, L'Assomption, Beauport, Charlesbourg, Victoriaville). Québec, Montréal, Trois-Rivières, les trois premiers bureaux de poste établis, le sont deux à trois fois par jour. Bref, la circulation postale offre un autre visage de la hiérarchie des noyaux de peuplement. Le service postal a peu de répercussions sur l'organisation spatiale de la ville. Certes, le bureau de poste constitue une institution, un

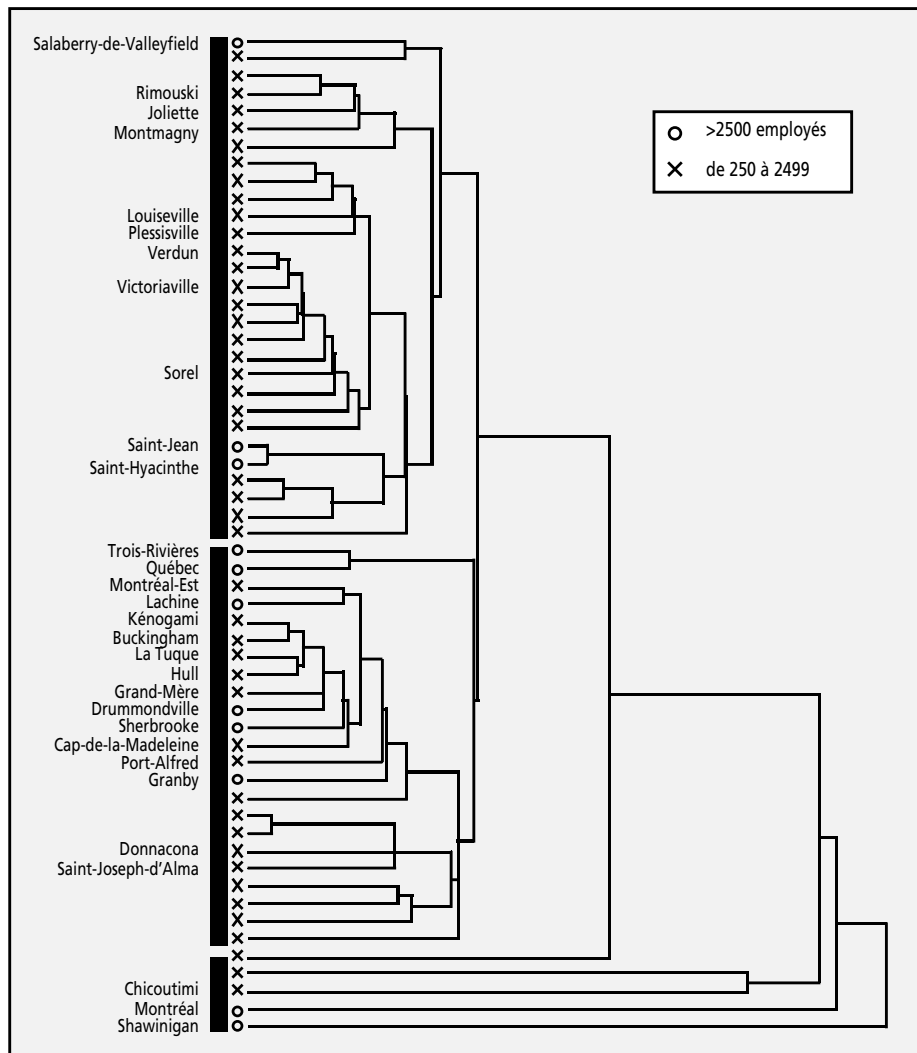
symbole de l'existence locale et un canal de circulation de l'information. Son impact se fait toutefois sentir surtout en milieu rural, donnant à la collectivité villageoise un nom, une adresse, une place dans la nation. En milieu urbain, l'impact est moins perceptible, du moins avant la mise en place de la livraison du courrier à domicile. Il facilite néanmoins la circulation de l'information (correspondance, journaux et par ricochet mode, conceptions, valeurs), vecteur de changement social.

Graphe 1
Le salaire industriel moyen comparé à l'indice de productivité dans les villes québécoises en 1930



Source: ASQ, 1930. N.B.: Résultats provisoires, validation des données incomplète. Indice de productivité: valeur de la production manufacturière / (matières premières + salaires)

Grphe 2
Un exemple de typologie par classification hiérarchique ascendante
en fonction du volume de capital investi par les établissements
industriels et de l'indice de productivité en 1930



Source : ASQ, 1930. N.B. : Résultats provisoires, validation des données incomplète. Indice de productivité : valeur de la production manufacturière / (matières premières + salaires)

La fonction industrielle et la typologie des villes

L'activité industrielle sera un indice incontournable pour caractériser et classer les villes québécoises. Les tableaux des statistiques manufacturières publiés sur une base annuelle à compter de 1917¹ livrent des informations sur plusieurs dimensions de la vie économique locale : le capital investi, le nombre d'entreprises, le nombre d'employés, les salaires, la valeur de la production, etc. Comme c'est souvent le cas avec ce type de séries, des changements dans les règles prési-

dant à l'agrégation des données rendent leur utilisation délicate². Ces tableaux, largement négligés par les historiens de l'économie, livrent malgré tout plusieurs informations précieuses pour peu qu'on prenne les précautions d'usage et que l'on choisisse des méthodes appropriées. Donnons-en brièvement quelques illustrations.

La première série d'opérations consiste à établir des ratios. Leur utilisation offre deux principaux avantages par rapport aux données de base : 1- ils permettent de faire abstraction

de la taille relative des localités considérées ; 2- ils diminuent les distorsions introduites par les modifications aux règles d'agrégation. Ainsi, un ratio capital investi/nombre d'entreprises est un indice utile de la taille moyenne des entreprises, alors que le rapport entre le capital et les salaires permet d'apprécier la part de capital fixe dans l'appareil productif d'une agglomération. Dès lors, des villes comme Shawinigan ou Arvida, caractérisées par la présence massive de la grande industrie du secteur des ressources, se démarquent aisément des villes de taille comparable comme Valleyfield ou Granby où se concentrent des industries à forte composante de main-d'œuvre. De la même manière, le rapport entre le nombre d'ouvriers considérés et la population peut servir à évaluer l'importance relative de l'activité manufacturière dans l'économie locale. Dans l'exemple suivant, nous avons mis en relation le salaire moyen et un indice de productivité composé à partir de la valeur de la production, du coût des matières premières et des salaires. La droite de régression montre une relation clairement positive entre les deux dimensions. De manière générale, les localités caractérisées par un indice de productivité élevé sont celles où l'on trouve les meilleurs salaires. On remarque aussi que la plupart des localités situées au-dessous de la droite appartiennent au groupe des petits centres industriels (moins de 250 ouvriers), ce qui indique une relation étroite entre la taille des agglomérations et le niveau de rétribution de sa main-d'œuvre.

Ces divers ratios peuvent ensuite être mis en rapport pour construire une typologie des centres industriels québécois. Depuis quelques années, des outils autrefois réservés aux seuls spécialistes de la statistique sont aisément accessibles aux chercheurs. Ils se présentent dans des environnements graphiques qui incitent à construire la donnée et à adopter une démarche axée sur l'exploration plutôt que sur la simple réalisation de tests. L'un de ces outils est appelé *cluster analysis* ou classification ascendante hiérarchique³. Il est particulièrement approprié lorsqu'on doit prendre en considération plusieurs caractéristiques des localités considérées et les regrouper en fonction de leurs similitudes.

Nous avons choisi, à titre d'exemple (graphe 2), de classer les centres industriels québécois comportant au moins 250 ouvriers en tenant compte du volume global de capital industriel investi et l'indice de productivité utilisé dans l'exemple précédent. Bien que les dimensions retenues ne permettent pas de conclusions définitives, le graphe n'est pas sans intérêt. L'algorithme de classification a, par exemple, regroupé dans un même groupe les localités où domine l'industrie légère (Valleyfield, Joliette, Montmagny, Louiseville, Plessisville, etc.). De même, il a mis ensemble les villes où se concentrent les investissements dans les secteurs des pâtes et papiers ou de l'aluminium (Kénogami, La Tuque, Hull, Grand-Mère, Port-Alfred, Donnacona, etc.). Plusieurs questions surgissent néanmoins. Qu'est-ce qui peut expliquer la proximité de Shawinigan et de Montréal, par exemple? Pourquoi des villes à la structure industrielle diversifiée avoisinent-elles avec le groupe des centres papetiers? Ces résultats demeurent donc encore grossiers. Ils invitent, dans un premier temps, à poursuivre l'exploration des rapports entre les diverses variables à caractère économique à notre disposition, puis à les confronter avec d'autres types d'information (rôle des commerces et des services, présence d'institutions structurantes, structure sociale, etc.). Enfin, une typologie comme celle qui est envisagée par ce projet d'atlas sur le fait urbain devra être cartographiée de manière à rendre compte de la configuration spatiale de l'appareil productif québécois. Elle devra être évolutive aussi, de manière à en saisir les grandes mutations jusqu'à la période actuelle.

L'espace de la ville

Les exemples précédents abordent le phénomène urbain par le biais de la structure ou de fonctions. Certains, telles la structure administrative religieuse et la fonction manufacturière, agissent profondément sur le milieu urbain. Les deux exemples suivants réfèrent plutôt à des comportements, à des façons d'adapter des technologies nouvelles (arrivées en ville d'abord), et permettent à l'observateur de la chose urbaine de l'appréhender par la base, de l'intérieur. Ce faisant, la relation entre les échelles apparaît encore plus clairement.

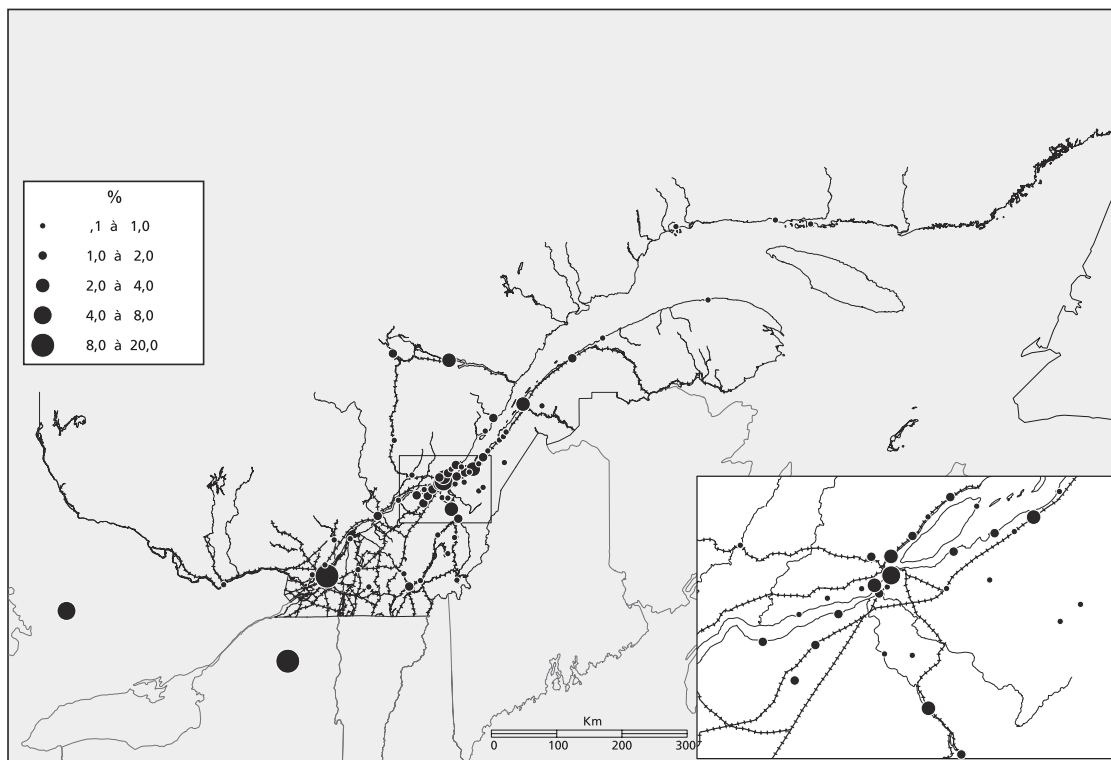
Les comportements matrimoniaux

Le premier exemple est celui des comportements matrimoniaux. En révélant un aboutissement hautement significatif des rapports interpersonnels, les échanges de conjoints attestent des relations que les collectivités entretiennent entre elles de la manière la plus probante⁴. Qui marie qui? Comment les distances sociale, culturelle, économique et géographique agissent-elles sur la constitution et la configuration des bassins matrimoniaux des individus, des groupes, des communautés locales? Quelles informations la cartographie des bassins matrimoniaux nous livre-t-elle sur les liens entre la ville et les autres sociétés locales, urbaines et rurales? Correspondent-ils aux aires polarisées économiquement, s'articulent-ils aux réseaux de transport, aux formes du milieu physique? Bref, comment les réseaux de sociabilité qui sous-tendent les bassins matrimoniaux se déploient-ils dans l'espace? À partir des informations résidentielles, professionnelles et culturelles (ethnie, alphabétisation et, évidemment, religion) contenues dans les actes de mariage, il est possible de mettre directement en rapport les échanges à échelle très fine (entre individus, familles, professions, voisins, quartiers, paroisses) et ceux à échelle plus large (entre groupes professionnels, groupes ethniques, localités, régions).

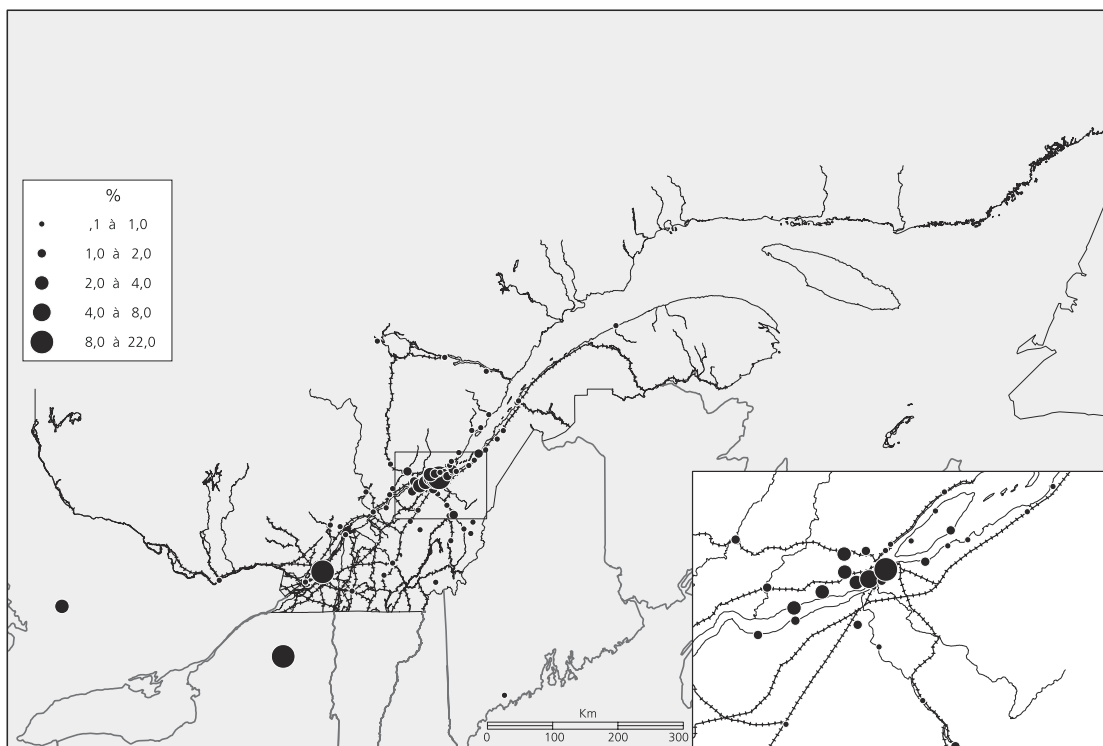
Des informations cartographiées pour quelques villes et paroisses rurales, on peut tirer certaines conclusions générales⁵. D'abord, les niveaux d'endogamie⁶ demeurent importants, se situant rarement en deçà de 50% tant en milieu urbain (paroisses de Québec) qu'en milieu rural. Sans surprise, les aires de recrutement des conjoints montrent des concentrations de proximité: les bassins matrimoniaux sont fortement régionalisés, l'intensité du recrutement diminuant rapidement avec la distance. La configuration générale des aires matrimoniales présente plusieurs particularités, l'une des principales étant de ne pas se superposer nécessairement à la configuration des infrastructures lourdes de transports. Elles témoignent ainsi du déploiement différencié des relations en fonction de l'étape de développement de la communauté locale, de la catégorie professionnelle, de la situation de la

localité (poids des frontières naturelles), de la structure de la population et de ses caractéristiques culturelles. Pour la ville en particulier, l'attraction différenciée que ses différents quartiers exercent sur les populations environnantes ressort clairement, comme l'illustrent les aires matrimoniales de trois paroisses de la ville de Québec dans les dernières décennies du XIX^e siècle (cartes 1 à 3). À Notre-Dame-de-Québec, paroisse marchande et professionnelle de la Haute-Ville, les mariages exogames unissent largement des femmes de l'endroit avec des hommes résidant dans des villes de l'ouest du Québec (Montréal, Sherbrooke, Granby, Sorel, Saint-Hyacinthe, East-Angus, Trois-Rivières, Joliette) et des États-Unis, mais surtout de l'est québécois (Sainte-Marie et Saint-Joseph en Beauce, Montmagny, Rivière-du-Loup et Rimouski sur la rive droite de l'estuaire, La Malbaie, Chicoutimi, Roberval, Sept-Îles sur la rive nord). Dans la paroisse Saint-Jean-Baptiste, où résident de nombreux ouvriers qualifiés et des petits commerçants, les femmes recrutent plutôt en milieu rural, surtout à l'ouest de la ville (comté de Portneuf), et dans les zones d'émigration (Montréal, États-Unis), tandis qu'à Saint-Roch, paroisse manufacturière des bords de la Saint-Charles, l'aire matrimoniale est davantage orientée vers la Côte-de-Beaupré et la campagne proche de la Côte-du-Sud en plus de Montréal et des «États». À l'autre bout de la lorgnette, l'évolution des aires matrimoniales rurales montre la place grandissante de l'horizon urbain dans les campagnes (exode rural): alors que les échanges matrimoniaux avec la ville touchaient surtout les notables ruraux au début du XIX^e siècle, ils se généralisent rapidement à tous les groupes sociaux après 1860. Par ailleurs, l'appartenance ethnoreligieuse peut conduire à des comportements exogames marqués lorsque la taille des bassins locaux est réduite. Bref, parce qu'ils révèlent les relations privilégiées des individus et des groupes, les comportements matrimoniaux permettent d'un côté de rendre compte de la complexité interne des sociétés locales et, de l'autre, d'apprécier l'intensité des rapports que les collectivités locales entretiennent entre elles.

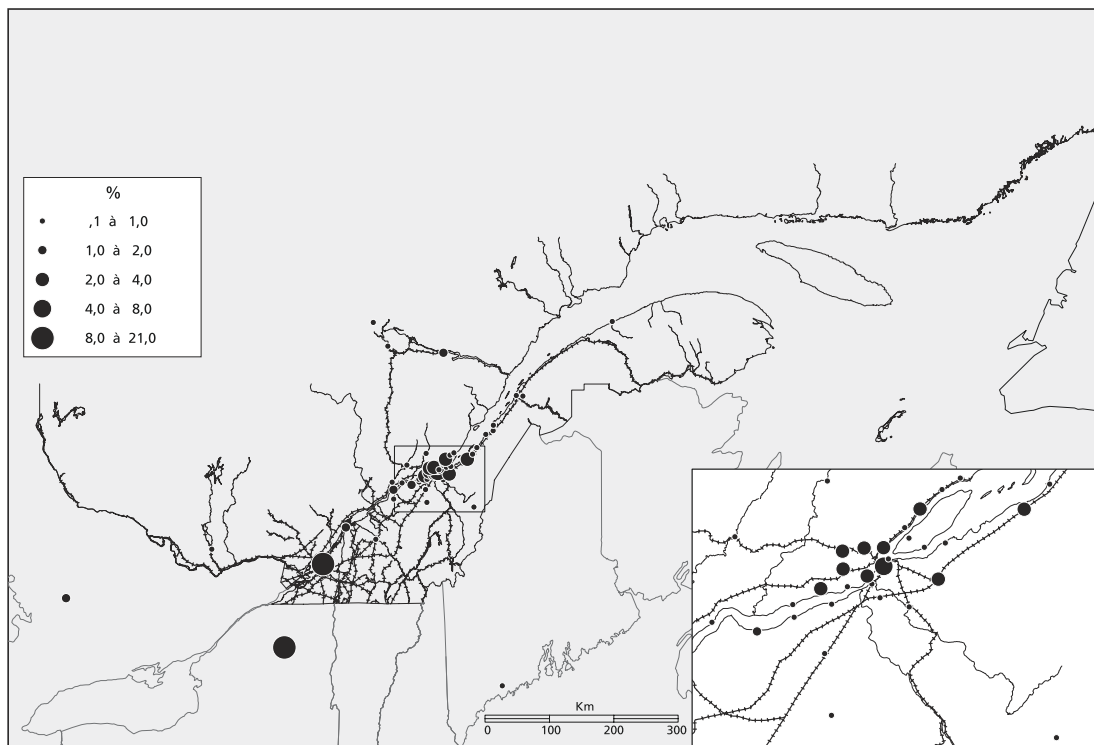
Carte 1
Aires matrimoniales de Québec
Paroisse Notre-Dame, 1881-1900
(mariages exogames = 195)



Carte 2
Aires matrimoniales de Québec
Paroisse Saint-Jean-Baptiste, 1881-1900
(mariages exogames = 186)



Carte 3
Aires matrimoniales de Québec
Paroisse Saint-Roch, 1881-1900
(mariages exogames = 125)



L'électricité et ses rapports à l'espace

L'électricité est l'un des principaux services urbains organisés en réseau à s'implanter dans les villes québécoises au tournant du XX^e siècle. Comme le système routier, l'aqueduc, le réseau d'égout, puis le téléphone, il repose sur une infrastructure physique coûteuse qui traverse bientôt l'ensemble du milieu urbain et le transforme profondément. À l'instar des anciens services publics, sa base fonctionnelle est d'abord essentiellement locale. L'augmentation de la consommation conduit rapidement cependant les compagnies d'électricité à étendre leur espace d'intervention bien au-delà du cadre urbain d'origine. Des impératifs économiques et techniques les y incitent. Il s'agit essentiellement pour elles d'accroître l'offre d'énergie de manière à bénéficier d'économies d'échelle, pour ensuite diminuer les prix et développer les marchés naissants. Au tout début, les équipements de production ne sont que des unités à vapeur auxquelles on a simplement couplé une

génératrice⁷. L'augmentation de la puissance de ces machines s'accompagne durant les années 1890 de l'implantation d'un système technique inédit, reposant sur la production centralisée d'énergie et sa distribution à travers un réseau à haute tension. Diverses innovations, dont l'adoption du courant alternatif⁸, viennent compléter ce système si bien que les entreprises d'électricité des principaux centres urbains québécois auront désormais accès aux potentiels hydrauliques distants des lieux de consommation⁹. Vers 1895-1900, des aménagements sont réalisés à quelques dizaines de kilomètres de Québec, Montréal, Sherbrooke, Trois-Rivières, etc. Quelques années plus tard, des centrales d'une capacité de production encore inégalée sont inaugurées à Shawinigan, Les Cèdres et Grand-Mère. Les habitants des campagnes québécoises voient alors s'ériger les premières lignes de transport d'électricité régionales, signe supplémentaire, et combien tangible, de la centralité de la ville et de son emprise renouvelée sur les ressources de son hinterland.

Les enjeux sociaux et politiques de cette externalisation rapide des principaux paramètres de l'offre d'énergie dans les diverses villes du Québec au début du XX^e siècle sont considérables. À Montréal, nous avons pu établir un lien très étroit entre la consolidation du monopole de Montreal Light Heat and Power sur son territoire, la politique tarifaire de l'entreprise et l'accès au service de l'électricité par l'ensemble des ménages. À Québec, où le mouvement d'opposition au Trust a été particulièrement actif, la question de l'électricité a été au centre de la vie politique pendant plus d'une décennie. Là aussi, l'analyse montre combien vie locale et rationalités supralocales ont été intimement liées très tôt dans l'histoire des villes québécoises.

Un autre mouvement de fond — contemporain de celui que nous venons de relater brièvement et non moins important — contribue lui aussi à remodeler les logiques intra et interurbaines, de même que les relations ville-campagne. Il s'agit de l'émergence, au cours du premier tiers du XX^e siècle, de nouvelles

viles industrielles dans les régions de ressources. L'expérience québécoise montre que la disponibilité de grandes quantités d'énergie électrique à bon marché a été un puissant facteur de localisation pour les nouveaux secteurs industriels en émergence au tournant du XIX^e siècle (électrometallurgie, électrochimie et industrie des pâtes et papiers). Mais l'impact de l'électrification hors des grands centres urbains ne s'est pas fait sentir que dans les villes de ressources. Il sera sûrement intéressant de vérifier dans quelle mesure un approvisionnement en quantité suffisante et l'accès à un service fiable ont pu favoriser l'essor de petites villes industrielles et, sur un autre plan, à quel moment le développement des grands réseaux de transport et de distribution a favorisé une plus grande intégration des zones dotées de ressources énergétiques limitées à l'espace économique national et continental¹⁰.

Multiplier les points de vue sur l'expérience urbaine

Ces quelques exemples et réflexions ne rendent compte, bien entendu, que de quelques aspects seulement du problème que pose aux scientifiques l'étude du phénomène urbain au Québec. Il s'agissait surtout pour nous d'indiquer comment notre expérience de la recherche nous conduisait à vouloir mettre en rapport logiques locales et intégration aux espaces régionaux, nationaux, voire internationaux. Nul déterminisme géographique dans cette approche. Bien au contraire.

L'étude des faits de société amène le chercheur à situer son objet à la fois dans une chaîne causale et dans son contexte spatio-temporel. L'une comme l'autre conduisent à la subdivision de grands ensembles en plus petits, emboîtés comme dans un jeu de poupées russes, depuis le concept général ou l'échelle globale jusqu'au concept unitaire de base ou l'unité d'observation la plus petite, les deux systèmes se recoupant dans l'analyse des données empiriques. Par sa complexité, le phénomène urbain se prête à plusieurs niveaux et types d'analyse ainsi qu'à toutes les échelles spatiales et sociales, celles-ci s'éclairant mutuellement dans la compréhension générale de la ville. Cette appréhension de l'objet urbain laisse peu de place aux cadres préétablis, aux

généralisations trop larges; elle incite plutôt le chercheur à demeurer modeste vis-à-vis de son objet et à se laisser informer par ses données. Dans le cas québécois et en raison de l'état de l'historiographie, la variété des formes urbaines et des sociétés locales demande, à notre avis, davantage de la souplesse intellectuelle et des efforts de synthèse que des modèles préconstruits.

La réalisation d'un ouvrage sur le fait urbain dans la collection de l'*Atlas historique du Québec* sera une occasion privilégiée pour la communauté des chercheurs en études urbaines de faire œuvre de synthèse, de travailler à l'élaboration d'une vision unifiée du réel. Non seulement, cette aventure reposera-t-elle sur l'utilisation de matériaux variés (souvent inédits) et mettra à profit la décentralisation récente des outils informatiques, mais elle exigera la multiplication des regards et des angles d'approche. Pour cette raison, elle sera largement une œuvre collective.

Claude Bellavance et Marc St-Hilaire
Centre interuniversitaire d'études québécoises

Notes

1. L'origine de ces informations est le recensement industriel canadien. Les tableaux sont repris dans les *Annuaire statistiques du Québec*.
2. La première difficulté réside dans le seuil minimal pour qu'un établissement industriel soit pris en compte. Par exemple, ce seuil peut être fixé à 10 employés à une année donnée pour passer ensuite à 25 employés, revenir à 20, etc. S'ajoutent les problèmes, bien connus, liés à la croissance des centres urbains qui absorbent au fil des ans nombre de leurs banlieues. Rappelons que les données non agrégées ne sont pas disponibles, mais que, dans la seconde moitié du XX^e siècle, l'unité d'agrégation des données publiées par Statistique Canada est plus fine.
3. Cette méthode de classification est couramment utilisée en statistiques. Elle consiste, pour l'essentiel, à calculer la distance euclidienne entre des points dans un espace à n dimensions (pour n variables) afin de classer et de regrouper les individus (au sens statistique) partageant essentiellement les mêmes caractères. Pour une utilisation de cette méthode dans le contexte d'une étude de la différenciation sociospatiale, voir Claude Bellavance et François Guérard,

« Ségrégation résidentielle et morphologie urbaine, le cas de Shawinigan, 1925-1947 », *RHAF*, 46, 4, printemps 1993, p. 577-605.

4. Des expériences antérieures montrent que les aires matrimoniales correspondent aux aires migratoires dans une proportion de 75 à 85% selon le contexte local de la paroisse de référence. Elles surévaluent les relations à courte distance et sous-évaluent celles à longue distance, témoignant ainsi des aires différenciées auxquelles participent les jeunes adultes et ceux plus âgés.
5. Pour un exposé plus détaillé sur les aires de sociabilité révélées par les aires matrimoniales, voir Marc St-Hilaire (2002) « Espace économique et espace social dans le Québec du XIX^e siècle: de la vie de relations aux réseaux de sociabilité ». In Y. Frenette, M. Pâquet et J. Lamarre, dir., *Les parcours de l'histoire. Hommage à Yves Roby*, Sainte-Foy, CEFAN - Presses de l'Université Laval, pp. 175-194 (collection « Culture française d'Amérique »).
6. L'endogamie réfère ici à l'espace (deux conjoints déclarant la même résidence); l'homogamie réfère à l'appartenance à un groupe défini par un attribut particulier (catégorie professionnelle, ethnie ou religion).
7. L'électricité est normalement produite par la transformation d'énergie mécanique disponible dans la nature (vent, cours d'eau, marée, etc.) ou par la combustion de matériaux fossiles (charbon, pétrole ou éléments radioactifs). On l'obtient aussi par des réactions physico-chimiques (piles) ou par la conversion de l'énergie solaire.
8. Par ailleurs, l'amélioration de l'efficacité des turbines hydrauliques a sans doute été un élément déterminant dans la mise en place de la filière hydroélectrique.
9. Bien qu'on trouve quelquefois des potentiels hydrauliques exploitables à proximité des noyaux urbains, la ressource est généralement sise en dehors du territoire urbain où sont concentrés les marchés.
10. Il s'agit d'une façon originale, croyons-nous, de poser le vieux problème du développement industriel des régions du Québec et de la centralité de Montréal. À notre avis, les perspectives généralement retenues ont conduit l'historiographie à poser de manière trop antinomique le développement économique montréalais et celui des régions. Nos recherches en cours appuieraient l'hypothèse que l'électrification a conféré une dynamique nouvelle au développement du réseau urbain québécois.

Publications du Centre

Cheminements

Mathieu, Jacques, Alain Laberge et Louis Michel, (dir.). *Espaces-temps familiaux au Canada aux XVII^e et XVIII^e siècles*. Avec la participation de Jacinthe Ruel, Isabelle Rodrigue, Claire Gourdeau, Tommy Guénard. Sainte-Foy, CIEQ, 1995, 90 p.

Courville, Serge et Brian Osborne, (dir.), *Histoire mythique et paysage symbolique, Mythical History and Symbolic Landscape, Actes des colloques de Québec et de Kingston*, Sainte-Foy, CIEQ, 1997, 113 p.

Routhier, Gilles, (dir.), *Évêques du Québec (1962-1965): entre Révolution tranquille et aggiornamento conciliaire*, Sainte-Foy, CIEQ, 2002, 65 p.

Bellavance, Claude et M. St-Hilaire, (dir.), *Le phénomène urbain au Québec. Échelles, approches et matériaux*, Québec, CIEQ, 2002, 50 p.

Cheminements-Conférences

Baker, Alan R.H., «L'Union fait la force, aidons-nous les uns les autres»: *Towards a Historical Geography of Fraternal Associations in Loir-et-Cher (France) 1815-1914*, Sainte-Foy, CIEQ, 1998, 7 p.

McCalla, Douglas, *Consumption Stories: Customer Purchases of Alcohol at an Upper Canadian Country Store in 1808-9 and 1828-9*, Sainte-Foy, CIEQ, 1999, 11 p.

Delpal, Bernard, *L'observation quantitative du fait religieux: les approches sérielles et les comportements «dissonants»*, Sainte-Foy, CIEQ, 1999, 6 p.

Watelet, Hubert, (dir.), *Quatre essais sur Temps et culture, Actes du séminaire international Temps et culture*, avec la participation de Douglas Hay, Chad Gaffielf, Benoît Garnot, Paul Servais, Sainte-Foy, CIEQ, 2000, 40 p.

Wallot, Jean-Pierre, *Le Bas-Canada: une histoire mouvante. Du conservatisme atavique à la rationalité limitée*, Sainte-Foy, CIEQ, 2000, 20 p.

Black, Iain S., *Between Tradition and Modernity: Hongkong Bank Building in Hong Kong and Shanghai, 1870-1940*, Sainte-Foy, CIEQ, 2001, 20 p.

Laboratoire de géographie historique/CIEQ
Faculté des lettres
Université Laval
Sainte-Foy, Québec
Canada G1K 7P4
Tél.: (418) 656-7704
Fax.: (418) 656-3960

Centre d'études québécoises/CIEQ
Université du Québec à Trois-Rivières
Trois-Rivières, Québec
Canada G9A 5H7
Tél.: (819) 376-5098
Fax.: (819) 376-5179

Courrier: cieq@cieq.ulaval.ca

Cheminements

Véritable renversement du rapport de force entre la ville et la campagne, l'urbanisation conduit, comme on le sait, à la concentration progressive des populations de même que des activités productives, commerciales et culturelles dans les villes. La recherche a montré que ce processus historique, qui s'accélère au XX^e siècle, parce que stimulé par l'industrialisation massive, a largement contribué à façonner tant l'espace québécois que le milieu de vie de ses habitants. Organisées en des *réseaux* et des *hiérarchies* fondés sur la taille des effectifs, les fonctions exercées, de même que sur leur ancrage territorial, les villes du Québec forment un ensemble cohérent et diversifié. Sur un second plan, tout en affichant ses appartenances nord-américaines, le *milieu* urbain québécois présente des visages particuliers qui offrent aux citoyens un cadre fortement différencié selon la taille et la vocation de la ville habitée aussi bien que du quartier ou du secteur fréquenté.

Cette nouvelle publication de la collection «Cheminement» du CIEQ fait suite à la tenue, le 26 mai 2000, d'un atelier scientifique organisé par Claude Bellavance et Marc St-Hilaire, atelier auquel participaient une douzaine de jeunes chercheurs de divers horizons, spécialistes des études urbaines. L'objectif principal des organisateurs de la rencontre était d'amorcer la réflexion sur l'expérience de la recherche en études urbaines au Québec, en mettant l'accent sur les approches retenues et les matériaux privilégiés.

C

h

e

m

i

n

e